


ALTE · VOLARE · VOLO


Digitized by Google

"LES SAINTS"

Saint Henri

par

Henri Lesêtre

QUATRIÈME ÉDITION

Victor Lecoffre

Saint Henri

Sur le rapport favorable de l'examinateur, Nous permettons l'impression de la vie de **Saint Henri**, empereur d'Allemagne, par M. l'abbé LESÊTRE, curé de Saint-Étienne du-Mont, à Paris.

Paris, le 31 octobre 1898.

✝ FRANÇOIS, CARD. RICHARD,
Arch. de Paris.

TYPOGRAPHIE FIRMIN-DIDOT ET Cie. — MESNIL (EURE).

“ LES SAINTS ”

Saint Henri

par

HENRI LESÊTRE

CURÉ DE SAINT-ÉTIENNE-DU-MONT

QUATRIÈME ÉDITION



PARIS

LIBRAIRIE VICTOR LECOFFRE

RUE BONAPARTE, 90

—

1901

SAINT HENRI

CHAPITRE PREMIER

L'ENFANT

On compte assez peu de saints parmi les rois. Le pouvoir suprême ménage aux passions du cœur humain toutes les facilités et leur prépare toutes les indulgences de la part des contemporains. Pour s'affranchir de leur tyrannie, il faut au prince une volonté singulièrement énergique, et à cette volonté elle-même il faut des grâces divines d'une exceptionnelle puissance.

L'Église fait une gloire aux saints rois d'avoir « triomphé des enchantements du siècle » et « préféré le royaume du ciel à celui de la terre ». Une vingtaine de privilégiés à peine ont réussi à faire briller au-dessus de leur couronne royale l'auréole de la sainteté, et telles ont été pour ces hommes les difficultés à surmonter afin de devenir des saints dans la place qu'ils occupaient, que leur nombre, si faible qu'il paraisse, est encore un titre de gloire pour l'humanité.

C'est au sixième siècle seulement que des noms de rois forcent l'entrée du martyrologe. Le royaume de Bourgogne a l'honneur de fournir les deux premiers, saint Sigismond et saint Gontran. A la même époque, saint Herménégilde meurt martyr sur l'ordre de son père, roi arien des Wisigoths. Le siècle suivant est édifié par les vertus des saints Éthelbert, roi de Kent, Sigisbert et Dagobert II, rois d'Austrasie, Judicaël et Josse, rois de Bretagne. Au huitième siècle, le titre de saint n'est accordé qu'à un roi de Saxe, saint Richard. Trois martyrs viennent ensuite, saint Edmond, roi d'Angleterre, et saint Salomon, roi de Bretagne, au neuvième siècle; saint Edmond II, roi d'Angleterre, au dixième.

Alors paraît saint Henri, qui gouverne un grand empire pendant le premier quart du onzième siècle. Son beau-frère, saint Étienne, règne en Hongrie dans le même temps, et le onzième siècle doit encore être témoin des vertus de saint Édouard III d'Angleterre, de saint Ladislas de Hongrie et de saint Canut, roi de Danemark et martyr. Au douzième, saint Éric règne en Suède. Enfin, au treizième, après saint Ferdinand III, roi de Castille, saint Louis, roi de France, vient clore la glorieuse mais trop courte liste des saints rois, comme si Dieu renonçait à montrer au monde un type plus parfait des vertus chrétiennes unies aux vertus royales.

Saint Henri occupe dignement son rang au milieu de ces saints rois. Habile à se conduire lui-même, dans un temps et dans un empire où les passions et les appétits tenaient souvent lieu de principes, il

sut trouver le secret de sa force là même où les politiques sont le moins tentés de le chercher. Sa vie est une belle démonstration de cette vérité formulée par saint Paul, que « la piété est utile à tout, et qu'elle autorise à tout espérer dans la vie présente et dans la vie future ». Nous le verrons constamment aux prises avec les difficultés. Il eut à gouverner une nation composée de peuples divers, tenant encore par bien des côtés à la barbarie de leurs ancêtres, rivaux les uns des autres, formant de petits États mal soudés ensemble, défendant au jour le jour leur unité instable contre les incursions d'autres peuples qui les harcelaient sans cesse le long de frontières mal définies. Au sein de cet empire s'agitait une féodalité orgueilleuse, brutale, impatiente du joug commun, toujours prête à la révolte et parfois à la trahison. Enfin, comme pour compliquer à plaisir la situation, les prédécesseurs de saint Henri, obéissant à une ambition imprévoyante, avaient rattaché à leur couronne le royaume d'Italie, qui ne pouvait qu'embarrasser la marche de l'Allemagne vers ses destinées providentielles.

Il ne fallait pas une âme timide pour revendiquer le pouvoir souverain dans de telles conditions, ni une âme vulgaire pour l'exercer dignement. Henri régna et travailla au bien de ses sujets, sinon avec autant d'éclat que certains autres princes, du moins avec la prudence et l'habileté d'un honnête homme et, qui mieux est, avec le dévouement d'un grand chrétien.

A la fin du dixième siècle, l'Allemagne se composait d'un certain nombre de duchés reproduisant à peu près les anciennes divisions des comtés ca-

rolingiens, tels qu'ils existaient sous les successeurs immédiats de Charlemagne. Au nord, le duché de Saxe occupait la région qui s'étend entre l'Elbe et le cours inférieur du Rhin, avec Magdebourg pour ville principale. Il était flanqué d'un côté par la Frise, le long de la mer du Nord, sur l'emplacement des Pays-Bas actuels, avec Utrecht pour commander le pays, et de l'autre par la marche de Slavie. On donnait le nom de marches à des territoires militaires qui formaient la frontière de l'empire, et dont les limites flottantes avançaient ou reculaient, suivant la fortune des combats engagés avec des voisins turbulents.

Le duché de Bavière était assis sur le plateau qu'arrose le cours supérieur du Danube. On y remarquait les villes importantes de Salzbourg, Passau, Ratisbonne et plus tard Bamberg. Il avait pour limitrophes, à l'est, les marches de Carinthie et d'Autriche, qui le séparaient de la Hongrie; au nord-est, le duché de Bohême, enfermé dans sa ceinture de montagnes et confinant lui-même à la Pologne; enfin à l'ouest, les deux duchés de Franconie orientale et occidentale, avec les villes principales de Wurtzbourg, Worms et Mayence, et le duché d'Alemanie, qui entourait le lac de Constance et comprenait l'Alsace.

L'Allemagne se complétait au sud par le petit duché de Carinthie, les marches d'Aquilée et de Vérone et la Lombardie, qui la mettaient en communication avec les provinces italiennes, et à l'ouest, par les deux duchés de Basse et Haute-Lorraine. La Basse-Lorraine occupait une bonne partie de la Belgique actuelle, des deux côtés du cours inférieur

de la Meuse, enfermant dans ses limites les villes de Cologne, Aix-la-Chapelle, Liège, Nimègue, Louvain et Cambrai. La Haute-Lorraine se composait des territoires arrosés par la Meurthe, la Moselle et le cours supérieur de la Meuse. Trèves, Metz, Verdun, Toul, Épinal en étaient les principaux centres. Les deux Lorraines rencontraient à l'ouest les frontières du royaume de France, et au sud celles du royaume de Bourgogne qui, de Marseille à Bâle, occupait la large bande de pays délimitée d'un côté par le Rhône et la Saône, de l'autre par les hauts sommets des Alpes.

Le vaste empire comprenait ainsi la majeure partie de l'Allemagne actuelle, la Belgique, les Pays-Bas, presque toute la Suisse, et quelques provinces de la France et de l'Italie d'aujourd'hui. Saint Henri eut donc à gouverner des pays que les révolutions historiques et les affinités ethniques rattachèrent par la suite au domaine d'autres souverains, et dont certaines portions sont devenues des territoires français ou des États de langue française.

Il s'en faut de beaucoup que ces duchés réunis sous une même autorité politique formassent un tout homogène. La fusion des populations s'opérait d'autant plus lentement que le pouvoir central avait moins d'action sur l'ensemble de la nation. Du reste, la Germanie proprement dite, détachée du vaste empire de Charlemagne, ne constituait un royaume séparé que depuis le traité de Verdun, qui l'avait attribuée, en 843, à Louis le Germanique, troisième fils de Louis le Débonnaire. Jusqu'en 911, des princes carolingiens, Arnulf de Carinthie et Louis l'Enfant, y exercèrent la souveraineté. Après

la mort de ce dernier, on convint de recourir à l'élection pour la désignation du roi.

Conrad, duc de Franconie, obtint le premier les suffrages. Henri I l'Oiseleur, duc de Saxe, lui succéda, et sa maison fournit à l'Allemagne cinq souverains consécutifs. Son fils, Otton I, surnommé le Grand, remporta de grandes victoires sur toutes ses frontières. L'idée lui vint de ressusciter à son profit l'empire de Charlemagne. Or, l'un des plus beaux joyaux de cet empire, l'Italie, gouvernée d'abord par des carolingiens, végétait dans l'anarchie depuis la disparition du dernier de ces princes, Louis II, mort en 875. Les révolutions incessantes y mettaient même en grand péril l'indépendance du successeur de saint Pierre.

Otton I crut le moment favorable pour intervenir. Il passa en Italie avec son armée, s'avança jusqu'à Pavie, où il séjourna quelque temps, mais ne se sentit pas en état de pousser jusqu'à Rome. Une mémorable victoire qu'il remporta quelques années plus tard sur les Hongrois, dans les plaines du Lechfeld, ayant fortifié sa situation, il franchit de nouveau les Alpes, en 961, chassa devant lui les troupes de Bérenger le Jeune, le dernier prétendant italien, et fit son entrée dans Rome en janvier 962. Le 2 février, il fut sacré empereur et solennellement couronné par le pape Jean XII. Le saint empire romain germanique était fondé.

Dès lors Otton et ses successeurs revendiquèrent sur le patrimoine de saint Pierre les droits de suzeraineté que Charlemagne avait jadis exercés, et ils se considérèrent comme les souverains du reste de d'Italie. Mais leur domination y fut tou-

jours assez mal assise. Le temps viendra même où leurs prétentions seront aussi funestes à eux-mêmes que menaçantes pour l'Église. Quant à l'Italie, toujours inquiète et versatile, elle n'acceptera la souveraineté étrangère que dans la mesure où celle-ci sera effective. Otton le Grand lui-même dut redescendre plusieurs fois dans la péninsule pour y faire prévaloir une autorité qui était régulièrement méconnue dès que l'armée allemande disparaissait à l'horizon. Pour assurer la stabilité de son œuvre, Otton fit sacrer son fils aîné, Otton II, par le pape Jean XIII. La cérémonie eut lieu dans la nuit de Noël de l'an 967. C'est en cette même nuit qu'un siècle et demi plus tôt le pape Léon III avait couronné Charlemagne empereur des Romains. On cherchait, par cette coïncidence, à rattacher le nouvel ordre de choses à l'ancien. Cinq ans plus tard, Jean XIII bénit le mariage du jeune prince avec la princesse grecque, Théophano, fille de l'empereur d'Orient, Romanus II. Le 7 mai 973, Otton le Grand mourut, laissant l'empire à un fils qui n'avait que dix-huit ans, mais ne manquait ni d'habileté ni de courage.

Or, la veille même de la mort du grand Otton, naissait saint Henri, dont nous allons voir le père mêlé aux événements du règne d'Otton II.

Le grand-père du saint, qui se nommait aussi Henri, était un fils du deuxième roi d'Allemagne, Henri l'Oiseleur. Bien qu'ayant pris parti, par folle ambition, dans plusieurs révoltes contre l'autorité de son frère, Otton le Grand, il avait été nommé, par ce dernier, duc de Bavière, en dépit

des droits que les comtes de cette province prétendaient avoir à l'élection de leur prince. Pour atténuer le mécontentement des Bavarois, peu flattés d'ailleurs de voir à la tête de leur duché un seigneur dont la famille était originaire d'un duché rival, la Saxe, l'empereur maria son frère à la princesse Juditta, fille d'Arnulf, l'un des précédents ducs de Bavière.

A la mort du duc Henri I, Otton lui donna pour successeur son jeune fils, Henri II, âgé seulement de quatre ou cinq ans, au nom duquel Juditta gouverna le duché avec douceur et prudence. En grandissant, le jeune prince, futur père de notre saint, sentit germer dans son cœur la fiévreuse ambition qui avait agité presque toute la vie du duc Henri I. Cette ambition n'allait à rien moins qu'à la conquête de la royauté, élective en droit, et par conséquent aisément accessible, lui semblait-il, à un seigneur aussi qualifié que le duc de Bavière. Mais tout ce qu'il réussit à gagner fut le surnom de Querelleur, trop bien justifié par les longues intrigues auxquelles il se livra, aux dépens de son propre repos et de la tranquillité du royaume.

A vrai dire, ce fut le jeune empereur Otton II qui commença les hostilités. Se doutant, sans jugement trop téméraire, des visées de son remuant cousin, il l'invita à célébrer avec lui à Grona les fêtes de Pâques de l'année 974, et là le fit saisir puis enfermer à Ingelheim, non loin de Mayence. Henri réussit à s'échapper deux ans après, revint en Bavière et n'hésita plus à poursuivre ouvertement la réalisation de ses projets. Il se laissa même

couronner roi dans l'église de Saint-Emmeran, à Ratisbonne, par l'évêque Abraham, l'un de ses plus chauds partisans. Otton se hâta de marcher contre lui, transféra le duché de Bavière à son propre neveu, Otton de Souabe, traduisit Henri en jugement, le fit condamner à l'exil et le confia à la surveillance de Poppo, évêque d'Utrecht.

Rassuré de ce côté, l'empereur Otton II passa en Italie pour y rétablir l'ordre continuellement troublé par les factions. Il se rencontra à Ravenne avec le Pape Benoît VII, l'accompagna à Rome, et de là, mena son armée contre les Sarrasins, qui commençaient à passer de Sicile dans la basse Italie. L'expédition ne fut pas heureuse. L'empereur essuya une défaite en Calabre et n'échappa lui-même qu'à grand peine à la mort. Mais, loin de désespérer, il assembla une diète à Vérone pour aviser aux moyens de conjurer le péril et préparer une nouvelle expédition. Un grand nombre de seigneurs de l'empire assistaient à la diète; il en profita pour faire assurer sa succession éventuelle à son fils, Otton III, âgé seulement de trois ans, qu'il mit sous la conduite de Willigis, archevêque de Mayence, et de Jean, archevêque de Ravenne. Le duc de Bavière, Otton de Souabe, venait de mourir; il désigna, pour prendre sa place, Henri le Jeune, fils d'un duc Berthold qui avait été à la tête du duché avant le père du Querelleur.

Otton II repartit ensuite pour Rome, où il succomba à un mal inopiné, le 7 décembre 983.

A la nouvelle de cette mort, l'évêque d'Utrecht, Poppo, rendit la liberté au duc Henri. Celui-ci se

rendit aussitôt à Cologne auprès de l'archevêque Warin, auquel Willigis et Jean avaient confié l'éducation du jeune Otton III, conformément aux instructions du défunt empereur. En sa qualité de cousin de l'enfant, le duc réclama le droit d'être son tuteur. Le prélat lui remit le jeune prince sans difficulté, dans la pensée sans doute qu'un duc allemand serait plus capable que sa mère, la princesse grecque Théophano, de lui procurer une éducation nationale.

Maître de l'enfant, Henri se mit à parcourir avec lui le royaume, se laissant appeler roi lui-même, s'assurant des partisans, mais aussi suscitant à ses ambitieux projets de redoutables adversaires, entre autres le duc de Saxe, Bernhard. Pour éviter de se heurter à ce puissant antagoniste, il se replia sur la Bavière dont il avait été duc. Les évêques et quelques comtes y prirent parti pour lui. Néanmoins, poursuivi par les autres seigneurs, il dut prendre l'engagement de leur remettre le roi à un jour fixé. La parole donnée ne l'empêcha pourtant pas de tenter de nouveaux efforts pour la réalisation de ses plans. Il passa en Bohême, où le duc Boleslav mit une petite armée à sa disposition, et il redescendit du côté de l'Elbe. Mais bientôt il se vit en face d'adversaires très supérieurs en forces. Il se résigna alors à leur envoyer l'archevêque de Magdebourg, Giseler, pour négocier un arrangement définitif, et promit à nouveau de remettre l'enfant et de renoncer à toutes les places qu'il occupait, à l'exception de Mersebourg, Walbek et Frohla.

Une imposante assemblée fut convoquée à

Rohrheim pour y recevoir la soumission du duc et assurer enfin la paix intérieure du royaume. On y vit paraître les deux impératrices Adelaïde et Théophano, veuves d'Otton le Grand et d'Otton II, Conrad, roi de Bourgogne et frère d'Adelaïde, Béatrix, nièce d'Otton le Grand et sœur de Hugues Capet, et la plupart des seigneurs allemands. Le duc Henri remit le jeune roi à sa mère et à son aïeule, et ce fut cette dernière qui fut chargée de son éducation. Le Querelleur jura solennellement fidélité et dévouement à Otton III, et l'assemblée lui rendit le duché de Bavière, dont Henri le Jeune n'avait guère eu que la possession nominale. Ce dernier reçut en compensation la charge effective de margrave. Les membres de l'assemblée se rendirent ensuite presque tous au monastère de Quedlinbourg, en Saxe, où les solennités de Pâques de l'année 985 furent célébrées comme des fêtes de réconciliation et d'union nationale. La suite des événements montra que cette fois le duc Henri avait pris son serment au sérieux.

A sa loyale soumission ne contribua pas peu la princesse Gisèle, fille que le roi de Bourgogne avait eue d'un premier mariage et qui était devenue l'épouse du duc Henri au temps d'Otton le Grand. Gisèle, bonne, pieuse et patiente, s'était confinée dans une triste solitude à Mersebourg, pendant que son mari courait les aventures. Quand l'insuccès de ses tentatives amena ce dernier à renoncer à des projets irréalisables, la douce Gisèle inclina son cœur à la soumission, lui offrit au foyer domestique un bonheur que n'aurait pu lui procurer le

succès de ses folles entreprises, et contribua à réveiller dans son âme le double sentiment de la crainte de Dieu et du dévouement à la patrie. Une femme intelligente et bonne excelle à panser les plaies qu'ont faites au cœur d'un époux les combats de la vie; son affectueuse tendresse est un baume réparateur qui enlève jusqu'au souvenir des plus amères déceptions. Le duc Henri en fit l'heureuse expérience. Renonçant franchement à toutes ses prétentions à la couronne royale, il vécut désormais tranquille au milieu de ses Bavarois. On le vit consacrer tous ses efforts à la bonne administration de son duché, racheter ses fautes par d'abondantes aumônes, combler de ses faveurs et de ses munificences les évêchés et les monastères, assurer la paix et la prospérité à toute la Bavière, prendre souci des hommes des champs et des ouvriers des villes, se comporter de telle sorte, en un mot, que le Querelleur d'autrefois devint dans l'esprit du peuple Henri le Pacifique et le Père de la patrie.

Le premier enfant d'Henri et de Gisèle fut appelé Henri, comme son père et son grand-père. Il naquit le 6 mai 973, on ne sait trop en quel endroit du royaume. La vie agitée que menait à cette époque le duc Henri entraînait sans doute de fréquents déplacements. Il est assez probable cependant que les deux époux jouissaient alors de l'hospitalité de leur vieil ami, l'évêque de Ratisbonne, Abraham. L'enfant dut passer auprès de ce prélat les toutes premières années de sa vie, car plus tard il se souvenait avec reconnaissance du bon évêque sous le toit duquel ses parents avaient

trouvé le confort désirable et un accueil tout paternel.

De bonne heure, Gisèle eut à se préoccuper de l'éducation de son jeune fils; celui-ci atteignait à peine sa deuxième année quand son père fut jeté en prison par Otton II. A la mère seule incombait donc le soin de l'élever et au besoin de le défendre. L'empereur ne manquait pas de bonnes raisons pour voir d'un assez mauvais œil la famille de son cousin. Après avoir réduit le père à l'impuissance, ne chercherait-il pas à prendre des mesures préventives contre l'ambition présumable du fils? Gisèle se rendit compte du danger qui pouvait un jour menacer son jeune enfant. Elle s'y prit habilement pour écarter toute appréhension de l'esprit d'Otton II et en même temps désarmer son courroux. Elle mena son fils au monastère d'Hildesheim, en Saxe, et promit de le vouer à la vie des chanoines réguliers. Ainsi dirigé officiellement vers la carrière religieuse, le jeune Henri pouvait grandir en sûreté; grâce à la vocation que lui prêtait pour le moment la prudence de sa mère, il cessait de porter ombrage à son puissant cousin.

En fait, Hildesheim était un lieu bien choisi pour l'éducation d'un enfant appelé à jouer un jour, selon toute apparence, un rôle important dans le pays qui l'avait vu naître. L'évêque de la ville était alors Othwin qui, durant son séjour en Italie, avait rassemblé à grands frais des copies d'ouvrages utiles à l'instruction des clercs. La cathédrale d'Hildesheim était ainsi devenue un centre d'études où se formèrent plusieurs des hommes les plus

distingués de l'époque. Henri y apprit à lire et à penser. Le commerce quotidien avec les auteurs sacrés, les biographes des saints, les littérateurs et les philosophes de marque, commença à lui imprimer ce tour d'esprit, ce sens des choses de l'Église, cette largeur et cette modération d'idées qui l'aideront si puissamment dans la suite à s'acquitter avec honneur de son métier de roi.

Il importait toutefois que l'éducation du jeune prince s'achevât en Bavière, dans le duché que son père avait gouverné et à la tête duquel on espérait bien le voir lui-même un jour. Comment les Bavarois auraient-ils eu quelque sympathie pour un prince élevé loin d'eux et demeuré comme étranger à leur province? D'ailleurs, avec le temps, la famille s'était accrue. Après Henri, un autre fils, Bruno, puis deux filles, Gisèle et Brigitte, avaient apporté la joie au foyer domestique. Les parents, sans doute après leur retour dans le duché de Bavière, confièrent les deux aînés à l'évêque de Ratisbonne, Wolfgang, successeur d'Abraham.

Wolfgang, n'était pas un prélat ordinaire. Il menait la vie d'un saint et en reçut le titre après sa mort. Né en Alemanie, de parents d'une condition moyenne, il avait étudié au monastère de Reichenau, sur le bord du lac de Constance. De là, il passa à Wurtzbourg pour y compléter son instruction auprès d'un maître amené d'Italie par Otton le Grand. Il devint ensuite doyen des clercs de Trèves et écolâtre de la cathédrale, sous l'épiscopat d'un de ses anciens condisciples, nommé Henri, qui, avant de succomber à une mort prématurée, eut soin de le recommander à l'empe-

reur. Son goût pour la vie monacale le conduisit alors à Einsiedeln, où il reçut le sacerdoce des mains de saint Udalrich, évêque d'Augsbourg. En 971, on l'envoya en mission chez les Hongrois, pour travailler avec quelques compagnons à la conversion de ce peuple, encore presque tout entier païen.

Wolfgang s'acquitta de ce ministère avec un zèle tout apostolique. Il conquit à la foi de Jésus-Christ un grand nombre de néophytes. Sa mission le mit bientôt en rapport avec Pilgrim, évêque de Passau, qui lui aussi se consacrait activement à la propagation de l'Évangile en Hongrie. Pilgrim avait l'esprit large et le cœur animé d'un grand amour du bien. Au lieu de voir un rival dans le missionnaire d'Einsiedeln, il reconnut en lui un homme de Dieu, enrichi de dons extraordinaires et appelé à marquer glorieusement dans l'Église. A la mort de l'évêque de Ratisbonne, Abraham, Pilgrim proposa Wolfgang pour le siège vacant et le jeune empereur Otton II fit savoir qu'il avait à cœur cette nomination. Wolfgang fut élu.

C'était la première fois, depuis que la maison de Saxe occupait le trône impérial, qu'un évêque né hors de Bavière montait sur le siège de Ratisbonne. Mais le nouvel élu ne tarda guère à gagner le cœur de ses diocésains par sa bonté, son zèle, et la sainteté exemplaire de sa vie. Bien qu'il parlât difficilement, on accourait de tous côtés pour l'entendre. On admirait le dévouement tout paternel avec lequel il veillait sur les écoles de sa cathédrale, visitait ses paroisses, se préoccupait du sort des artisans et songeait aux moyens pratiques

de coloniser la marche d'Autriche, qui séparait la Bavière de la Hongrie.

Wolfgang, accompagné de la petite troupe qu'il avait dû lever sur les terres de son évêché, en sa qualité de seigneur temporel, fit partie de l'armée d'Otton II, quand cet empereur, envahissant le royaume de France, arriva jusqu'aux portes de Paris, dont Hugues Capet lui interdit l'entrée, campa à Montmartre, en novembre 978, et y fit retentir ce formidable *alleluia* qui n'eut pas le don d'émouvoir les défenseurs de la cité. Lorsqu'à son retour, au passage de l'Aisne débordée, l'armée impériale fut mise en déroute par le roi de France, Lothaire, le saint évêque de Ratisbonne invoqua l'assistance du Seigneur et ne perdit aucun de ses hommes.

Admirablement désintéressé, il sacrifiait tout à la gloire de Dieu et au bien des âmes. Il le montra bien quand il abandonna toute juridiction spirituelle sur le duché de Bohême et renonça aux redevances qu'il en recevait, afin de faciliter l'érection d'un évêché à Prague. A Ratisbonne même, ses prédécesseurs cumulaient abusivement la double charge d'évêques de la ville et d'abbés du monastère bénédictin de Saint-Emmeran. Pour empêcher les religieux de réclamer un abbé régulier, ils toléraient parmi eux d'assez graves dérogations aux règles, spécialement en ce qui concerne la pratique de la pauvreté. Wolfgang appliqua au mal le remède nécessaire en renonçant lui-même à la direction du monastère, et en plaçant à la tête des moines, pour exercer les fonctions et les droits d'abbé, Romuald, qui avait partagé avec lui la confiance

de l'évêque Henri de Wurtzbourg. Il pourvut d'ailleurs l'abbaye de tout ce qu'on pouvait désirer pour l'entretien des moines, des serviteurs et des hôtes, et pour le soulagement des pauvres.

Il entreprit aussi la réforme des deux monastères de femmes qui existaient à Ratisbonne et en fonda même un troisième, celui de Saint-Paul, dans lequel la règle bénédictine fut si parfaitement observée qu'on put en faire le modèle des autres. Ainsi provoquée à Ratisbonne par l'initiative du saint évêque, la réforme se propagea avec succès dans plusieurs abbayes du duché de Bavière.

Tel était l'homme aux mains duquel la Providence allait remettre le jeune Henri. Fervent bénédictin jusque sur le siège épiscopal, saint Wolfgang s'imposait à la vénération de tous par son amour de la vie régulière, sa prédilection pour les choses de Dieu, l'austérité de ses mœurs, son dévouement à toute épreuve au bien de ses semblables et son zèle infatigable pour le salut des âmes. Si l'on songe qu'il avait en même temps une intelligence des plus ouvertes, un esprit des mieux cultivés, on imaginera sans peine quelle influence il dut exercer sur l'âme du prince confié à sa direction. Henri porta toute sa vie la marque de cette vigoureuse empreinte. La discipline bénédictine, largement comprise et pratiquée sans raideur, telle qu'elle lui était apparue dans la personne de Wolfgang, le guida manifestement d'abord dans le gouvernement de lui-même, dans lequel on devrait toujours commencer par réussir avant de s'appliquer à régir les autres, puis dans le gouvernement d'un duché, d'un royaume et d'un empire.

Ce commerce prolongé avec saint Wolfgang ne fut d'ailleurs pour Henri qu'une première rencontre heureuse au début de tant d'autres que Dieu se plut à lui ménager dans toute la suite de sa vie. Nous le verrons constamment en relations intimes avec des personnages illustres par leur sainteté, et le disciple du saint évêque de Ratisbonne ne paraîtra jamais déplacé à côté d'eux.

A tous les égards qu'on lui témoignait, Wolfgang eût préféré sa chère solitude, loin des princes et des préoccupations de ce monde. Un jour même, il ne put résister à son besoin de vie contemplative et s'éloigna secrètement de son diocèse. On réussit à le retrouver. Les instances qu'on lui fit furent si affectueuses et si pressantes qu'il se résigna à regagner son siège. Dieu lui avait départi une clairvoyance extraordinaire qui parfois confinait à la prophétie. Quand il voyait devant lui les quatre enfants du duc Henri, il prenait plaisir à appeler l'aîné le roi, Bruno l'évêque, Gisèle la reine et Brigitte l'abbesse, saluant ainsi à l'avance l'empereur d'Allemagne, l'évêque d'Augsbourg, la reine de Hongrie et l'abbesse de Saint-Paul de Ratisbonne.

Pour le moment, les quatre enfants grandissaient sous les yeux de leurs parents. Le royaume était d'ailleurs tranquille pendant la minorité d'Otton III. Seul le duché de Saxe avait à se défendre contre les incursions, parfois désastreuses, des Slaves et des Danois. Le duc Henri vivait en paix en Bavière, tout occupé de rendre son peuple heureux. Une atmosphère de calme et d'universelle sympathie entourait donc toute la famille.

On aimerait à connaître quelques-uns de ces mille

traits qui nous intéresseraient tant aujourd'hui dans la jeunesse de saint Henri. L'histoire n'en a rien conservé. Nous en sommes réduits à juger du jeune homme d'après ce que nous savons de l'homme fait. Pendant que Wolfgang cultivait son esprit et son cœur, le duc son père ne manquait pas de lui inculquer une haute idée de son rang. Peut-être même éveillait-il dans cette jeune âme quelques-unes des ambitions qui l'avaient transporté lui-même. Mais rendu plus sage par ses malheurs et devenu plus apte, avec les années, à juger sainement les choses, il devait mêler les conseils de prudence aux leçons de politique. Du reste, les deux influences du duc et de l'évêque se complétaient et au besoin se faisaient contrepoids. Henri n'était point né pour se confiner dans les douceurs de la vie privée, ni pour vivre dans le cloître, malgré la vocation jadis imaginée par sa mère. Il y avait donc utilité à ce que son père le poussât à l'action, pendant que le sage prélat l'initiait aux habitudes de vertu austère sans lesquelles il n'est pas de prince accompli.

Le 31 octobre 994, saint Wolfgang mourut dans la marche d'Autriche, où l'avaient appelé les intérêts de son diocèse. Quand il se vit dangereusement atteint à Pupping, il institua les pauvres héritiers de tout ce qu'il laissait, se fit transporter dans l'église de Saint-Otmar et y expira saintement devant l'autel. On rapporta son corps à Saint-Emmeran de Ratisbonne.

Le clergé élut à sa place l'un de ses disciples, Tagino, qu'il avait chargé de l'administration de son temporel et auquel il avait prédit son élévation

à une haute dignité. Le duc Henri appuya ce choix, mais Otton ne le ratifia pas et fit nommer au siège vacant Gebhard, son propre chapelain. Celui-ci, doué d'ailleurs de sérieuses qualités, céda un peu trop facilement à ce travers qui pousse certaines natures à prendre le contre-pied de ce qui a été fait par les devanciers. Il afficha un luxe qui étonna les populations, habituées à l'austérité du dernier pontife. Il prétendit même revenir sur les mesures qui avaient été prises pour assurer l'autonomie du monastère de Saint-Emmeran.

Le duc Henri fut affligé de voir le nouveau prélat s'engager dans cette voie. La mésintelligence s'éleva à un tel degré entre l'évêque et le prince, qu'une diète réunie à Magdebourg, dans l'été de 995, dut régler différentes questions sur lesquelles les deux pouvoirs étaient en désaccord.

De Magdebourg, le duc se rendit en Saxe, au monastère de Gandersheim, dont sa sœur Gerberge était abbesse. Il y tomba malade et, sentant sa fin prochaine, bien qu'il n'eût encore que quarante-cinq ans, il fit venir son fils aîné, Henri. Il lui recommanda encore une fois d'être fidèle envers son roi et seigneur et renouvela ses regrets de ne l'avoir pas toujours été lui-même. Puis, lui disant adieu, il ne voulut pas qu'il restât à Gandersheim pour attendre son dernier soupir. Il jugea préférable qu'il retournât en Bavière pour y prendre en main le gouvernement du duché dès que la nouvelle de sa mort y parviendrait, et déjouer ainsi toutes les tentatives qui pourraient être faites pour lui ravir l'héritage paternel. Henri partit donc, la tristesse au cœur, mais témoignant de son amour filial

par un acte de suprême obéissance à la volonté de son père. Celui-ci s'éteignit le 28 août. Ses funérailles furent célébrées à Gandersheim et ses restes inhumés dans l'église du monastère.

Pour lui succéder, les seigneurs de Bavière élurent son fils aîné. Le père avait tout fait pour préparer cette élection; elle s'accomplit avec d'autant moins de difficulté que la tendance à reconnaître des droits héréditaires s'accusait de plus en plus dans un pays où toutes les dignités, au moins en droit, étaient électives. Il restait à obtenir l'agrément d'Otton III. Il eût été difficile au roi, ou plutôt à ses conseillers, de le refuser sans mécontenter la noblesse bavaroise et susciter une opposition dangereuse. Le choix des électeurs fut donc confirmé et Henri autorisé à prendre possession de la dignité et des domaines de son père. Otton se contenta d'en détacher la Carinthie, pour en faire un duché à part qu'il attribua à Otton de Worms (1).

(1) Pour suivre avec quelque intérêt la vie de saint Henri, toute remplie de voyages et de campagnes militaires, il est à peu près indispensable d'avoir sous les yeux une carte de l'Allemagne au onzième siècle, par exemple, la carte n° 23 de l'*Atlas de Géographie historique* de F. Schrader (Hachette. 1896)

CHAPITRE II

LE DUC

Henri n'avait que vingt-deux ans quand il devint le duc Henri III de Bavière. Il allait désormais exercer son autorité sur ce peuple qu'avait aimé le père et sur ces seigneurs qui avaient élu le fils.

Ces seigneurs comprenaient des dignitaires ecclésiastiques et laïques. Les premiers, les évêques, étaient nommés dans un synode composé des chanoines et des prêtres pourvus de charges importantes dans le diocèse. Le duc prenait part à ce synode et y jouissait naturellement d'une influence presque prépondérante. La ratification royale était cependant nécessaire à la validité de l'élection, et plus d'une fois il arriva qu'un candidat déjà élu dut s'effacer devant celui que le roi préférait à tort ou à raison, et que les électeurs ne pouvaient guère se permettre d'écarter. Les évêques exerçaient à la fois la juridiction spirituelle sur tout leur diocèse et les droits seigneuriaux sur les domaines qui dépendaient de leur temporel. Ces droits entraînaient des devoirs parfois assez peu compatibles avec la charge épiscopale, par exemple, celui de lever des hommes de guerre à l'appel

du souverain et de les mener à l'armée au début d'une campagne.

Après les évêques venaient les seigneurs laïques, comtes, à la tête des principautés qui composaient le duché; margraves ou comtes de la frontière, dont le domaine s'étendait sur les limites mêmes du royaume et avait à être défendu contre les étrangers ou accru à leurs dépens; enfin comtes palatins, fonctionnaires permanents institués par Otton le Grand pour veiller dans les duchés aux intérêts du roi.

Le duc tenait ordinairement sa cour à Ratisbonne. Il y réunissait les seigneurs de tout ordre pour le règlement des affaires courantes, l'apaisement des litiges, le maintien de la bonne harmonie entre tous. Le cas échéant, il prenait le commandement des forces militaires du duché. Il exerçait en dernier ressort le pouvoir judiciaire. Enfin il assistait à son rang aux assemblées générales ou diètes que le roi convoquait de temps à autre pour traiter des intérêts supérieurs du pays.

Fidèle aux recommandations paternelles, le jeune duc n'eut vis-à-vis du roi que dévouement et respect. Il le suivit dans la campagne que les événements l'obligèrent bientôt d'entreprendre en Italie. Depuis la désastreuse défaite d'Otton II, ce malheureux pays était en proie au désordre et à la violence. La famille des Crescenzi, qui faisait espérer aux Romains la résurrection de l'ancienne république, dominait insolemment dans Rome, sans tenir compte de l'autorité pontificale. Jean Crescentius en était même venu à laisser mourir de faim dans une prison le pape Jean XIV, et à

exercer une humiliante tutelle sur son successeur, Jean XV, qui ne pouvait attendre aucun secours durant la minorité d'Otton III.

Quand celui-ci fut d'âge à écouter les appels qu'on lui adressait d'Italie, il passa les Alpes, dès les premiers mois de 996, et alla célébrer les fêtes de Pâques à Pavie. A Ravenne, où il se rendit ensuite, on apprit que Jean XV venait de mourir. Une ambassade arriva bientôt de Rome pour supplier le roi de venir et lui demander de désigner tout d'abord celui qu'il désirait voir monter sur le siège de saint Pierre. Otton, qui n'avait encore que quinze ans, proposa au choix des électeurs son chapelain, Bruno, âgé seulement de vingt-quatre ans. Ce candidat fut élu sans difficulté et prit le nom de Grégoire V. Pour la première fois, un Allemand devenait pape; mais il faut dire que cet Allemand était petit-fils de Luitgarde, fille d'Otton le Grand, et par conséquent cousin d'Otton III. Celui-ci arriva peu après à Rome et reçut du nouveau pontife la couronne impériale, qui lui conférait le droit de s'appeler désormais l'empereur Otton III.

Malgré sa jeunesse et l'ingérence de l'autorité royale dans son élection, Grégoire V se conduisit en pontife prudent, pieux, charitable et désireux de faire régner en Italie l'ordre et la justice. Mais quand, à l'automne, l'empereur regagna l'Allemagne, probablement rappelé par une invasion des Slaves, Crescentius, qu'on n'avait pu ni peut-être même osé punir et réduire à l'impuissance, reprit tout son pouvoir à Rome, en chassa Grégoire V et mit un antipape à sa place.

Otton dut redescendre en Italie à la tête d'une forte armée. Il occupa Rome au commencement de l'année 998 et une sévère répression fut infligée aux révoltés. Crescentius, assiégé et saisi dans le château Saint-Ange, eut la tête tranchée; l'antipape fut mutilé et dégradé.

Dans ces deux expéditions, le duc Henri occupa à l'armée de l'empereur la place que lui assignait sa dignité. Otton lui sut grand gré des services rendus en ces circonstances; en retour il lui fit présent d'une propriété qu'il possédait dans la marche d'Autriche. Un peu plus tard, à sa demande, il étendit ses largesses à Tagino, dont Henri avait fait son chapelain. Les rapports les plus cordiaux existaient donc entre Otton III et celui qu'il se plaisait à nommer son « très cher cousin » et son « aimable duc ».

C'est vers cette époque que saint Henri contracta mariage. Il choisit son épouse dans une famille d'un rang quelque peu inférieur au sien, guidé sans nul doute par son affection et par le désir de posséder une compagne dont la piété fût en harmonie avec ses propres sentiments. L'élue de son cœur s'appelait Kunigonde ou Cunégonde, fille de Siegfried, comte de Luxembourg, au duché de haute Lorraine, et de Hedwige. Siegfried et Hedwige, dont les sentiments religieux s'affirmèrent par de généreuses fondations en faveur des monastères de leur comté, eurent onze enfants, parmi lesquels Cunégonde occupait le sixième rang. Entre les aînés, l'histoire a marqué les noms de Henri, qui fut aux côtés d'Otton III pendant son séjour en Italie et devint par la suite duc de Ba-

vière, du comte Frédéric, de Théodéric, évêque de Metz, et d'Adalbéron, prévôt de Saint-Paulin de Trèves. Les trois premiers furent des personnages assez remuants, que la haute fortune de leur sœur disposa trop aisément à tout ambitionner, et qui causèrent de très sérieux embarras à leur beau-frère. Parmi les sœurs de Cunégonde, Luitgarde épousa Arnulf, comte de Hollande et de Gand, Eva devint la femme de Gérard, comte d'Alsace, et la plus jeune de la famille, Ermintrude, fut abbesse.

Les sept années durant lesquelles Henri gouverna le duché de Bavière s'écoulèrent sans événements notables dans cette partie de l'Allemagne. L'administration du duc était pacifique et conciliante. On aimait à vivre sous la tutelle d'un tel maître. On souhaitait seulement que le ciel lui envoyât un fils, « l'espérance du pays, l'effroi des barbares et, du vivant même de son père, le seigneur du duché ». Ainsi s'exprimait un poète de l'époque. Interprète des vœux de toute la Bavière, peut-être même du royaume entier, il entrevoyait donc pour le duc régnant une dignité qui lui permît de laisser à l'un des siens la charge qu'il remplissait alors.

Ce souhait se comprend. Otton III, obéissant probablement aux inspirations de sa mère Théophano, semblait préférer le séjour de l'Italie à celui de l'Allemagne. Les Allemands ne s'expliquaient pas cette sympathie, dans laquelle perçait trop ouvertement une sorte de dédain pour le pays natal. Aussi se prenaient-ils à désirer un empereur qui résidât plus volontiers au milieu d'eux et mît

énergiquement la main à la défense des frontières sans cesse menacées par les voisins du nord et de l'est.

Le séjour de l'Italie ne laissait pas d'ailleurs que de causer mille soucis à Otton. Il y avait rétabli l'ordre par la force; mais les meneurs continuaient à agir sourdement et l'empereur était trop jeune pour lutter de finesse avec les rusés politiques dont le pays n'a jamais manqué. Tout d'un coup, le 18 février 999, Grégoire V mourut prématurément, avant même d'avoir atteint sa trentième année. La cause de cette mort resta problématique. A sa place, on élut Gerbert, qui prit le nom de Sylvestre II. Au premier pape allemand succédait ainsi le premier pape français.

Originaire d'Auvergne, Gerbert avait commencé par fréquenter plusieurs écoles célèbres et par étudier chez les Arabes d'Espagne. Il devint bientôt le plus savant homme de son temps. Successivement écolâtre de Reims, archevêque de cette ville, dépossédé de son siège par le pape Jean XV, réfugié en Allemagne, précepteur d'Otton III et archevêque de Ravenne, il dut son élection au souverain pontificat à l'influence de son impérial élève, mais plus encore assurément à un dessein de la Providence, qui voulait donner à son Église un pape capable de l'honorer et de la servir. Sylvestre II fut en effet un pontife énergique, à larges vues et animé d'un grand zèle pour la discipline et la régularité des mœurs. Il s'est fait un nom glorieux dans la série des papes.

Au cours de la même année moururent en Allemagne deux princesses dont la disparition fut

une cause de grand chagrin pour le jeune empereur et pour le duc Henri. La première qui succomba fut Mathilde, fille d'Otton le Grand, et abbesse de Quedlinbourg. Femme distinguée par son intelligence, sa prudence et ses grandes vertus, elle avait reçu d'Otton III la mission de veiller sur l'empire pendant sa longue absence. Elle s'était acquittée avec succès de cette charge, au moins en Saxe, les autres duchés ne courant alors aucun danger sérieux. Après elle disparut Adélaïde, sa mère, et l'aïeule d'Otton III. Cette double mort, les difficultés qui surgissaient chaque jour autour de lui en Italie, et aussi les vagues terreurs que faisait naître dans certains pays l'échéance de l'an 1000, produisirent une douloureuse impression sur l'âme de l'empereur. Il vint faire, au printemps de cette année même, une apparition en Allemagne, et s'avança jusqu'en Pologne, où il alla prier sur le tombeau de saint Adalbert, archevêque de Prague, martyrisé trois ans auparavant par les Prussiens qu'il était allé évangéliser sur les bords de la Vistule. De là, Otton revint célébrer les fêtes de Pâques à Magdebourg, fit une visite à Quedlinbourg, passa par Aix-la-Chapelle, où il se fit ouvrir le tombeau de Charlemagne, et regagna en toute hâte l'Italie, sans paraître se soucier des attaques continuelles que les Danois, les Slaves et les Polonais dirigeaient presque impunément contre les frontières de l'Allemagne.

De retour à Rome, l'empereur seconda de tout son pouvoir les efforts du pape. Il consacrait d'ailleur presque tout son temps aux œuvres de piété, de pénitence et de charité, œuvres excellentes en

elles-mêmes, sans doute, mais qui absorbaient indiscrètement un temps et une énergie qu'Otton III aurait dû consacrer à l'accomplissement de son devoir d'état, c'est-à-dire au difficile gouvernement de son trop vaste empire.

Les seigneurs d'Allemagne, ecclésiastiques et laïques, ne se gênaient pas pour exprimer le mécontentement que leur causait une telle apathie. Il y eut même des tentatives de révolte. Le pouvoir suprême paraissant laissé à l'abandon, plus d'un ambitieux se tenait prêt à étendre la main pour le saisir. Le duc Henri resta étranger à ces mouvements; il fit même le possible pour les apaiser.

Il avait accompagné l'empereur en Italie. Il y contribua à régler provisoirement un grave différend survenu entre l'archevêque de Mayence, Willigis et Bernward, évêque d'Hildesheim. De ce dernier dépendait le monastère de Gandersheim, où était inhumé le père du duc Henri. La sœur d'Otton III, la princesse Sophie, prit le voile dans ce monastàre; mais, par un reste de vanité, elle tint à le recevoir des mains d'un prélat qui fût revêtu du pallium, et elle s'adressa à l'archevêque de Mayence. Celui-ci accepta, soutint même que Gandersheim relevait de son siège. L'abbesse Gerberge, tante du duc Henri, souffrait alors d'une maladie de langueur et ne put intervenir efficacement. L'évêque d'Hildesheim se plaignit de la méconnaissance de ses droits. Il en appela au pape et à l'empereur, et se rendit à Rome, où on le reçut affectueusement. Dans un synode auquel prirent part le pape, l'empereur, le duc de Bavière, des évêques et d'autres prélats,

on donna tort à Willigis, et un légat fut envoyé en Allemagne pour régler l'affaire en ce sens. Une assemblée fut convoquée à Pölden. Willigis chercha à la troubler, puis s'en retourna à Mayence, sans se prêter à aucun arrangement. Le légat n'eût plus qu'à regagner l'Italie. En apprenant la rébellion du prélat, le pape et l'empereur envoyèrent aux évêques d'Allemagne l'ordre de se rendre à Rome où devait se tenir un concile. Otton prescrivait en outre aux seigneurs ecclésiastiques et laïques de lui amener des renforts, sans l'aide desquels son autorité se trouvait réduite à l'impuissance.

Les seigneurs dédaignèrent les ordres d'un empereur qui semblait avoir renié sa patrie. Quant à l'affaire pendante entre Willigis et Bernward, les événements qui survinrent bientôt en ajournèrent la solution.

Le duc Henri ne prolongea pas son séjour à Rome, jugeant qu'en ces circonstances sa présence était plus utile en Bavière qu'en Italie. Il se trouvait à Ratisbonne quand mourut, le 17 juin 1001, l'abbé Romuald de Saint-Emmeran, que ses vertus firent mettre au nombre des saints. La fin du pieux religieux fut digne de sa vie. Après avoir fait la confession de ses péchés et demandé pardon à ses frères, il fut porté à l'église, entendit la messe, reçut le saint Viatique et expira, les deux mains sur le visage comme pour prier.

Aux funérailles, Henri tint à manifester publiquement la vénération qu'il professait envers le défunt. Il prêta ses épaules pour porter le cercueil, descendit dans le caveau, ferma de sa propre main le sarcophage et en prit la clef dont il ne voulut

jamais se dessaisir, même au faîte des grandeurs. L'évêque de Ratisbonne, Gebhard, avait dû prendre part à la cérémonie aux côtés du duc, pour témoigner que ses précédentes divergences de vue avec l'abbé de Saint-Emmeran n'avaient laissé dans son cœur aucun ressentiment. C'est ainsi que le duc Henri savait honorer les saints et faire rendre justice à leur mérite.

Cependant Otton III, tout en mécontentant ses sujets allemands par sa dédaigneuse absence, déplaisait encore davantage aux Romains qui ne voyaient en lui qu'un souverain étranger et un oppresseur. Il était allé réduire les habitants de Tivoli, soulevés contre son autorité, quand, au retour, il trouva les portes de Rome barricadées et la ville en révolte. Après un combat sous les murs de la capitale, on parlementa. Monté sur une des tours préparées pour l'attaque, Otton se mit à haranguer les Romains, leur déclarant que, par amour pour eux, il avait quitté sa patrie et affronté la haine de tous, mais qu'il continuait malgré tout à vouloir rester leur père. On lui ouvrit; il rentra dans Rome et les meneurs furent châtiés.

Rassuré par ce succès, il entama des négociations avec Constantinople en vue de son mariage. Mais soudain, le 23 janvier 1002, il mourut à Paterno, près de Capoue, d'un mal inexpliqué. Il n'avait que vingt-et-un ans.

Son entourage cacha cette mort aux Italiens, si prompts à la violence quand l'objet de leur rancune ne peut plus se défendre. On comptait tout au moins pouvoir emporter tranquillement le cadavre d'un prince qui avait tout sacrifié à sa prédilection pour

l'Italie. Il n'en fut rien. Sitôt la nouvelle connue, la sédition éclata. Les Allemands durent fuir avec le convoi funèbre, abandonnant beaucoup des leurs le long du parcours. Trois fois l'escorte fut attaquée; pendant sept jours, elle dut s'ouvrir un passage les armes à la main. On ne fut un peu en sûreté qu'à Vérone.

Quand le corps de l'empereur approcha du territoire allemand, le duc Henri alla au-devant du lugubre cortège, avec les évêques et les comtes de Bavière, jusqu'à Polling, dépendance de l'évêché d'Augsbourg. Il l'accompagna de là à Augsbourg, où il fit déposer les entrailles du défunt dans l'oratoire de saint Udalrich, au monastère de Sainte-Afra. Puis il suivit le corps jusqu'à Neubourg où, sur les instances de son beau-frère, Henri de Luxembourg, il s'en sépara. Il n'avait cessé de donner les marques du plus profond chagrin, et c'est avec larmes qu'il dit un dernier adieu à la dépouille du prince qu'il avait aimé et loyalement servi. Le cortège se dirigea alors sur Aix-la-Chapelle, et, conformément à sa volonté, le corps d'Otton III fut enseveli dans l'église de Sainte-Marie.

Par le fait de cette mort, un nouvel horizon s'ouvrait subitement devant le duc Henri. Jadis, saint Wolfgang se plaisait à donner à l'enfant le nom de roi. Le moment était-il venu où la prophétie allait se réaliser? Henri ne paraît pas y avoir songé sérieusement. Deux ans auparavant, quand le mécontentement contre Otton était à son comble, les seigneurs avaient offert la royauté à Henri. Fidèle aux suprêmes instructions de son père, il s'était sagement refusé à entrer dans leurs vues. La ques-

tion pouvait maintenant se poser de nouveau, mais dans des conditions fort différentes. Otton III ne laissait pas d'héritier direct. Or Henri avait pour grand-père un frère d'Otton le Grand, l'un des fils du roi Henri I. La descendance lui conférait donc certains droits, ou du moins le désignait au choix des seigneurs. Sans doute, en règle, le souverain devait tenir sa couronne de l'élection; mais, nous l'avons déjà observé, le principe électif tendait de plus en plus à céder devant le droit héréditaire. Le roi Henri I et les deux premiers Ottons avaient transmis le royaume à leurs fils, sans qu'on réclamât. D'ailleurs, on commençait à s'en rendre compte, le système de l'hérédité, en vigueur dans le royaume de France, épargnait au pays les compétitions, les troubles et parfois les guerres civiles qu'engendre une élection.

Sa royale descendance et la faveur marquée d'un bon nombre de seigneurs influents autorisaient donc Henri à se mettre sur les rangs pour succéder à Otton III. Il hésita tout d'abord. Soit défiance de lui-même, soit crainte d'entrer en lutte ouverte avec des candidats qui pourraient l'emporter sur lui, il lui sembla que de plus dignes devaient se concilier la majorité des suffrages. Tel était le duc de Saxe, Bernhard, et le duc de Lorraine, Théodoric. Mais ces deux hommes sages n'avaient aucun désir de la royauté, et laissèrent d'eux-mêmes le champ libre au duc Henri, auquel ils reconnaissaient plus de droits. Restait le duc de Carinthie, Otton, qui appartenait par sa mère à la maison de Saxe, s'imposait à l'attention des électeurs par son âge et ses exploits, et tirait une illustration parti-

culière de la dignité pontificale dont son fils Bruno avait été investi sous le nom de Grégoire V. Par égard pour tant de titres, Henri engagea le duc Otton à se présenter aux électeurs et promit de soutenir sa cause. Mais Otton déclina la proposition, se déclara lui-même pour le duc Henri et commença à travailler de tout son pouvoir à le faire élire.

La situation se dessinait assez nettement pour qu'il ne fût plus permis à celui-ci d'hésiter. Il se laissa donc persuader et prit résolument en main une cause qui lui devenait toute personnelle L'ancien duc de Bavière, Henri le Jeune, devenu simple margrave, se distinguait par ses talents militaires et sa bravoure. Il se l'attacha en lui promettant de lui rendre le duché quand lui-même serait roi.

Cependant deux autres concurrents restaient à écarter, Ekkehard, margrave de Misnie, et Hermann, duc de Souabe, qui se crurent l'un et l'autre autorisés à briguer le premier rang.

Ekkehard, habile et brave, avait épousé la sœur du duc de Saxe, repris la ville de Meissen au duc de Bohême et rendu son nom fameux par ses exploits contre les Polonais et les Wiltzes de Slavie, si bien que les comtes de Thuringe et des marches voisines le considéraient comme leur duc. Il s'était également distingué en Italie dans une circonstance des plus périlleuses. Mais il avait un ennemi dans un de ses voisins, le margrave Luithar, dont le fils, Werinhar, après avoir reçu la promesse d'épouser Luitgarde, fille d'Ekkehard, s'était vu ensuite refuser sa fiancée. Le jeune homme profita d'une fête célébrée à Quedlinbourg pour s'emparer d'elle, fut

ensuite obligé de la rendre au monastère, mais allait enfin l'obtenir de l'abbesse Mathilde, quand celle-ci vint à mourir. Luithar irrité du procédé d'Ekkehard lui en garda une profonde rancune. Quant à Hermann, duc de Souabe, c'est-à-dire d'Alemanie et d'Alsace, il passait pour un homme bienveillant et prudent, mais énergique. Il s'était également fait remarquer par sa valeur en Italie, et avait contracté un brillant mariage avec Gerberge, fille de Conrad, roi de Bourgogne.

Les seigneurs réunis à Aix-la-Chapelle, à l'occasion des obsèques d'Otton III, se préoccupèrent naturellement du choix du successeur. Les uns penchèrent pour Hermann, beaucoup d'autres pour le duc Henri. Mais on convint de différer l'élection jusqu'à ce que la majorité de la nation eût manifesté ses préférences.

Cependant, tandis que, dans cette réunion, Siegfried, évêque d'Augsbourg, se prononçait ouvertement pour le duc Henri, le vénérable archevêque de Cologne, Héribert, parut incliner à un avis contraire. Il agissait ainsi, sans doute, par suite d'un incident qui avait suscité entre lui et le duc un fâcheux malentendu. A l'arrivée du cortège funèbre d'Otton sur le territoire allemand, Henri, comme c'était son devoir et son droit, prit sous sa garde les insignes de l'empire. Il y manquait le plus précieux, la Sainte Lance ou lance de saint Maurice, cédée jadis par Rodolphe, roi de Bourgogne, au roi Henri I, et depuis lors portée par les souverains allemands dans toutes leurs campagnes. Héribert, qui revenait d'Italie avec le corps d'Otton, avait eu soin d'envoyer en avant la Sainte Lance. En prenant

cette précaution, l'archevêque entendait-il soustraire la précieuse relique à la convoitise des Italiens? Se réservait-il de la remettre au candidat de son choix, ou seulement au nouveau roi quand il serait élu? L'archevêque de Cologne était un saint; on ne peut prêter à sa conduite qu'un motif honorable. Mais Henri conçut des soupçons et ordonna d'arrêter Héribert. Celui-ci donna son frère en otage et renvoya aussitôt la Sainte Lance. Le résultat de ce pénible incident fut une froideur qui persista de longues années entre Henri et l'archevêque.

Trois candidats sérieux étaient donc sur les rangs: Henri, Hermann et Ekkehard. Ce dernier devait bientôt laisser le champ libre aux deux autres compétiteurs.

En Saxe, dont le duc n'aspirait à rien, les seigneurs se réunirent à Frosa, afin de préparer l'élection. Ekkehard se présenta; mais le margrave Luithar s'y trouvait aussi et manœuvra si adroitement qu'il détermina les assistants à ne se prononcer pour personne avant une diète qui devait prochainement se tenir à Werla. « Luithar, dit alors Ekkehard, pourquoi me faire une telle opposition? — Ne voyez-vous pas, répliqua le margrave, que la quatrième roue manque à votre voiture? » Ce qui manquait en effet au prétendant, c'était la parenté avec les familles royales d'Allemagne.

Luithar mit à profit le temps qui le séparait de la diète pour se rendre secrètement à Bamberg auprès du duc de Bavière. Son neveu, le margrave Henri le Jeune, l'accompagnait. Outre le désir d'écarter Ekkehard, il nourrissait celui de voir réintégrer un jour son oncle Rikbert dans le comté dont

l'avait dépouillé Otton III. Les deux margraves engagèrent vivement Henri à se faire représenter à Werla par un défenseur de ses intérêts. Henri suivit ce conseil. A la diète, les deux sœurs d'Otton, Sophie, élue abbesse de Gandersheim, et Adélaïde, abbesse de Quedlinbourg, plaidèrent pour lui. Quant au représentant du duc, il sut faire valoir les arguments qui sonnaient le plus agréablement aux oreilles des seigneurs et promit de larges munificences à ceux qui donneraient leur suffrage à son maître. Tous reconnurent que le duc Henri devait régner « avec l'aide du Christ et en vertu de son droit héréditaire ».

Quand il apprit ce qui s'était passé, Ekkehard s'entendit avec le duc Hermann pour convoquer à Duisbourg, sur le Rhin, dans la Haute-Lorraine, une diète qui devait être la contrepartie de celle de Werla. En route pour le rendez-vous, il fut informé que l'assemblée ne pouvait avoir lieu. L'évêque de Paderborn, Rhétar, lui signifia même qu'il s'engageait dans une mauvaise voie en briguant ainsi la couronne. Le margrave rebroussa chemin pour gagner la Saxe orientale. A Nordheim, une personne dévouée l'avertit d'avoir à se tenir sur ses gardes, parce que des ennemis cachés complotaient sa mort. Toujours intrépide en face du danger, Ekkehard ne fit point cas de cet avis, et le soir du 29 avril 1002 il arriva à Pölden. Dans la nuit, les conjurés forcèrent l'entrée de sa maison, massacrèrent ceux qui tentèrent de défendre le margrave et le tuèrent lui-même d'un coup de lance dans la nuque. Puis ils repartirent en manifestant bruyamment leur joie. Une vengeance particulière; dont

le motif est resté inconnu, avait inspiré ce crime odieux. La brutalité avec laquelle il fut commis ne montre que trop ce qui restait encore de barbarie sauvage dans les mœurs, en même temps que le mépris ou l'impuissance dans lesquels était tombée l'autorité publique. Si un margrave succombait ainsi, quelle sécurité pouvait se promettre un simple particulier?

Le fils d'Ekkehard, Hermann, venait tout récemment de remporter un brillant succès contre Wilhelm, comte de Weimar. Il accourut à Pölden avec sa mère. Tous deux pleurèrent amèrement la fin tragique de celui qu'ils chérissaient. Ils emportèrent son corps pour l'ensevelir solennellement dans leur pays, à Gena sur la Saale, en Thuringe. L'Allemagne perdait en Ekkehard celui qu'un contemporain appelle à bon droit « la gloire du royaume, la consolation de la patrie, l'appui de ceux qui se confiaient en lui, la terreur des ennemis ».

La disparition d'Ekkehard exposait les frontières orientales du royaume aux incursions des voisins que le margrave de Misnie tenait si vaillamment en respect; mais elle simplifiait la question de l'élection royale. Le duc Henri, qui n'avait pu que déplorer un meurtre si abominable, ne trouvait plus en face de ui qu'un seul compétiteur, Hermann de Souabe. Celui-ci en appelait aux armes pour faire prévaloir sa candidature; Henri dut se résoudre à défendre la sienne par les mêmes moyens.

On peut s'étonner qu'un homme que l'Église honore comme un saint, ait mis en œuvre, pour

s'assurer une couronne qui ne lui appartenait pas encore, des procédés dont on a tant abusé à toutes les époques afin de conquérir le pouvoir, promesses de dignités, dons d'argent et même intervention des armes. N'y eut-il pas là quelque chose qui ressemble singulièrement à la corruption et à la violence? Nous ne connaissons pas assez par le détail la conduite que le duc Henri crut devoir tenir en cette occurrence, pour avoir le droit de le juger défavorablement, ni pour blâmer en lui ce qu'on appellerait volontiers de l'habileté dans un prince moins chrétien. Il est du moins incontestable qu'il se sentait appelé au trône par sa naissance, par les vœux d'un bon nombre de seigneurs et, en somme, par l'ambition très légitime et nullement présomptueuse de sa part qui le portait à désirer le premier rang pour travailler au bien de son pays. Or, on est bien obligé de prendre les hommes comme ils sont, et même, étant donnée la constitution défectueuse de l'Allemagne, Henri n'avait guère à hésiter sur le choix des moyens appropriés au but à atteindre. Ses droits valaient amplement ceux du margrave Ekkehard et du duc Hermann, ses qualités personnelles n'auraient certainement pas suffi à les faire triompher s'il était resté dans cette inaction à laquelle les meilleurs ont trop souvent le tort de se condamner. Si ses compétiteurs n'encourent aucun blâme devant l'histoire pour avoir affirmé leurs prétentions à une dignité élective, on ne saurait sans partialité tenir rigueur au duc Henri d'avoir travaillé au succès de sa cause. Ce qui mérite une franche réprobation dans un homme né pour le commandement, c'est de se réduire lui-même

à l'effacement et, par apathie ou par une humilité de mauvais aloi, de céder sans résistance la place aux moins bons. D'ailleurs, s'il fallut en venir aux armes, le seul qu'on en doit rendre responsable est le duc Hermann, qui fut le premier à y recourir.

Au commencement de juin de cette année 1002, le duc Henri, à la tête d'une armée de Bavarois et de Franconiens, se porta du côté du Rhin, dans le dessein de le traverser aux environs de Worms. Le margrave Henri le Jeune l'accompagnait, ainsi que les archevêques de Mayence et de Salzbourg, l'évêque Henri de Wurtzbourg, bien que demi-frère d'Héribert, les évêques de Brixen, de Ratisbonne, de Strasbourg, de Passau, de Freisingen, et l'abbé de Fulda. Hermann surveillait l'autre rive du fleuve, avec des troupes recrutées à travers l'Alemanie, la Franconie et l'Alsace. Henri tenta le passage en amont et en aval de Worms, souhaitant sans doute atteindre ensuite Aix-la-Chapelle et s'y faire couronner près du tombeau de Charlemagne. N'ayant pu réussir, il assembla son conseil, puis rebroussa chemin, comme pour retourner en Bavière. Mais arrivé au monastère de Lorsch, à l'est de Worms, il tourna soudain vers le nord-ouest et passa tranquillement le fleuve près de Mayence.

Le dimanche 7 juin, les seigneurs présents à Mayence et le peuple procédèrent à l'élection définitive du duc Henri comme roi d'Allemagne. Le même jour, l'archevêque Willigis le sacra et le couronna devant l'autel de Saint-Martin. Les seigneurs de la Haute-Lorraine, de la Franconie et des pays

de la Moselle lui jurèrent fidélité, et un grand nombre de comtes se mirent à son service. Aussitôt après la cérémonie du couronnement, le nouveau roi exerça pour la première fois ses prérogatives souveraines, en confirmant l'élection de Gérold, que les moines de Lorsch venaient d'élire pour abbé.

CHAPITRE III

LE ROI

Officiellement investi de l'autorité souveraine, Henri, deuxième roi de ce nom en Allemagne, avait tout d'abord à imposer le respect de sa dignité royale à son compétiteur Hermann, toujours en armes sur la rive gauche du Rhin. De Mayence il remonta donc le cours du fleuve par la rive droite et, à travers la Franconie qui lui était dévouée, il se dirigea sur l'Alemanie. Hermann n'osa mesurer ses forces avec celles du roi; mais secondé par son gendre Conrad, il marcha sur Strasbourg dont l'évêque Werinher avait à ses yeux le grand tort de s'être toujours montré fidèle à Henri, son ami de jeunesse. Le duc força les remparts et prit la ville. A son insu peut-être, ses soldats y commirent les plus odieux ravages. La cathédrale, dédiée à la Sainte Vierge, fut envahie, dépouillée de ses trésors et finalement livrée aux flammes. D'autres violences furent exercées dans toute la cité, sans rencontrer une résistance suffisante de la part des soldats de l'évêque. Un tel désordre accompagnait d'ailleurs les scènes de sauvagerie qu'un bon nombre des envahisseurs se

percèrent mutuellement de leurs lances. Hermann parut affligé de ces excès; mais il dut les laisser impunis à cause du grand nombre des coupables.

Henri célébrait la fête de saint Jean-Baptiste à Reichenau, sur le lac de Constance, quand on lui apporta la nouvelle que son adversaire demandait à vider la commune querelle en combat singulier. Cette manière de trancher les différends avait quelque chose de chevaleresque, et présentait le double avantage d'épargner la vie des soldats et de mettre à l'épreuve la bravoure des chefs. Le roi accepta la proposition et se rendit aussitôt dans une plaine voisine pour y attendre Hermann. Le 29 juin il attendait encore quand on lui apprit que le duc ne pouvait ou ne voulait se présenter au combat. Quelqu'un lui conseilla alors de venger les violences commises à Strasbourg en exerçant des représailles sur la ville de Constance, qui dépendait du duché de Souabe. « Ravager Constance à cause de Strasbourg, répondit sagement Henri, ce serait doubler le dommage et non le diminuer. D'ailleurs la royauté serait mal acquise si je l'obtenais au détriment de mon âme. Dieu ne m'a pas donné la couronne pour violer les églises, mais pour châtier ceux qui les violent. »

Jugeant inutile d'épuiser ses forces à la poursuite d'un adversaire qui se dérobait et n'occupait en somme qu'une partie des provinces méridionales du royaume, le roi laissa continuer la campagne par ses amis, les évêques de Strasbourg et de Bâle, secondés par Gérard, comte d'Alsace, qui avait épousé Éva, sœur de Cunégonde. Lui-même s'en retourna par l'Alemanie, où les troupes

royales ne manquèrent pas de causer de grands ravages, parce que le pays appartenait à Hermann. Sur la plainte des pauvres gens, le roi fit cesser le pillage, estimant que le petit peuple n'était pas responsable de l'opiniâtreté de son seigneur.

En Thuringe, Wilhelm, comte de Weimar, vint rendre hommage à Henri. Cet exemple entraîna tous les seigneurs de la région. Leur fidélité fut récompensée par la suppression d'un impôt assez lourd qu'ils avaient à payer chaque année au fisc royal. En Saxe, où la plupart des seigneurs s'étaient précédemment ralliés à la candidature du malheureux Ekkehard, Henri fut magnifiquement reçu à Mersebourg par l'abbé Heimon et le comte Ésikon, fidèles à sa cause dès le début. A eux se joignirent alors sans hésiter les anciens partisans de son rival, les archevêques Libentius de Brême et Giseler de Magdebourg, les évêques de toute la contrée, les ducs Bernhard de Saxe et Boleslav de Pologne, les margraves Luithar et Géron, le comte palatin Friedrich et quantité d'autres seigneurs. C'était le 25 juillet 1002. Le duc de Saxe se fit l'interprète des loyaux sentiments de toute l'assistance, et Henri promit en retour de respecter les droits de ses sujets saxons, de se prêter à leurs légitimes désirs et de ne rien entreprendre contre leur volonté, toutes les fois qu'elle serait raisonnable. Le peuple fit éclater sa joie, et tous les seigneurs présents jurèrent fidélité au roi en tenant en main la Sainte Lance.

Parmi ces seigneurs se trouvait un étranger auquel on ne devait accorder qu'une médiocre confiance; c'était le duc de Pologne, Boleslav. A la

nouvelle du meurtre d'Ekkehard, le duc avait envahi les marches de Slavie et pris les villes de Budissin, aujourd'hui Bautzen, et de Strehla, dans la marche de Lusace. Cette invasion réveilla dans le cœur des Slaves de Meissen le sentiment de l'indépendance. Sous la conduite d'un comte Guncelin, probablement frère d'Ekkehard, qui voulait devenir margrave de Misnie, ils chassèrent les Allemands et appelèrent Boleslav. Celui-ci, faisant un nouveau pas en avant, occupa presque toute la Misnie, en prétendant agir ainsi sur l'invitation de Henri, qu'il voulait aider à devenir roi d'Allemagne.

Il se présentait donc à Mersebourg dans l'intention de se faire céder la Misnie par le nouveau roi, comme prix d'un service rendu. Il offrit même une forte somme d'argent en échange de Meissen, place importante de la frontière du royaume. Henri se refusa péremptoirement à ces concessions, montrant assez par là qu'il n'avait rien attendu du concours de Boleslav, dont l'intervention était d'ailleurs sans aucune raison d'être après la mort d'Ekkehard. Il savait du reste qu'abandonner la marche de Misnie, c'était ouvrir aux Polonais les portes du royaume. Tout ce qu'il accorda, ce fut que Guncelin devînt margrave de Misnie à la place de son frère.

Boleslav, dont le caractère ambitieux et fourbe apparaît dès cette première rencontre, éprouva un vif mécontentement du refus opposé par le roi. Deux incidents successifs vinrent envenimer ce ressentiment et le changer en inimitié irréconciliable. Henri le Jeune, ce margrave auquel avait été promis le duché de Bavière, réclamait l'exécution de

cette promesse. Le roi voulait attendre que les seigneurs bavarois eussent manifesté leur assentiment en élisant librement le margrave à la dignité ducale. Après avoir cherché à gagner tous les cœurs de ses sujets en respectant les droits de chacun, Henri ne pouvait traiter son propre pays, la Bavière, avec moins d'égards que les autres duchés, et lui imposer un chef sans se prêter au moins à la formalité de l'élection. Henri le Jeune s'obstina à prendre ce délai pour un refus et se disposa à partir de Mersebourg avec Boleslav, que le roi avait d'ailleurs comblé de présents. Les deux mécontents s'excitaient naturellement l'un l'autre, quand tous deux faillirent tomber victimes d'un de ces coups de main comme celui qui avait fait périr Ekkehard. Ils s'en allaient ensemble lorsque des gens armés les assaillirent à l'improviste. Le duc et le margrave purent s'échapper de la ville, à l'intérieur même de laquelle l'attaque s'était produite; une partie de leur escorte fut coupée, se réfugia dans le palais royal, d'où l'on voulait en vain l'expulser parce qu'on ne s'expliquait pas sa présence, y fut fort maltraitée et finalement ne dut la vie sauve qu'à l'intervention du duc de Saxe.

Il était difficile à Boleslav, dans l'état d'esprit où il se trouvait, de ne pas prendre cet attentat pour un guet-apens préparé par le roi Henri, alors qu'il fallait en chercher la cause dans les haines locales, favorisées par l'anarchie dans laquelle Otton III avait abandonné le royaume, et probablement aussi dans le désir de dépouiller le duc des riches présents qu'il avait reçus du roi. Le cœur plein de courroux, Boleslav se sépara du margrave Henri

le Jeune en lui promettant aide et secours dans ses revendications. Puis, commençant les représailles contre les Allemands et ne voulant leur rendre qu'un territoire dévasté, il incendia en passant la ville de Strehla, ravagea la contrée et emmena captifs une grande partie des habitants. Ce n'était là que le début des hostilités qui vont se prolonger pendant le règne presque tout entier.

Avant de tirer vengeance de cette félonie, Henri jugea prudent de parcourir les autres duchés allemands afin d'y asseoir son autorité. Il ne passait nulle part sans s'arrêter le temps nécessaire pour se rendre compte de l'état du pays et régler les affaires pendantes. Les deux abbesses Adélaïde et Sophie l'accueillirent avec la plus grande affection dans leurs monastères. A Corvey, il fut rejoint par sa femme Cunégonde. Il la mena à Paderborn où, le 10 août, l'archevêque de Mayence la couronna solennellement. Le même prélat consacra ensuite la vaniteuse Sophie, élue abbesse de Gandersheim, mais toujours dédaigneuse de son évêque Bernward, qui jugea toute nouvelle protestation inutile pour le moment.

Pendant le séjour du roi à Paderborn éclata encore une de ces scènes regrettables que des passions mal contenues engendraient à tout propos. Les Bavarois de l'escorte royale étaient sortis de la ville et fourrageaient aux dépens des paysans, en se croyant tout permis à raison de leur fonction. Les gens de la campagne prirent les armes pour défendre leur bien et, dans la lutte qui s'ensuivit, un frère du chancelier Égilbert fut tué d'un coup de lance. Les Bavarois s'apprêtaient à le venger

terriblement quand le duc de Saxe, Bernhard, accourut encore à propos pour arrêter l'effusion du sang. Les auteurs du meurtre furent punis. En quittant la ville, le roi laissa à l'évêque du lieu de riches libéralités pour perpétuer le souvenir du couronnement de la reine.

A Duisbourg, Henri reçut les évêques de Liège et de Cambrai. Il attendit en vain l'archevêque de Cologne. Héribert avait quelque droit d'être froissé. Après l'avoir malmené dès le début, Henri s'était adressé à l'archevêque de Mayence pour son sacre et son couronnement, alors que le droit d'accomplir cette cérémonie appartenait à celui de Cologne. Il est vrai qu'à raison de l'opposition du duc Hermann le lieu du couronnement n'avait pu être choisi librement. L'absence d'Héribert à Duisbourg perpétua la mésintelligence entre lui et Henri. De tels malentendus ne sont pas rares entre les saints. Dieu permet qu'ainsi, même dans les plus belles vies, apparaisse la signature inévitable de l'infirmité humaine.

Toujours accompagné de la reine et de l'archevêque Willigis, Henri passa le Rhin et, le 8 septembre, reçut à Aix-la-Chapelle l'hommage des seigneurs de la Basse-Lorraine. Il ne restait plus désormais à lui faire opposition en Allemagne que le duc Hermann de Souabe. Celui-ci finit par se convaincre de son impuissance à résister plus longtemps au roi Henri, auquel presque tout le royaume avait fait sa soumission. Du reste, avec le temps, les partisans du duc commençaient à se refroidir, son armée devenait indisciplinée, les populations se lassaient de souffrir à cause de lui, et le forfait

commis à Strasbourg lui avait aliéné la sympathie des évêques et semblait tenir la malédition divine suspendue sur sa tête. Il fit donc demander sa grâce et se présenta devant le roi à Bruchsal, près de Spire, en Franconie. Henri l'accueillit avec bonté, accepta ses protestations de dévouement et de fidélité pour l'avenir, et, sur l'intervention de la reine et des princes, lui conserva ses dignités. Il fut seulement convenu que le duc réparerait le dommage causé à l'église de Strasbourg. En conséquence, Hermann abandonna à l'évêque l'abbaye de femmes de Saint-Étienne, qu'il possédait à Strasbourg, pour que les revenus en fussent employés à la reconstruction de la cathédrale et de la maison épiscopale.

On était au 1er octobre. Henri avait utilement employé trois mois à faire reconnaître sa royauté dans tous les duchés allemands et à conjurer la désaffection que l'absence prolongée et les sympathies italiennes d'Otton III avaient fini par susciter à l'égard du souverain. Il put alors se présenter triomphalement en Bavière, dans le pays de sa jeunesse. A Ratisbonne, l'évêque Gebhard, le clergé et le peuple le reçurent avec de grandes démonstrations de joie, et tous les seigneurs lui rendirent hommage.

De la capitale de son ancien duché, Henri voulait faire la capitale effective du royaume. Il restaura dans ce but l'ancienne chapelle royale de Ratisbonne, y fonda une collégiale de chanoines et mit à la tête de la nouvelle communauté Tagino, ce disciple de saint Wolfgang que son père avait pris pour chapelain. Il dota libéralement la nou-

velle fondation. Il étendit également sa munificence aux autres monastères de la ville et du duché, accroissant généreusement leur temporel, multipliant leurs privilèges et leurs immunités.

Pendant tout le cours de son règne, le roi Henri s'appliquera à développer l'institution monastique, à la protéger, à la favoriser de tout son pouvoir. Qu'on n'imagine pas qu'il n'y eut là de sa part que de simples œuvres pies. A cette époque, comme du reste en Occident depuis l'apparition de saint Benoît, l'ordre monastique se présentait comme un organisme merveilleusement adapté à l'œuvre de la civilisation des barbares, contribuant puissamment par là même à la prospérité des États chrétiens. Le monastère était une cité vivante autour de laquelle se groupaient de nombreux tenanciers, des populations entières auxquelles les moines assuraient le bien-être par le travail. Le joug des abbés se supportait assez aisément; il pesait toujours beaucoup moins sur les épaules du paysan que celui des seigneurs laïques. Les propriétés monastiques bornaient et séparaient les grands domaines des comtes et autres vassaux du royaume, empêchant ces seigneurs d'acquérir une prépondérance territoriale menaçante pour le souverain. Lésés dans leurs droits par leurs puissants voisins, les monastères en appelaient au roi, qui se les attachait et affirmait sa propre autorité en faisant respecter leurs immunités et leurs privilèges. Enfin chaque centre monastique constituait un foyer de prière, d'étude, d'activité civilisatrice. Par sa vie régulière, mortifiée, laborieuse, au milieu même des plus grands biens, le moine ne cessait de don-

ner au paysan cette grande leçon de choses, utile dans tous les temps, que l'homme a un meilleur avenir que celui de la terre à préparer, qu'ici-bas n'est pas sa patrie définitive, qu'il faut tenir les yeux levés vers le ciel pour avoir l'intelligence de la vie présente et savoir se comporter sagement en face des biens et des maux. Si ces grandes et nobles idées ne résolvent pas à elles seules toute question sociale, au moins, quand elles sont acceptées, ne laissent-elles derrière elles que des problèmes secondaires à étudier.

Un prince intelligent ne pouvait donc souhaiter de meilleurs aides que les moines pour adoucir les mœurs encore à demi barbares de son peuple. En réalité, ce furent les évêques et les abbés qui, dans toute l'Europe occidentale, exercèrent l'influence la plus décisive sur la formation et l'heureux développement des nations chrétiennes. Le roi Henri se rendit compte de la puissance morale des moines, et, en l'utilisant pour le bien de l'Allemagne, il fit œuvre de bon politique.

Le nouveau roi ne rencontrait plus aucune opposition en Allemagne; mais il n'en allait pas de même dans cette malheureuse Italie que ses prédécesseurs avaient rattachée à leur couronne. Sans doute, le doge de Venise, Pierre, avait envoyé son chapelain à Ratisbonne pour saluer Henri et obtenir de lui la ratification de ses privilèges. Mais ce fut tout. Dans le reste de la péninsule, on ne songeait qu'à secouer le joug allemand. A peine les restes d'Otton III avaient-ils quitté le territoire italien que déjà les seigneurs du pays se trouvaient rassemblés à Pavie pour élire un roi national. Leur

choix se fixa sur Arduin, marquis d'Ivrée, dont la maison avait déjà fourni à l'Italie deux rois qu'Otton le Grand détrôna. Arduin était un homme d'énergie et de bravoure, mais d'une brutalité révoltante. Quelques années auparavant, il s'était rendu coupable du meurtre de l'évêque Pierre de Verceil, avait livré son corps aux flammes et confisqué ses biens.

On ne peut faire un crime aux Italiens d'avoir cherché à ressaisir leur indépendance. Mais encore auraient-ils dû savoir eux-mêmes ce qu'ils voulaient et se choisir un roi capable de mener l'entreprise à bonne fin. Et surtout il eût fallu amener les seigneurs à s'entendre ensemble, à ne pas se jalouser les uns les autres, à faire passer les intérêts du pays avant leur avantage particulier, toutes choses trop incompatibles avec leur caractère pour pouvoir s'obtenir de longtemps. A peine élu, Arduin commença par s'aliéner une partie de ceux qui l'avaient élevé au trône, en réclamant d'eux les sacrifices nécessaires pour mettre en état de défense les passages des Alpes. Beaucoup commencèrent à tourner les yeux du côté du roi Henri. Un nouvel acte de brutalité d'Arduin, qui saisit par les cheveux l'évêque de Brescia et le jeta à terre dans un mouvement de colère, acheva de tourner contre lui tous les prélats italiens. Les lettres et les messagers se succédèrent auprès du roi d'Allemagne pour le conjurer d'intervenir en Italie. Le margrave Théodald et l'archevêque de Ravenne, Frédéric, se mirent à la tête des mécontents.

Henri se garda bien de s'engager personnellement dans une campagne en Italie, qui l'eût mené

peut-être beaucoup plus loin qu'il n'aurait voulu. Du reste, il comprenait la faute commise par son prédécesseur et ne voulut pas, dès le début de son règne, s'éloigner de l'Allemagne, où l'autorité souveraine avait besoin de retrouver son prestige. D'autre part, il n'entendait nullement se désintéresser du sort de l'Italie, qui faisait partie intégrante de l'héritage légué par ses devanciers et dont les seigneurs appelaient avec instance la domination étrangère. Quand donc il n'eut plus aucun adversaire à combattre en Allemagne, il chargea Otton, duc de Carinthie, et quelques autres seigneurs des marches méridionales, d'aller se joindre aux prélats et aux comtes italiens pour combattre l'usurpateur. Comme on se croyait en droit de compter sur le concours effectif de ces derniers, Otton n'emmena avec lui que quelques centaines d'hommes. Arduin, bien renseigné sur le danger qui le menaçait, s'établit dans les défilés des Alpes, au nord de Vérone, pour empêcher la jonction des Allemands avec les Italiens. Arrivé à cet endroit, Otton lui fit demander le passage. Le rusé marquis reçut convenablement les envoyés et leur fit passer la nuit dans son camp, sous prétexte de tenir conseil avec les siens. Pendant ce temps, il se prépara au combat et le lendemain, avec le millier d'hommes dont il disposait, il engagea la lutte. Les Allemands, inférieurs en nombre de moitié, se défendirent énergiquement. Mais la fuite d'un de leurs chefs, un frère de l'évêque Gebhard de Ratisbonne, entraîna leur déroute. Les pertes furent relativement considérables de part et d'autre. Il eût fallu que les difficultés du passage fussent prévues et

qu'Otton disposât de forces plus importantes. Mais, à vrai dire, un tel combat était presque insignifiant et ne préjugeait rien, quant au règlement définitif de la question italienne.

Après avoir célébré à Francfort les fêtes de Noël, le roi Henri se rendit dans la Haute-Lorraine et séjourna un certain temps à Thionville. Il commença par y régler les affaires locales avec une équité et une autorité qui l'ont fait surnommer par les contemporains le « promoteur de la justice ». Un synode se tint ensuite en sa présence.

L'observation des lois de l'Église, la restauration de sa discipline, la réforme des mœurs dans le clergé comme parmi les laïques furent l'une des principales préoccupations du roi Henri jusqu'à la fin de son règne. Ce n'est pas qu'il voulut jouer au pontife, régler le dogme et définir la morale, comme les empereurs de Constantinople. Mais il comprenait que le bon ordre et la prospérité de l'État dépendent presque complètement des mœurs des sujets, et que ces mœurs en définitive ne se plient efficacement qu'à une seule loi, la loi religieuse. Or à une époque comme le onzième siècle où l'on n'avait aucune idée de la nécessité de séparer nettement les pouvoirs temporel et spirituel, où d'ailleurs cette séparation n'était qu'en partie réalisable, où enfin l'Eglise avait autant besoin d'être aidée par le roi que le roi d'être consacré et affermi par l'Église, il paraissait indispensable que les règlements ecclésiastiques eussent l'appui de l'autorité civile et devinssent des lois d'État. C'est pourquoi nous verrons Henri assister fidèlement aux assemblées des prélats, aussi bien qu'aux diètes des sei-

gneurs, afin de procurer l'obéissance aux lois de l'Église, et, au besoin, d'en rappeler le texte à tous ses sujets, même aux évêques.

A Thionville se réunirent les archevêques Willigis de Mayence et Héribert de Cologne, celui-ci foulant aux pieds ses répugnances pour obéir à son devoir, les évêques de Worms, de Strasbourg, de Spire, de Liège, de Wurtzbourg, de Verdun, de Toul et de Metz. Au cours du synode, le roi adressa à ces prélats de respectueuses mais sévères remontrances, parce qu'ils n'osaient pas se servir du glaive spirituel contre les transgresseurs des lois de l'Église, et laissaient impunément contracter des mariages au troisième degré de parenté, ce qui rabaissait les chrétiens au-dessous des païens et des Juifs. Les évêques ne comprirent pas ou peut-être craignirent de comprendre à qui s'adressait l'allusion. Comme ils gardaient le silence, Henri poursuivit : « Assis sur un siège plus élevé en dignité que celui de Moïse, vous qui tenez la place de Dieu et devriez être des gardiens vigilants, vous ressemblez aux chiens muets de l'Écriture et aux aveugles conduisant des aveugles. Voici que Conrad, duc d'Austrasie, mon parent, allié aux plus nobles du pays, vient de prendre pour épouse une femme qui lui est si proche, que nous avons lieu de craindre pour nous et pour toute la patrie la vengeance de Dieu. »

Alors le vénérable évêque de Metz, Adalbéron, qui lui aussi était parent du roi, déclara que ce serait une honte pour les évêques de se taire plus longtemps, et qu'en effet Conrad, duc de Carinthie, avait épousé Mathilde, fille du duc Hermann de Souabe, et que cette union était condamnable à

raison des liens de parenté qui existaient entre les deux époux.

De fait, ils descendaient tous les deux, à la quatrième génération, de Henri I, roi d'Allemagne. Or l'Église, en s'inspirant des sentiments qui sont au cœur de l'homme, a toujours pensé qu'on froisse ce qu'il y a de plus noble dans la nature en superposant l'amour conjugal à l'affection qui déjà unit ensemble des êtres issus d'un même sang. Elle a même poussé la délicatesse beaucoup plus loin que la loi juive et la loi romaine, qui ne prohibaient le mariage qu'entre les proches parents. Sous saint Grégoire le Grand, l'interdiction s'est étendue jusqu'au septième degré, c'est-à-dire aussi loin qu'on pouvait reconnaître la parenté, pour être ramenée définitivement au quatrième degré par le concile de Latran de 1215, dont la prescription est encore en vigueur.

L'expérience a montré la sagesse des exigences de l'Église. Elles ont empêché la dégénérescence qui résulte de la fréquence des mariages entre consanguins et ont puissamment contribué à mélanger les familles les unes aux autres et, par conséquent, à établir une plus étroite cohésion et une plus intime solidarité entre les membres d'un même peuple.

Henri était d'autant plus fondé à protester contre le mariage de Conrad et de Mathilde, qu'en Allemagne même, deux synodes de Mayence, en 813 et en 847, avaient expressément prohibé, sous peine de dissolution, toute union entre parents au quatrième degré, c'est-à-dire entre petits-fils de cousins germains. Un synode de Worms, en 868,

avait même défendu le mariage entre parents, à quelque degré que ce fût.

La déclaration d'Adalbéron causa grand émoi parmi les prélats réunis à Thionville. Le frère de l'évêque de Metz, Théoderic, duc de Haute-Lorraine, prit ouvertement parti pour son frère en faisant sonner haut qu'il ne redoutait personne. La plupart des évêques et des comtes présents se rangèrent à son avis. Conrad, outré de colère, courut aux armes pour trancher par la violence la question soumise à ses juges. Mais Théoderic le tint en respect à l'aide des forces dont il disposait, et bientôt Conrad s'enfuit en se croyant poursuivi, tandis qu'Adalbéron et son frère le duc ne songeaient qu'à regagner chacun leur demeure. Le révolté revint d'ailleurs à de meilleurs sentiments et une mort prématurée ne tarda pas à dénouer le lien qui l'unissait à sa parente. Quant à Henri, il venait de montrer qu'aucune considération ne l'arrêterait quand il faudrait imposer, même aux plus puissants, le respect de la justice et de la loi.

De Thionville, où il célébra l'anniversaire de la mort de son prédécesseur, il partit pour visiter la Basse-Lorraine. Il fit un séjour prolongé à Nimègue pour rétablir sa santé un moment altérée et aviser aux mesures utiles à la prospérité spirituelle et matérielle de la contrée. Puis il remonta vers le nord du royaume, où allait commencer la grande lutte contre Boleslav, duc de Pologne.

CHAPITRE IV

POLOGNE ET ITALIE

Boleslav, surnommé Chrobry ou le Fort, venait, par un de ces coups de ruse et de violence qui lui étaient familiers, de prendre une attitude nettement provocatrice. En Bohême était mort tout récemment le duc Wladibov, dont l'année précédente, le roi Henri avait reçu les hommages à Ratisbonne. Ce duc succédait à l'un de ses parents, Boleslav le Roux, qui avait exilé ses deux frères, Jaromir et Othelrich, pour exercer le pouvoir à leur place, mais que les Bohêmes chassèrent à cause de la dureté de son gouvernement. Après la mort de Wladibov, les Bohêmes rappelèrent les deux exilés pour lui succéder. Mais Boleslav le Roux, qui vivait réfugié auprès du duc de Pologne, du même nom que lui, fut rétabli en Bohême par ce dernier.

Le Polonais avait ses desseins en intervenant de la sorte dans les affaires d'un duché qui faisait partie du royaume d'Allemagne. Boleslav le Roux mit bientôt tant de cruauté à se venger de ses anciens adversaires, que tout le duché se souleva de nouveau contre lui et qu'il dut appeler à son aide le duc de Pologne. Celui-ci accourut sans tarder, in-

vita le Bohême à une conférence, sous prétexte d'affaires importantes à traiter, l'accueillit amicalement et, la nuit suivante, se saisit de lui, lui fit crever les yeux et ordonna de le transporter loin du pays. Le lendemain, il se présenta lui-même à Prague, y fut accueilli avec des transports de joie et reconnu comme maître et seigneur. Il profita de cet enthousiasme pour établir dans la ville son siège ducal. La Bohême cessait par le fait même d'appartenir à l'Allemagne pour entrer dans le domaine du duc de Pologne. Boleslav devenait dès lors un voisin d'autant plus inquiétant que ses forces grandissaient avec son territoire. Il pouvait aisément se rendre aux sollicitations du margrave Henri le Jeune, qui convoitait toujours le duché de Bavière, fomenter des troubles funestes dans le royaume et en entamer de plus en plus les frontières.

Le roi Henri ne pouvait hésiter à conjurer le danger. Toutefois il ne voulut rien précipiter. Il commença par envoyer notifier à Boleslav d'avoir à choisir entre deux partis, soit évacuer la Bohême, soit venir en recevoir l'investiture sous promesse de fidélité au roi. Boleslav se garda de répondre à cette sommation. Il songeait vraisemblablement à retenir les deux duchés sous sa souveraineté et à prendre le titre de roi dont il aurait demandé la consécration au pape.

Avant d'entreprendre une campagne contre l'usurpateur, Henri dut réduire à l'impuissance les quelques seigneurs du royaume qui pactisaient plus ou moins ouvertement avec le Polonais. Il se défiait à bon droit du margrave de Misnie, Guncelin, qui

naguère avait appelé Boleslav à son aide, et d'Hermann, fils aîné du margrave Ekkehard, marié à une fille du duc de Pologne. Quant au margrave Henri le Jeune, son attitude n'était rien moins que rassurante. Des partisans inattendus se joignirent même à lui.

Pendant que le roi se trouvait à Quedlinbourg, le duc Otton de Carinthie et le margrave d'Autriche, Ernest, s'y présentèrent au retour de leur malheureuse tentative du passage des Alpes. Henri les accueillit honorablement et reconnut par d'abondantes largesses le dévouement dont ils avaient fait preuve. Mais le margrave d'Autriche, moins bien traité peut-être qu'il ne l'avait espéré, ou gagné par Henri le Jeune, son parent, alla grossir le parti de ce dernier. Le propre frère du roi, Bruno, s'apercevant de son côté que le duché de Bavière ne lui serait pas attribué, en dépit de ses espérances, mais irait plutôt à un frère de la reine Cunégonde, se joignit aux mécontents. Boleslav, informé de tout ce qui se tramait, prit soin d'attiser la révolte et mit des renforts à la disposition des rebelles.

Il y avait là comme un concert d'amours-propres froissés et de cupidités déçues. Il eût été difficile au roi de prévenir l'explosion de tous ces ressentiments, plus difficile encore de contenter tous ces appétits désordonnés qui convoitaient la même proie. On voit par là dans quel difficile milieu il avait à se mouvoir. On ne peut même que s'indigner au spectacle de parents du roi qui n'hésitent pas à pactiser avec l'ennemi du dehors pour satisfaire leur égoïste rancune.

Henri se tourna tout d'abord contre le margrave

auquel il avait peut-être eu tort de trop laisser espérer le duché de Bavière. Les terres d'Henri le Jeune furent dévastées et lui-même fut mis en fuite. Il est vrai qu'un de ses vassaux réussit à s'emparer des bagages du roi et les emporta au château d'Amerdal, non loin d'Amberg, au nord de la Bavière. Mais Henri assiégea le château, obligea la garnison à se rendre, reprit le butin enlevé, traita en prisonniers de guerre et distribua comme serfs les Polonais trouvés dans la place, et se porta plus au nord contre la forteresse de Creussen. La femme et les enfants d'Henri le Jeune y avaient été mis en sûreté ; Bucco, frère du margrave, présidait à la défense, pendant que ce dernier cherchait à inquiéter du dehors l'armée royale, avec le concours du margrave Ernest.

Mais un jour que ceux-ci se reposaient dans une étroite vallée, à l'abri d'une muraille, les soldats du roi fondirent sur eux à l'improviste aux cris de *Kyrie eleison* et les mirent en fuite avec leurs hommes. Le margrave Ernest fut pris et condamné à mort par les juges royaux. Le roi commua la peine en une forte amende, à la prière de l'archevêque Willigis. Quant à Henri le Jeune et à Bruno, ils s'enfuirent honteusement du côté des frontières de Boleslav. Bucco rendit bientôt la forteresse de Creussen qu'Henri fit démolir, en laissant la vie sauve aux défenseurs.

Boleslav ne resta pas inactif pendant ces premières opérations de l'armée royale. Il rassembla ses troupes, se porta sur l'Elbe et somma Guncelin, son ami, de lui livrer la ville de Meissen. Celui-ci, instruit des succès du roi, craignit pour sa dignité et

pour sa vie et eut le courage de ne pas se prêter à la trahison réclamée de lui. Le Polonais n'en continua pas moins à ravager la contrée, traversa l'Elbe près de Strehla, commit toutes sortes de cruautés dans les campagnes environnantes, puis se hâta de se replier, de peur d'être coupé par la garnison de Meissen. Il emmenait avec lui plus de trois mille prisonniers et un gros butin. Au passage de l'Elbe, une partie des Polonais se noya ; les autres rentrèrent dans leur pays chargés de dépouilles. La diversion de Boleslav se bornait donc à une course de pillage.

Henri le Jeune s'était réfugié à Cronach, place voisine de la Bohême. Désespérant de pouvoir pousser plus loin la résistance, il incendia la ville et se rendit auprès de Boleslav avec Bruno et ce qui lui restait de partisans. Une dernière place forte lui demeurait pourtant encore ; c'était Schweinfurt, l'antique résidence de sa famille. Le roi chargea l'évêque Henri de Wurtzbourg et l'abbé de Fulda, Erkenbald, d'aller la détruire par le feu. La mère du margrave, Eila, reçut elle-même les deux prélats. Quand cette vaillante femme apprit l'objet de leur mission, elle courut à l'église et déclara qu'elle préférait y périr dans les flammes plutôt que d'être témoin de l'incendie de la ville. Les prélats, émus de ce dévouement, interprétèrent les ordres du roi dans le sens le plus favorable et se contentèrent de faire démolir les murs de la place, non sans promettre à Eila, pour la consoler, qu'ils agiraient auprès du roi afin qu'il en autorisât la reconstruction.

Henri partagea entre plusieurs seigneurs les possessions du margrave révolté.

L'année suivante, il tenta une expédition en Lusace, à l'extrémité orientale de la Misnie. On était en mars, et le dégel qui arriva subitement l'empêcha de poursuivre la campagne contre le Polonais. Mais il laissa des renforts à Guncelin et mit les forteresses de la frontière en meilleur état de défense.

Henri le Jeune et Bruno reconnurent enfin que leur révolte ne pouvait avoir d'heureuse issue. Sentant d'ailleurs tout l'odieux de leur entente avec l'ennemi de la patrie, ils se résolurent à demander leur pardon. Bruno se rendit en Hongrie, auprès de sa sœur Gisèle, pour qu'elle intervînt en sa faveur. Le duc Bernhard de Saxe et Tagino intercédèrent pour Henri le Jeune. Le roi, prompt à se laisser fléchir, accorda les grâces demandées. Il ne voulut pas cependant que le crime du margrave Henri demeurât sans expiation. Il exigea donc que le coupable restât en prison pendant le temps qui serait jugé nécessaire. Henri le Jeune y consentit. Il vint faire humblement sa soumission à Mersebourg, fut ensuite confié à la garde de l'archevêque de Magdebourg et, durant une année de détention, expia sa faute dans les pratiques de piété et de pénitence.

Nous venons de voir la reine Gisèle de Hongrie intervenir auprès du roi Henri en faveur de Bruno, leur frère commun. Cette princesse avait été naguère accordée en mariage à Étienne I, roi de Hongrie. Gouvernée d'abord par des ducs, la Hongrie ne reçut l'Évangile que dans les dernières années du dixième siècle. Le duc Geysa, descendant d'Arpad, se convertit alors sous l'influence de sa

femme, Sarolta, chrétienne de naissance. Pour continuer et étendre l'œuvre des premiers missionnaires, tous deux appelèrent à leur aide deux saints évêques d'Allemagne, Pilgrim de Passau et Adalbert de Prague. Leur fils Étienne fut élevé dans les pratiques de la plus fervente piété. Il succéda à son père en 997. Son premier soin fut d'achever la conversion du pays. Dans ce but, il fonda l'archevêché de Gran, dix évêchés et plusieurs abbayes. Il envoya ensuite demander la confirmation de toutes ces fondations au pape Sylvestre II, qui, en retour de son zèle, lui décerna le titre de roi, en vain convoité par Boleslav, et lui fit présent d'une couronne précieuse. Étienne fut sacré en l'an 1000 et épousa bientôt après Gisèle, qu'il fit couronner solennellement.

Malgré le voisinage de leurs États et les liens de famille qui les unissaient, les deux rois saint Henri et saint Étienne n'entrèrent pas personnellement en fréquents rapports, occupés qu'ils étaient du soin de leurs royaumes. Il ne faut donc pas prendre à la lettre l'assertion du Martyrologe romain, qui attribue à saint Henri le mérite d'avoir procuré la conversion et le baptême d'Étienne et de son peuple.

Le Bréviaire romain, dans la légende qu'il consacre à notre saint, raconte aussi certains faits miraculeux dont l'histoire a de justes raisons de douter. Il est à propos de se rappeler ici la judicieuse remarque du grand théologien Melchior Cano : « Dans les prières publiques de l'Église, dit-il, on rencontre des récits suspects, quelquefois même faux; en particulier, quand il est question de mi-

racles, on se trouve en face de fictions souvent assez nombreuses, qu'on est absolument en droit d'écarter. » Le savant pape Benoît XIV partageait complètement ce sentiment. Il est à regretter que le temps ne lui ait pas permis d'en tirer les conséquences pratiques.

Il n'y a d'ailleurs pas lieu de se scandaliser de ce que l'Église tolère des récits que conteste ou que réprouve une légitime critique. Si elle laisse subsister des légendes dont on s'est édifié à certaines époques, l'Église n'a jamais eu l'idée de les imposer à la croyance de ses enfants; elle-même les corrige ou les supprime quand elle le juge à propos. On ne devra donc pas être surpris de constater dans notre récit l'absence de certains traits dont on s'est plu autrefois à orner la figure de saint Henri, mais qui ne nous ont pas paru lui appartenir assez sûrement.

Quand la soumission des rebelles eut ramené la paix dans le royaume, Henri jugea que le moment était arrivé de réparer une injustice qui datait du règne de son avant-dernier prédécesseur et dont souffraient les intérêts religieux de la Bavière. Otton I avait fondé à Mersebourg un évêché qu'Otton II fit supprimer, à la sollicitation intéressée de Giseler, archevêque de Magdebourg, qui replaça sous sa juridiction la plus grande partie du territoire ainsi privé d'évêque. Otton III eut la pensée de ramener les choses à leur premier état; mais les intrigues de Giseler l'empêchèrent d'aboutir. Henri reprit l'affaire en main avec la résolution de la conduire à bonne fin.

Il envoya dire à l'archevêque, alors vieux et

malade, de songer à réparer par le rétablissement de l'évêché la faute qu'il avait commise en le faisant supprimer. Le prélat demanda trois ou quatre jours pour réfléchir. Entre temps, il mourut le 25 janvier 1004. La sommation royale avait eu au moins pour effet d'éveiller la conscience du vieillard et de lui faciliter la réparation du tort causé à l'Église. Henri assista chrétiennement aux obsèques de Giseler. Il prit ensuite ses mesures afin que son chapelain Tagino, le disciple de saint Wolfgang, fût élu pour succéder au défunt. Le clergé de Magdebourg avait déjà son candidat. C'était Walthard, prévôt de la cathédrale, et les chanoines prétendaient bien ne pas renoncer au droit d'élire qui bon leur semblait. On le fit savoir au roi. On ajouta même que la liberté des sujets est inconciliable avec l'arbitraire du souverain, et qu'elle devient une ombre s'il faut déférer à tous les désirs du prince.

L'observation ne manquait pas de justesse. Loin de s'en froisser, Henri protesta qu'il n'avait nullement l'intention de violer les privilèges de l'Église. Il fit alors appeler le prévôt et lui expliqua la raison de son désir avec une si parfaite bienveillance que Walthard lui promit de diriger les voix des électeurs sur Tagino. Celui-ci recueillit en effet la pluralité des suffrages. Le roi l'emmena avec lui à Mersebourg, où se trouvait déjà le légat du pape, et le nouvel élu fut sacré par l'archevêque Willigis le 2 février.

Tagino était un homme de Dieu, juste, charitable, prudent et ferme. Il garda les mœurs monastiques sur le siège archiépiscopal de Magdebourg,

où il se concilia sans peine l'estime et l'affection de son clergé. Henri savait qu'il pouvait compter sur lui pour toutes les saintes entreprises. La première chose qu'il lui demanda fut de consentir au rétablissement de l'évêché de Mersebourg. C'est même pour cette raison qu'il avait voulu que le sacre fût célébré dans cette ville. Il eût pu, sans doute, rétablir l'évêché supprimé en profitant de la vacance du siège métropolitain; mais, avec une souveraine délicatesse, il préféra que le nouvel archevêque coopérât de son plein gré à ce rétablissement. Tagino, comme on devait s'y attendre, se prêta avec empressement aux désirs si justes du roi. Wicbert, ancien archiprêtre de Giseler, puis chapelain royal, fut proposé au choix des électeurs, nommé par eux et sacré évêque de Mersebourg par Tagino. Les diocèses de Magdebourg, d'Halberstadt, de Meissen et de Zeitz restituèrent les paroisses qui leur avaient été attribuées lors du démembrement du diocèse de Mersebourg. Henri ne voulut pas cependant que personne souffrît de l'acte de justice qui s'accomplissait; à chacun des quatre prélats il assura des compensations capables de le satisfaire.

Par sa vertu, sa générosité, son éloquence, Wicbert fut à la hauteur de sa charge. D'une santé malheureusement fort précaire, il occupa son siège jusqu'à sa mort, arrivée en mars de l'an 1009. Il eut alors pour successeur un homme de haute naissance, mais de profonde humilité, Thietmar, qui a écrit la chronique de son temps et de qui nous tenons la majeure partie des renseignements qui nous sont parvenus sur le règne de saint

Henri. Malheureusement cet écrivain, qui d'ailleurs ne vécut pas dans l'intimité du pieux roi et le précéda de plusieurs années dans le tombeau, ne connut guère sa vie que par le côté extérieur. Il en faut dire autant des autres chroniqueurs de l'époque. Saint Henri n'a pas eu, comme nòtre saint Louis, un sire de Joinville pour nous raconter le détail de sa vie privée, nous redire ses paroles, nous révéler ses pensées, nous transmettre en un mot tant de traits charmants et édifiants dont notre légitime curiosité eût été si satisfaite. C'est à cette sobriété des écrivains du onzième siècle qu'il faut attribuer, en partie du moins, l'aridité de notre récit.

L'affaire du siège de Mersebourg une fois réglée, le roi tourna les yeux vers l'Italie. L'échec subi l'année précédente par ses représentants attendait encore sa vengeance, et Arduin continuait à jouir d'un pouvoir usurpé. Pour attirer les bénédictions du ciel sur la campagne projetée, Henri commença par faire don à la cathédrale de Magdebourg d'une portion des reliques de saint Maurice dont il était possesseur. Malgré la rigueur du froid et la neige qui couvrait le sol, il tint à porter lui-même pieds-nus le pieux trésor du monastère de Saint-Jean-Baptiste jusque dans la ville.

Sur la fin de mars de l'an 1004, il tint une diète à Ratisbonne. A la dignité ducale, restée vacante en Bavière depuis que lui-même était devenu roi, il éleva, du consentement des seigneurs, son beau-frère Henri de Luxembourg. A Augsbourg, il trouva réunies les troupes levées en Franconie, en Souabe et en Lorraine, et confia la garde de la reine à

son fidèle ami Tagino. Un peu plus loin, il eut la joie de voir venir à sa rencontre son frère Bruno, accompagné d'une ambassade hongroise. Il ne l'avait pas revu depuis sa rébellion. Il ne put que lui renouveler l'assurance d'une réconciliation parfaite. Enfin, vers le milieu d'avril, il arriva à Trente.

Arduin s'était encore posté au passage des Alpes, et tenait une armée toute prête dans les plaines de Vérone. Après plusieurs tentatives pour franchir les défilés, les soldats carinthiens, envoyés en avant, reconnurent que la gorge de la Brenta était moins solidement occupée. Ils se divisèrent en deux troupes, et pendant que l'une attaquait de front les ennemis, l'autre, qui avait escaladé de nuit la montagne, les prit en flanc et les culbuta dans les précipices et dans le torrent. Le roi passa par ce défilé avec le reste de son armée, s'arrêta dans la plaine voisine et y dressa ses tentes; car on était arrivé à la semaine sainte, il en voulait célébrer les solennités et se refusait à combattre et à verser le sang en de tels jours.

Dès qu'on sut en Italie que le roi avait réussi à franchir les Alpes, ce fut une débandade incroyable parmi les partisans d'Arduin. Abandonné du plus grand nombre, l'usurpateur dut s'enfuir de Vérone. Henri y entra à sa suite. Le comte et l'évêque, de tout temps ses fidèles sujets, le reçurent avec joie; les autres seigneurs italiens accoururent pour lui jurer fidélité. Même réception à Ravenne, dont l'archevêque Frédéric comptait parmi les adversaires d'Arduin. A Bergame, l'archevêque de Milan, Arnulf, vint à son tour témoi-

gner d'une fidélité qui ne s'était jamais démentie. Ce prélat accompagna Henri à Pavie, et, le 15 mai, le couronna roi d'Italie dans l'église de Saint-Michel, au milieu d'un grand concours de seigneurs et aux acclamations du peuple. Mais, le soir même de ce jour, les Italiens tinrent à donner la mesure de la confiance qu'on pouvait avoir en eux.

Le roi et les seigneurs continuaient dans le palais les fêtes du couronnement, quand soudain retentirent des cris sauvages au milieu d'un effroyable tumulte. Des meneurs, qui préféraient vivre de pillage sous Arduin qu'obéir à des lois sous Henri, avaient soulevé la lie du peuple de Pavie, à propos d'une discussion insignifiante comme il s'en produit si facilement entre les habitants d'une ville et des étrangers. Une foule énorme, hurlante et menaçante, entoura bientôt le palais royal, n'ignorant pas qu'il n'était gardé que par un petit nombre d'Allemands, tandis que la plus grande partie de l'armée campait hors de la ville ou logeait dans les châteaux voisins.

Au bruit de l'émeute, Henri demande ce dont il s'agit. L'archevêque de Cologne, Héribert, qui prenait part à la campagne, court à une fenêtre et cherche à calmer la foule; on lui répond par une grêle de pierres et de flèches. Accourant alors, les soldats et les chefs allemands qui résidaient en ville, dégagent le palais et font reculer les agitateurs. On les accable de traits que la nuit les empêche d'apercevoir. Pour s'éclairer et se défendre, ils mettent le feu aux maisons voisines; l'incendie gagne de proche en proche et atteint même le palais. Mais ses lueurs avertissent les Allemands

campés hors de la ville. Ceux-ci se hâtent d'arriver, trouvent les portes fermées, escaladent les murs, combattent corps à corps ceux qu'ils rencontrent dans les rues et se préservent comme ils peuvent des projectiles lancés du haut des maisons. Le combat se poursuit dans ces conditions pendant toute la nuit. Dans la mêlée, un jeune seigneur plein de bravoure, Gisilbert, l'un des frères aînés de la reine, tombe frappé à mort. Les troupes cantonnées le plus loin de la ville y pénètrent à leur tour. Les habitants sont refoulés dans leurs maisons, le feu est mis partout et les Allemands donnent libre cours à leur fureur en tuant et en pillant jusqu'à épuisement de forces.

Au matin, sitôt qu'il lui est possible d'être obéi, Henri donne l'ordre d'épargner ce qui reste de la cité. Lui-même, profondément navré du spectacle qu'il a sous les yeux, se retire hors de la ville, au monastère de Saint-Pierre. Il y reçoit les habitants de Pavie qui viennent demander grâce. Il la leur accorde d'autant plus volontiers que le châtiment a été terrible. Il se contente d'exiger la reconstruction du palais royal.

Ainsi qu'il arrive dans toutes les émeutes, des meneurs intéressés avaient donné le branle et des exaltés continuèrent l'œuvre néfaste. La répression s'exécuta implacable, juste envers les coupables, aveugle envers les égarés et les innocents. A Pavie, elle eut pour excuses la soudaineté de l'attaque et la lâche cruauté des émeutiers qui profitèrent des ténèbres de la nuit pour commencer une lutte dans laquelle ils comptaient n'avoir affaire qu'à un petit nombre d'étrangers. Henri ne

dans une autre ville de son diocèse, à Coblentz, dans un palais que le roi mit à sa disposition. C'est de là qu'il administra son église jusqu'à la fin de sa vie, en 1015. Quant à Adalbéron, il conserva sa situation à Trèves, le roi ne voulant pas pousser la répression à l'extrême. Atteint d'une grave maladie quelques années après les événements que nous venons de raconter, il rendit à Mégingaud tout ce qu'il détenait encore, hormis le palais archiépiscopal. Il eut le bonheur de se repentir sincèrement et de reconnaître enfin « le grand péché dont il s'était rendu coupable envers le Dieu des vengeances, les personnes ecclésiastiques et les monastères ».

Sa sœur Cunégonde avait pu désirer pour son frère, avant ses méfaits, l'élévation au siège de Trèves. A coup sûr elle n'approuva nullement sa conduite extraordinaire et ne prit point parti pour lui contre le roi son époux. C'est pourtant ce qu'ont cherché à insinuer certains historiens trop empressés à rabaisser la vertu et même l'intelligence du roi Henri et de la pieuse reine. A les en croire, celle-ci aurait partagé le ressentiment de ses frères, à la suite de l'aliénation de son douaire, et aurait caché sous les dehors d'une feinte piété les projets ambitieux qu'elle formait pour assurer la fortune de sa famille. Les faits ne se prêtent pas à cette interprétation malveillante. Nous avons entendu le roi déclarer publiquement, au concile de Francfort, que la reine Cunégonde, présente à l'assemblée, donnait son adhésion à la sainte entreprise. Nous l'avons vu écrire à son peuple qu'il fondait l'évêché de Bamberg non plus seulement avec le

consentement, mais par la volonté de la reine. Celle-ci, comme pour ratifier l'affirmation royale, érigeait dans la ville le monastère de Saint-Michel. Enfin le roi Henri, fidèle à sa promesse de dédommager son épouse, lui fit présent de son château et de ses propriétés de Cassel. Tout se régla donc d'un commun accord entre Henri et Cunégonde, et l'histoire n'a point conservé trace d'un dissentiment survenu entre eux au sujet de Bamberg.

Ce n'est pas à dire que personne n'ait cherché à exploiter la situation pour troubler l'union si chrétienne des deux époux. Peut-être faut-il attribuer à ces malins efforts la défiance momentanée qu'on suppose avoir existé entre eux. On fit courir, dit-on, des soupçons sur la vertu de Cunégonde et Henri les partagea. Pour se disculper, Cunégonde demanda à être soumise au jugement de Dieu. Après avoir invoqué le Seigneur, elle marcha nu-pieds sur des fers rouges et n'en ressentit aucun mal. Ces sortes d'ordalies étaient fréquemment usitées à cette époque. Malgré la note édifiante de ce récit, il est bon d'y regarder à deux fois avant de l'accepter. Pareille aventure a été mise sur le compte d'un grand nombre de personnages de l'antiquité et du moyen âge, et les rares auteurs qui la reproduisent à propos de sainte Cunégonde l'agrémentent de détails trop divergents, pour qu'on ne soupçonne pas leur information d'avoir été puisée à une tout autre source que l'histoire.

En toute cette affaire de Bamberg, Bruno se montra beaucoup plus sage que ses beaux-frères. Dans son évêché d'Augsbourg, il menait une vie tranquille et pieuse et travaillait ainsi à faire ou-

blier sa rébellion passée. Il s'occupa de la réparation complète de son église cathédrale de Sainte-Marie et de celle de Sainte-Afra. Il rattacha à la cathédrale tous les clercs qui desservaient les deux églises. A Sainte-Afra, où se conservaient le souvenir et les restes de la pécheresse convertie et martyrisée à Augsbourg sous Dioclétien, Bruno appela une colonie de douze moines du monastère de Tégernsée, et il plaça à leur tête un saint religieux, Réginbauld. Lui-même se montrait d'une grande libéralité à l'égard de ses chanoines, au bien desquels il s'intéressa jusqu'à sa mort. Il érigea une collégiale dans laquelle il commanda qu'on plaçât son tombeau. Il la dédia à saint Maurice et la dota avec magnificence. Il tenait par là à être agréable à son frère, qui avait saint Maurice pour patron, et auquel, dit un chroniqueur, « il ne voulait pas laisser le souci de prendre soin de son âme une seconde fois ».

Le roi Henri n'en avait pas fini avec les difficultés suscitées par ses beaux-frères. Henri de Bavière, qui lui devait sa dignité ducale, ne sut pas se montrer reconnaissant. Sa conduite fut assez équivoque, pendant le siège du palais de Trèves, pour que le roi comprît qu'il ne pouvait plus se fier à lui. Le duc, prévoyant le coup qui le menaçait, s'entendit avec les seigneurs de Bavière et leur fit jurer de ne reconnaître aucun autre duc que lui pendant trois ans. Néanmoins le roi dans une diète tenue à Ratisbonne, en mai 1009, les fit revenir sur cette résolution et reprit lui-même le gouvernement du duché.

Il se dirigea ensuite sur Metz, dont un autre frère

de la reine, Théodéric, était évêque. Ce dernier devait, il est vrai, cette dignité à une usurpation flagrante. En 1004, le duc de Haute-Lorraine, appelé aussi Théodéric, se conformant à l'usage abusif qui permettait de réserver les évêchés aux fils des princes, avait fait nommer évêque de Metz son fils Adalbéron, encore enfant. Théodéric de Luxembourg, également destiné à l'état ecclésiastique, lui fut donné pour tuteur. Mais, d'administrateur de l'évêché, il voulut bientôt devenir évêque de Metz. Il intrigua en conséquence auprès des électeurs, chassa le jeune Adalbéron de la ville, et, à l'insu du roi, se fit conférer la dignité épiscopale vers le milieu de l'année 1005. Le roi Henri ne put alors châtier cette audacieuse intrusion. Loin de travailler à se faire pardonner, Théodéric prit une part très active à l'insurrection de Trèves, si bien qu'il fallut se décider à marcher contre lui pour arrêter des exemples que l'impunité eût semblé encourager. Henri se porta en Lorraine avec des troupes qui renfermaient des Slaves païens, probablement de ces Liutizes qui avaient fait la campagne avec lui contre Boleslav. Le pays dépendant de l'évêché fut ravagé, comme c'était la coutume invariable en semblable occurrence, et le roi s'empara de Saarbruck, ville située entre Trèves et Metz, bien placée par conséquent pour empêcher toute entente effective entre Théodéric et Adalbéron. Il s'en tint là, laissa l'évêque de Metz sur son siège, mais, par l'occupation de Saarbruck, le mit dans l'impuissance de troubler gravement le royaume.

En février de cette année 1009 mourut un saint dont le souvenir mérite ici sa place ; car si, d'une

part, il eut les meilleurs rapports avec Boleslav, que nous allons bientôt retrouver, de l'autre il fut l'instrument de la Providence pour mettre à l'épreuve la patience et l'humilité du roi Henri.

Saint Brunon, plus communément appelé Boniface, appartenait à l'une des premières familles de la Saxe. Il étudia à Magdebourg et y devint chanoine de Saint-Maurice. A peine âgé de vingt ans, il suivit l'empereur Otton III à Rome, y embrassa la vie religieuse et vécut quelque temps dans un monastère du mont Aventin, où il s'éprit d'un grand amour pour saint Boniface, le premier apôtre de l'Allemagne. Il sentit un vif désir de l'imiter jusque dans son martyre et commença par lui emprunter son nom. Il s'attacha ensuite à saint Romuald, pour faire, sous sa direction, l'apprentissage de la pénitence au Mont-Cassin. En attendant que son attrait pour l'apostolat reçût satisfaction, il entretint l'ardeur de ses désirs en écrivant plusieurs biographies de saint Adalbert, l'archevêque de Prague et l'apôtre de la Bohème, martyrisé par les Prussiens en 997.

Après la mort d'Otton, il revint à Rome demander au pape l'autorisation d'évangéliser les infidèles. Le pape le nomma archevêque et lui conféra le pallium. Boniface se fit sacrer par Tagino, en présence du roi Henri, et courut prêcher l'Evangile chez les Russes, dont il convertit et baptisa un grand nombre au péril de sa vie. Il remplit ensuite la même mission chez les Hongrois.

Or, après quatre ans de travaux apostoliques, vers la fin de l'an 1008, il écrivit à Henri une lettre qui n'a été publiée que récemment, et dont les

termes étaient bien faits pour causer une douloureuse surprise au royal destinataire. Il y annonce que Boleslav l'a aidé de tout son pouvoir dans sa mission chez les Prussiens, mais que la guerre dans laquelle le duc a été engagé avec le roi a tout arrêté. Il reproche ensuite à Henri d'avoir pris les armes contre un pays qui relève du bienheureux Pierre, qui a été arrosé par le sang des martyrs, qui a pour protecteur saint Adalbert, et surtout, dans cette lutte, d'avoir associé le Christ à Bélial, en faisant alliance avec les idolâtres, des barbares qui offrent des sacrifices humains, les Liutizes. « Malheureux temps que les nôtres! s'écrie l'ardent apôtre; après ce saint empereur, le grand Constantin, après ce modèle de religion, l'excellent Charlemagne, il s'en trouve aujourd'hui pour poursuivre le chrétien mais non pour convertir le païen ». Il termine en adjurant Henri de faire la paix avec Boleslav et de s'unir avec lui pour se tourner contre les Liutizes.

Le bon saint, reconnaissant de l'assistance que le duc de Pologne lui avait prêtée dans ses pieuses entreprises, voyait un peu trop les choses avec les yeux de Boleslav. Probablement dupe des belles protestations de ce dernier, il rejetait sur le roi d'Allemagne toute la responsabilité d'une lutte qui entravait ses travaux apostoliques. Que de zélés missionnaires ont maudit, à l'exemple de saint Boniface, les guerres qui paralysent les efforts de leur zèle ou en ruinent pour longtemps les meilleurs résultats! Et pourtant les guerres rentrent dans le plan de la Providence, et le prince chrétien qui défend sa patrie ne saurait être condamné à l'i-

nertie par ce motif que la lutte engagée portera préjudice à une cause respectable, fût-ce à celle des missions. Autrement les injustes agresseurs auraient trop beau jeu, et, en fin de compte, c'est l'intérêt général et supérieur de la civilisation et de l'Évangile qui souffrirait le plus.

Deux saints peuvent apprécier les événements d'une manière radicalement opposée, selon les points de vue auxquels les placent les circonstances. A la réflexion, le roi Henri ne dut pas tarder à reconnaître qu'il y avait beaucoup plus à laisser qu'à prendre dans la remontrance du missionnaire. Il fit son profit de l'humiliation reçue, mais se consola en constatant qu'il ne méritait pas les reproches dont on l'accablait.

Boniface continua à travailler, sous la protection de Boleslav, le long des frontières de la Russie, de la Prusse et de la Lithuanie. C'est là qu'il fut martyrisé, au milieu d'atroces supplices, avec dix-huit de ses compagnons. Les corps des martyrs restèrent sans sépulture jusqu'à ce que le duc de Pologne les rachetât à grand prix. L'église fête le 15 octobre saint Boniface, apôtre des Ruthènes.

Dieu qui se plaisait à multiplier les saints dans le royaume gouverné par saint Henri, appela cette même année, au siège épiscopal de Paderborn, Meinwerk, l'une des gloires de l'église d'Allemagne au onzième siècle, honoré comme saint le 5 juin. Précédemment chapelain d'Otton III, dont il était parent, Meinwerk accepta de grand cœur le siège de Paderborn, parce que cette église était pauvre. Il y exerça son zèle pendant vingt-sept ans. Il rebâtit sa cathédrale et obtint du roi, qui le tenait

en grande estime, et des seigneurs de son diocèse les libéralités nécessaires pour mettre en bon état toutes ses paroisses. Lui-même s'occupait personnellement du bien spirituel et temporel de ses diocésains, visitant constamment ses paroisses, veillant à ce que les pauvres gens ne manquassent de rien et surtout développant l'instruction de la jeunesse avec le zèle le mieux entendu. L'école qu'il fonda à Paderborn devint des plus florissantes. Henri eut toujours en saint Meinwerk un très fidèle ami.

La fondation de Bamberg ne détourna pas l'attention du roi des frontières du nord-est; mais les embarras que lui suscitèrent ses beaux-frères paralysèrent singulièrement son action contre le redoutable et habile duc de Pologne. Le margrave de Misnie, Guncelin, qui aurait dû tenir l'ennemi constamment en échec, finit par pactiser ouvertement avec lui. Indignés de cette trahison, ses neveux et surtout le margrave Hermann, fils d'Ekkehard, lui firent une énergique opposition. De là des luttes à main armée qui comportaient, comme d'ordinaire, toutes sortes d'atrocités. Guncelin chercha à s'emparer de la ville de Strehla, qui constituait le douaire de la femme d'Hermann. N'ayant pu y réussir, il se vengea en incendiant Rochlitz, sur la Mulde, en Misnie. Hermann et son frère répondirent en forçant un château fort où Guncelin avait enfermé ses trésors qu'ils pillèrent, et en détruisant ensuite la forteresse. On mettait d'autres griefs plus révoltants à la charge du margrave. En Slavie, les bras manquaient pour cultiver la terre. Les Juifs achetaient les chrétiens prisonniers de

guerre et les exploitaient pour la culture du sol. Déjà saint Adalbert s'était plaint de cette barbarie ; il gémissait de ne pouvoir racheter tous ces malheureux. Or Guncelin favorisa lui-même ce trafic en vendant les chrétiens aux Juifs. Témoin de ces discordes entre les margraves allemands, Boleslav attisait les haines, en attendant l'occasion d'en profiter.

Pour remédier au mal, Henri se rendit à Mersebourg, y assembla les seigneurs et mit Guncelin en jugement. Le margrave fut condamné, emprisonné sous la garde d'Arnulf, évêque d'Halberstadt, puis transféré à Bamberg. Sa captivité dura huit années, à la suite desquelles on s'abstint prudemment de lui rendre sa charge. Il fut remplacé par le margrave Hermann.

Boleslav saisit le moment et tenta un coup contre Meissen. Ayant corrompu deux gardes de la place, il passa l'Elbe silencieusement avec ses troupes pour qu'on lui livrât la ville. Mais les autres défenseurs faisaient bonne garde. L'entreprise échoua. Bientôt après, Hermann fit son entrée, prit possession de sa charge et commença par punir de mort les deux traîtres.

En août 1010, Henri reprit le chemin de l'Elbe, accompagné de Jaromir. On suivit la direction du nord, à travers la Luzace. Mais bientôt le roi et l'archevêque Tagino tombèrent malades et durent retourner à Mersebourg. L'armée continua néanmoins sa route en tournant à l'est, du côté de l'Oder, et en ravageant le pays. Elle parut devant Glogau. Boleslav, qui s'était solidement retranché dans la place, empêcha ses hommes de sortir pour

engager le combat dans la plaine, si bien que les Allemands, ne trouvant d'autres ennemis pour leur répondre que les pluies d'automne, n'eurent plus qu'à se retirer en saccageant le domaine du duc de Pologne.

Henri fut près de deux années avant de recommencer la lutte avec son irréductible adversaire. Dans cet intervalle, plusieurs événements appelèrent son intervention dans l'intérieur du royaume. Après la mort du duc de Saxe, que remplaça son fils Bernhard II, moins fidèle que son digne père, Henri eut à pleurer, le 23 février 1011, celle de l'archevêque de Mayence, Willigis. Ce prélat avait toujours montré un dévouement sans bornes à l'égard du roi qu'il accompagnait fréquemment et qu'il aidait de ses conseils, surtout dans les affaires qui intéressaient le bien de l'Église. Il bâtit la cathédrale de Mayence, qui fut incendiée le jour même de sa consécration, et la rebâtit aussitôt. Il fonda également l'église de Saint-Étienne, où il fut inhumé. Il est honoré à Mayence avec le titre de saint, le 23 février. On se rappelle sa longue contestation avec l'évêque d'Hildesheim à propos du monastère de Gandersheim. Le tort de Willigis ne faisait doute pour personne; ses grandes vertus rachetèrent cette faiblesse. Du reste, il est encourageant de trouver des fautes et des défauts dans la vie des saints. Cela nous rappelle qu'ils n'étaient point d'une autre nature que la nôtre, et que le but qu'ils ont atteint n'est point, par conséquent, inaccessible à nos efforts aidés de la grâce. Willigis eut pour successeur un digne prélat, Erkenbald, abbé de Fulda, dont Henri avait fait son chancelier.

Au milieu de cette année, l'attention du roi fut de nouveau attirée sur ses beaux-frères, dont les sourdes menées ne cessaient de menacer la tranquillité du royaume. Dans une diète tenue à Mayence, le duc Henri et l'évêque de Metz semblèrent disposés à la soumission définitive. Mais, à quelque distance de la ville, ils préparèrent un guet-apens dans lequel beaucoup d'hommes fidèles au roi trouvèrent la mort, et auquel échappèrent à grand'peine Théodéric, duc de Haute-Lorraine, et Heimon, évêque de Verdun. De pareils attentats eussent appelé une impitoyable répression. Henri semble avoir été retenu par sa répugnance pour des luttes intestines et par son désir de ne pas porter des coups trop violents contre les frères d'une épouse qu'il chérissait. Il manifesta néanmoins sa réprobation en écartant énergiquement de la succession de Conrad, duc de Carinthie, qui venait de mourir, tous les candidats qui avaient quelque attache avec les révoltés. Il attribua cette dignité à l'un de ses dévoués partisans, Adalbéron, margrave de la Carinthie supérieure.

Au début de l'année 1012, la mort d'Erluin, évêque de Cambrai, ouvrit une autre succession importante pour la sécurité de la frontière. Baudouin, comte de Flandre, favorisait un sujet dévoué à sa cause. Henri fit élire un des ecclésiastiques de sa chapelle, Gérard, originaire du comté des Ardennes et né d'une mère française. Le comte de Flandre finit par joindre son suffrage à celui des autres en faveur de Gérard, et quand le nouvel évêque se trouva dans les environs de Valenciennes, il s'empressa d'aller le saluer.

Un dernier deuil marqua cette année. Le 9 juin, le vieil ami du roi Henri, Tagino, archevêque de Magdebourg, quitta aussi ce monde. Dangereusement atteint à Mersebourg, et sentant sa fin prochaine, il avait dit à son souverain : « Mon très cher roi et maître, que le Dieu tout-puissant vous récompense de toute la bonté avec laquelle vous avez traité un étranger comme moi. » Depuis longtemps, Tagino avait pris soin d'attirer les bonnes grâces du roi sur le prévôt de sa cathédrale, Walthard. Celui-ci fut élu à sa place. Il ne fit malheureusement que passer sur le siège de Magdebourg.

Pour protéger Miessen, le roi avait ordonné la construction d'une place fortifiée au nord de cette ville, au delà de l'Elbe. Quand elle fut terminée, la nouvelle forteresse reçut le nom de Liubusua. Boleslav protesta, en prétendant que le territoire ainsi occupé était tout au moins contesté. Walthard partit aussitôt, à la tête de l'armée du nord, pour répondre à Boleslav les armes à la main. Mais, s'apercevant de la répugnance que les seigneurs montraient à le suivre, il prit le parti d'aller négocier directement avec le duc de Pologne. Il fut bien reçu, mais n'obtint rien de ce qu'il exigeait. Bientôt après il tombait malade et succombait le 12 août. L'armée de Saxe se contenta alors de laisser un poste en un point fortifié, pour marquer la frontière, et rentra dans ses foyers.

Le duc de Pologne, prompt à profiter de la retraite des Allemands, parut bien vite devant Liubusua. La garnison était trop faible pour résister longtemps : il lui aurait fallu un secours qu'une crue

de l'Elbe empêcha d'arriver. Néanmoins, les assiégés se défendirent bravement, et si finalement la place fut prise, la forteresse démolie et la garnison réduite en captivité, cette victoire coûta la vie à cinq cents Polonais.

Henri était alors occupé dans le sud du royaume, toujours à cause des difficultés que lui créaient ses beaux-frères et des violences à main armée qui en résultaient. Mais, à la nouvelle du désastre de Liubusua, la reine Cunégonde, qui surveillait toujours les événements en l'absence du roi, ne perdit pas sa présence d'esprit. Après avoir envoyé des messagers pour avertir Henri, elle fit sur le champ rassembler des troupes et prit toutes les mesures pour que Boleslav ne trouvât pas le pays sans défense. Mais celui-ci se contenta pour le moment du résultat acquis.

Les progrès du duc de Pologne furent la conséquence du mauvais vouloir des seigneurs allemands du nord du royaume. Il est vrai que le roi n'était pas là pour les entraîner. Mais la responsabilité de cette absence du roi pesait tout entière sur les princes révoltés, ces seigneurs luxembourgeois, frères de la reine, qui eussent dû être les derniers à contrecarrer le gouvernement du roi Henri, mais qui ne surent pas prendre leur parti de la fondation de Bamberg, et nuisirent gravement par leur attitude à l'intérêt du royaume, à la tranquillité du roi et à leur propre bonheur.

Heureusement, une accalmie allait se produire dans cette lutte sans trêve entre Allemands et Polonais. Henri songeait à descendre en Italie; de son côté, Boleslav se disposait à concentrer tous

ses efforts contre les Russes, ses voisins de l'est. Un rapprochement se fit comme de lui-même entre les deux adversaires. Boleslav envoya son fils Miecyslav auprès du roi Henri, qui l'accueillit amicalement. Il fut convenu que le duc viendrait lui-même à Mersebourg.

Boleslav se présenta en effet pour les fêtes de la Pentecôte, non sans avoir reçu du roi des otages pour garantir son libre retour. Cette mesure montre assez que la politique avait plus de part que la confiance dans la démarche qu'il accomplissait. Après avoir prêté serment de fidélité, il entra à l'église en portant l'épée devant le roi, comme un vassal rentré en grâce. Il y avait là les représentants des Liutizes et le duc Othelrich de Bohême, qu'une révolution avait mis à la place de son frère Jaromir, et qui réussit à rendre son duché à peu près indépendant de l'Allemagne et de la Pologne.

Le lendemain, Boleslav offrit de riches présents au roi, et celui-ci lui donna en fief la haute et la basse Luzace, c'est-à-dire presque tout ce pays, situé entre l'Elbe et l'Oder, dont les deux princes se disputaient la possession depuis dix ans, avec des alternatives de succès et de revers. Le duc de Pologne promit à Henri un corps de troupes pour participer à l'expédition d'Italie et obtint en retour l'autorisation pour les Allemands de l'accompagner dans sa campagne contre les Russes. De fait, trois cents hommes partirent du royaume pour aller guerroyer sous les ordres de Boleslav.

Cet accord avec un prince comme le duc de Pologne ne pouvait être que provisoire. La meilleure garantie s'en trouvait pour le moment dans le be-

soin qu'avait Boleslav d'aller faire la guerre à l'autre extrémité de son duché.

De son côté, le roi Henri pouvait partir pour l'Italie sans rien avoir à redouter de grave de la part des Polonais.

CHAPITRE VI

L'EMPEREUR

Il y avait neuf ans que le roi Henri n'était descendu en Italie. Bien que son autorité fût incontestée en Allemagne, différents indices l'avertissaient que le prestige impérial manquait à son gouvernement. Sans doute, aux yeux de tous, sa conduite ne s'inspirait que des idées de justice et de bonté, ses mœurs étaient irréprochables, sa vie profondément religieuse. Mais les saints ne produisent pas toujours sur les contemporains la même impression que sur la postérité, qui juge leurs actes dans leur ensemble, et il ne paraît pas que les vertus du roi Henri aient jeté un éclat assez vif pour imposer à tous ses sujets et réduire certaines antipathies. Pour l'ordinaire, ceux qui voient à l'œuvre un souverain sont moins frappés de ses vertus que de ses succès politiques ou militaires.

D'autre part, l'Italie appelait Henri. Arduin, qui se posait en roi national, conservait des partisans et continuait à exercer cette ombre de pouvoir que toléraient les divisions de la classe aristocratique, la seule qui comptât alors. A Rome, en face de la puissance des Crescenzi, montait l'influence crois-

sante des comtes de Tusculum. Les premiers soutenaient leur popularité en paraissant défendre la cause de l'indépendance italienne ; les autres, pour étayer leur fortune, affectaient le dévouement envers l'autorité germanique.

Au pape Jean XVIII, mort en 1009, avait succédé Sergius IV, qui crut devoir offrir la couronne impériale au roi Robert de France. Celui-ci se garda bien d'accepter. En 1012 mouraient à quelques semaines de distance, le patrice Crescentius et le pape Sergius. Le comte de Tusculum, dont le troisième fils, Théophylacte, était déjà cardinal, désirait vivement, dans l'intérêt de son influence, que la tiare échût à quelqu'un de sa famille. Ses partisans élurent en effet Théophylacte, qui prit le nom de Benoît VIII. La faction des Crescenzi lui opposa immédiatement un autre candidat dont on fit un second pape, connu seulement sous le nom de Grégoire.

Dans l'état des affaires italiennes, ni Benoît ni Grégoire ne pouvaient triompher définitivement qu'avec le concours du roi d'Allemagne. De part et d'autre, on envoya donc au prince des ambassades pour solliciter son appui. Henri se réserva prudemment de faire connaître son sentiment quand il aurait passé les Alpes. Ce délai favorisa d'ailleurs Benoît VIII, pape légitime au moins par priorité d'élection, dont l'autorité alla en s'affermissant de jour en jour.

Le 21 septembre 1013, Henri partit de Mersebourg avec la reine Cunégonde et une armée toute joyeuse d'entreprendre cette campagne. De tous côtés l'on était accouru pour s'y engager. Seul Bo-

leslav, qui ne pouvait se départir de son caractère, n'envoya pas le contingent promis. Ses espions n'en suivirent pas moins l'armée royale pour se tenir au courant de ses mouvements et au besoin exploiter contre elle les antipathies des Italiens.

Malgré la saison et la difficulté des chemins, les troupes allemandes traversèrent heureusement les Alpes et se trouvèrent avant Noël à Pavie, où affluèrent les seigneurs lombards. Arduin s'était retiré dans sa forteresse d'Ivrée, sans songer à opposer la moindre résistance. Peu après, il envoya ses représentants auprès du roi, offrant de renoncer à la couronne et de livrer son fils en otage, pourvu qu'on voulût bien lui accorder un comté. Henri eût été assez disposé à accepter cet arrangement. Mais, dans son entourage, on lui dissuada d'avoir confiance dans le perfide Arduin, et la solution fut remise à plus tard.

Après un mois de séjour à Pavie, où cette fois rien de fâcheux ne se passa, le roi partit pour Ravenne, où l'appelait une importante affaire. Un prélat, nommé Adalbert, peu sympathique à la domination allemande, s'était emparé du siège archiépiscopal, au détriment de l'archevêque légitimement élu, Arnold, demi-frère du roi. La question revêtait une telle gravité, au double point de vue canonique et politique, qu'un synode fut convoqué à Ravenne même pour la trancher. Les évêques d'Allemagne et d'Italie qui y siégèrent ne purent hésiter un instant à reconnaître le droit d'Arnold. Adalbert fut désigné pour un autre évêché à la requête de ses amis, qui réussirent ainsi à lui épargner une dégradation méritée.

A ce synode assistait saint Odilon de Cluny, avec lequel Henri s'entendit pour assurer la prospérité spirituelle des monastères d'Italie. Il estimait que des religieux appliqués à la piété et au travail lui seraient d'un précieux secours pour la régénération du pays. L'expérience qu'il en avait faite en Allemagne lui paraissait également concluante en Italie. Il recommanda en particulier aux moines de Saint-Sauveur, à Pavie, de « faire tous leurs efforts pour que leur humilité aux yeux du monde n'eût d'égale que leur énergie à se faire les soutiens de son empire ».

L'apparition de l'armée allemande en Italie eut son rapide contrecoup à Rome. Les partisans de Grégoire jugèrent leur cause désespérée, abandonnèrent leur créature et attendirent en silence les événements, pendant que Benoît VIII reprenait possession de la ville et des palais apostoliques.

Le roi y arriva à son tour dans les premiers jours de février. On le reçut avec tous les honneurs et toutes les acclamations, en dépit de quelques opposants. Le pape, entouré d'un nombreux cortège de prélats, alla au-devant du prince. Il portait un globe d'or, enrichi de pierres précieuses et surmonté d'une croix, symbole du pouvoir que le souverain devait exercer sur le monde en loyal soldat du Christ. Henri reçut le présent avec joie, l'examina attentivement et dit au pape : « Saint Père, ce que vous m'avez fait préparer là est très expressif; vous me donnez une excellente leçon en me montrant, par ce symbole de mon empire, d'après quels principes j'ai à le gouverner. » Puis, retournant le globe à plusieurs reprises, il ajouta : « Per-

sonne n'est plus digne de posséder un tel présent que ceux qui, loin de l'éclat du monde, s'appliquent à suivre la croix de Jésus-Christ. » Et le globe d'or prit la route de Cluny.

Le couronnement eut lieu le 14 février 1014. Le matin de ce jour, le roi se rendit avec son épouse Cunégonde à la basilique de Saint-Pierre. Le pape l'attendait sur les marches du péristyle, où il lui posa les questions accoutumées, s'il consentait à être le zélé patron et défenseur de l'Église romaine et s'il promettait fidélité en toutes choses à lui et à ses successeurs. Sur sa réponse affirmative, Henri fut introduit dans l'église et sacré empereur, puis couronné solennellement avec l'impératrice Cunégonde. Aussitôt le souverain fit don de sa couronne pour qu'elle fût placée au-dessus de l'autel du prince des apôtres. Le reste de la journée, de grandes fêtes furent célébrées dans le palais de Latran.

Il fallut ensuite s'occuper des affaires religieuses et civiles. Dans un grand synode tenu en présence du pape et de l'empereur, Arnold fut confirmé dans la possession de son siège de Ravenne, puis sacré par Benoît lui-même. On renouvela une loi tombée en désuétude qui défendait, sous peine d'excommunication, d'être ordonné diacre avant vingt-cinq ans, ni évêque avant trente. On s'occupa enfin des monastères, dont les seigneurs faisaient trop aisément leur proie. Les abbés durent dresser la liste de ceux de leurs biens qui avaient été aliénés et de ceux qui leur restaient. Des mesures furent prises pour que les domaines distraits des monastères revinssent à leur destination primitive. La juridic-

tion civile fut même attribuée aux abbés sur leurs terres, pour empêcher toute ingérence du dehors.

Ces résolutions inquiétèrent la noblesse, menacée dans la jouissance des biens usurpés. Les partisans des Crescenzi exploitèrent ce mécontentement, si bien que des rixes violentes ne tardèrent pas à éclater entre Romains et Allemands. Le sang coula de part et d'autre. Les horribles scènes de Pavie allaient peut-être se renouveler, quand l'attitude énergique de l'empereur arrêta les perturbateurs. Les Allemands et les Italiens les plus compromis dans la sanglante bagarre furent emprisonnés et le calme se rétablit.

A l'occasion de son couronnement, le nouvel empereur délivra au pape Benoît VIII une charte de privilèges qui reproduit exactement celle qu'Otton le Grand avait accordée au pape Jean XII, ce qui donne à supposer qu'un document de ce genre était renouvelé à chaque sacre impérial. Dans une première partie de la charte, Henri garantissait au pape la Toscane, Parme, Mantoue, la Vénétie, l'Istrie, les duchés de Spolète et de Bénévent, et même éventuellement les territoires de Naples et de Gaëte encore aux mains de l'empereur byzantin. En réalité, beaucoup de ces possessions restaient pour les papes à l'état nominal. Dans une seconde partie, la charte se référait au serment prêté en 824 par le pape Eugène II à l'empereur Louis le Débonnaire et stipulait en conséquence que l'élection et la consécration du pape ne pourraient se faire par les Romains que du consentement de l'empereur. En fait, on s'aperçoit qu'à cette époque le pape est presque toujours dé-

signé par l'empereur ou par celui qui agit en son nom; l'élection n'apparaît ensuite que comme une formalité complémentaire. Dans ces conditions, la charte de privilèges peut sembler assez illusoire; mais telle qu'elle, elle constituait encore une garantie désirable pour le souverain Pontife.

Il faut se souvenir en effet que, dans cette période de troubles et d'anarchie intermittente, l'élection papale ne s'accomplissait jamais avec indépendance. Elle était le plus souvent à la merci d'un patrice quelconque, d'un violent, d'un corrupteur, en un mot d'une influence locale dont le Pontife élu demeurait le prisonnier. Cela s'était vu fréquemment avant Benoît VIII, et le successeur même de ce pape en devait fournir un nouvel et déplorable exemple. A tout prendre, il y avait donc avantage à ce que l'autorité impériale se substituât, quand elle le pouvait, à ces influences subalternes. L'empereur voyait de plus haut et de plus loin, et quand cet empereur s'appelait Otton I ou Henri II, l'Église gagnait à son intervention. Même avec un Otton III, on pouvait obtenir un Sylvestre II.

Toutefois, hâtons-nous de le remarquer, cette tutelle impériale ne constituait pas un idéal de protection. Tout en profitant provisoirement à l'Église, elle lui tenait en réserve les plus graves périls, périls qui se déchaîneront bientôt, quand les empereurs d'Allemagne, en vertu du pouvoir consenti à leurs prédécesseurs, élèveront des prétentions absolues non seulement sur un certain droit de tutelle, mais même sur la nomination des papes et sur leur domaine temporel.

Le séjour de l'empereur Henri à Rome ne se

prolongea pas. Dès le commencement de mars, le souverain quitta la ville et s'en alla par la Toscane, pourvoyant partout à l'exécution des décisions arrêtées à Rome en faveur des monastères et des églises. A Pavie, où il célébra les fêtes de Pâques, il gagna par sa bonté le cœur des seigneurs lombards, non cependant sans laisser des ennemis derrière lui, à cause de sa fermeté à corriger les abus et à faire respecter les propriétés ecclésiastiques. A Vérone se tint un autre synode, le troisième du voyage, pour le règlement des intérêts religieux de la province. A ce synode, Henri donna une nouvelle preuve de sa piété envers les saints qui ont institué ou propagé l'ordre monastique. Saint Columban, fondateur de l'abbaye de Luxeuil, qui fut la métropole monastique de l'Austrasie et de la Bourgogne à la fin du sixième siècle, avait terminé ses jours dans le petit monastère de Bobbio, établi par lui au nord de Gênes. Par honneur pour ce grand apôtre de la vie religieuse, Henri érigea Bobbio en évêché, du consentement des autres évêques de la province. C'était, après Mersebourg et Bamberg, le troisième évêché qui lui devait son existence.

Le voyage de l'empereur en Italie produisit un excellent effet. Un chroniqueur italien en a écrit : « Henri avait une grande prudence et possédait à fond la connaissance des lettres. Marquis, évêques, ducs, comtes, abbés, tous ceux qui ne marchaient pas droit, il les corrigea et les remit dans la bonne voie. Tout le pays trembla en face de son autorité, au point que tous ceux qui passaient pour les partisans d'Arduin s'enfuirent ou se soumirent. »

Un autre heureux résultat fut l'entente parfaite

qui s'établit entre le pape et l'empereur. Benoît VIII était un pontife capable, animé du plus grand zèle pour le bien de l'Église et la réforme des mœurs chrétiennes. Les représentants des deux puissances spirituelle et temporelle partageaient les mêmes vues. Jusqu'à leur mort, ils travaillèrent de concert à l'œuvre commune et donnèrent au monde ce rare spectacle des deux premières autorités de la terre poursuivant de tous leurs efforts un même but, le bonheur de l'humanité, par le même moyen, l'amélioration morale de leurs sujets.

Sur la fin de mai, Henri quitta cette Lombardie dans laquelle, au dire de l'historien Thietmar, « on ne rencontrait qu'embûches, parcimonieuse charité envers les étrangers, toutes les choses hors de prix pour les hôtes, sans parler des tromperies ni du poison qu'on administrait sans se gêner et dont beaucoup périrent ». Si du moins quelque fidélité à la foi jurée avait racheté tous ces méfaits!

L'empereur avait à peine repassé les Alpes, que les partisans d'Arduin se levèrent de nouveau, sous l'empire de passions dans lesquelles le patriotisme ne comptait guère. En se mettant à leur tête, le marquis d'Ivrée retrouva pour un moment l'illusion de la puissance et de la gloire. Il s'empara de Verceil, malgré la résistance de l'évêque Léon, fidèle à Henri, puis de Novare et de Côme. Son armée multiplia les ravages, pillant les églises, démolissant les forteresses, renversant les maisons, coupant les arbres et les vignes, pendant que les seigneurs s'appropriaient les biens des victimes du pillage. La panique saisit toute l'Italie. Plusieurs prélats furent même ébranlés et, incertains de

l'issue de ce soulèvement, embrassèrent une sorte de neutralité qui leur permît d'incliner à temps du côté du vainqueur. Jérôme, évêque de Vicence, alla plus loin : il adhéra ouvertement au parti d'Arduin et se mêla à ses brigandages.

Chose curieuse ! un mois après, tout rentrait dans le calme et dans l'ordre. Il ne manquait pas en Italie d'hommes capables de mesurer toute la distance qui séparait le puissant empereur du fantôme de roi national. On comprenait d'autre part que les revendications d'Arduin ne profiteraient ni à la justice, ni à la paix du pays, ni à la sécurité de ses habitants. De ces réflexions naquit une puissante réaction. Léon de Verceil, Arnulf de Ravenne et le margrave Boniface reprirent l'offensive avec un tel succès qu'Arduin perdit courage et désespéra définitivement de sa fortune. Songeant enfin à une couronne meilleure et plus durable que celle qui lui avait coûté tant de luttes inutiles, il se retira dans le monastère de Fruttuaria, fondé par sa famille, y déposa sur l'autel les vaines marques de sa royauté, revêtit la bure grossière du moine et se livra à une vie de rude pénitence, que Dieu interrompit bientôt en le rappelant à lui le 15 décembre 1015. L'Italie a dû attendre jusqu'au 20 septembre 1870, pour se donner à nouveau la satisfaction d'avoir un roi national qui ramassât sur la brèche de la Porta Pia, on sait avec quelle gloire, la couronne jetée par Arduin sur l'autel de Fruttuaria.

Si l'on en croit certains historiens, l'empereur Henri passa par la Bourgogne à son retour. Probablement sur l'invitation et sous la conduite de

saint Odilon, il s'arrêta à Cluny, dans le duché qui dépendait du roi de France, offrit une riche couronne d'or à l'église du monastère et se recommanda humblement aux prières des religieux. Les nouvelles d'Italie lui arrivèrent en Allemagne et lui causèrent une juste inquiétude. Mais bientôt après, rassuré en apprenant le résultat définitif, il tint une assemblée à Solingen, au nord de Cologne, pour régler les affaires italiennes en tenant compte des derniers événements. L'archidiacre de Pavie et un autre chanoine y furent présents. L'empereur y prit soin de porter ses jugements en conformité avec les prescriptions de la loi lombarde. L'évêque de Vicence, Jérôme, fut déposé et tout ce qu'il possédait à Pavie attribué à l'église de Côme. D'autres rebelles encoururent l'emprisonnement ou la confiscation. Les évêques de Verceil, de Novare, de Côme, de Pavie, et le margrave Boniface, qui avaient été l'âme de la résistance, reçurent de riches dotations. Henri fit mieux. Il envoya en Lombardie deux légats impériaux pour le représenter, trancher en son nom les différends, rendre la justice et protéger les clercs, les veuves et les orphelins. Dès lors, l'autorité impériale cessa d'être un vain nom au delà des Alpes.

Après avoir ménagé à Henri, en cette année 1014, les succès et les honneurs, la Providence, toujours attentive à perfectionner ses saints par l'épreuve, se réservait de le mener l'année suivante à l'autre extrémité des choses humaines. Boleslav fut choisi pour infliger au pieux empereur la dure leçon de l'humiliation.

Le duc de Pologne comptait sur une absence

prolongée de son adversaire. Il en aurait profité pour nouer de nouvelles intrigues et étendre du côté de l'Allemagne les limites de sa puissance. Le retour assez rapide de l'empereur dut contrarier ses projets. Néanmoins, tout en poursuivant ses entreprises contre les Russes, il entra en rapports plus étroits avec le nouveau duc de Bohême, Othelrich, et, faisant appel aux liens de parenté qui les unissaient, lui persuada de faire cause commune avec lui contre tous les ennemis, nommément contre le souverain allemand. Othelrich entra dans ces vues. En conséquence, le fils de Boleslav, Miecyslav, accompagné d'un nombreux cortège, vint en Bohême pour conclure une alliance. C'est à ce moment que l'empereur reparut en Allemagne. Effrayé à la pensée qu'il se trouvait exposé le premier au danger, Othelrich n'imagina rien de mieux, pour se soustraire au châtiment, que de se jeter sur l'escorte du fils de Boleslav, pour tuer les uns, s'emparer des autres et retenir Miecyslav lui-même en captivité. Puis il envoya avertir l'empereur de ce qui venait de se passer.

Henri résidait alors à Mersebourg. Sans hésiter, il donna l'ordre à Othelrich de rendre la liberté au fils de son vassal. Mais le duc de Bohême fit valoir que Miecyslav était de bonne prise, qu'il servirait d'otage pour garantir la fidélité du père, qu'enfin il y aurait imprudence à renvoyer libre un prince dont la première pensée serait de songer à la vengeance. L'empereur se laissa persuader et, sur sa demande, le prisonnier lui fut remis. Boleslav envoya immédiatement dire à Henri qu'il se félicitait de savoir son fils entre ses mains et qu'il comptait

bien qu'on allait le lui rendre. Henri répondit qu'il voulait au préalable prendre l'avis des seigneurs.

Une diète fut, en conséquence, tenue à Merse-bourg après les fêtes de Pâques de 1015. Beaucoup de seigneurs y assistèrent, entre autres Othelrich, directement intéressé dans la question; mais Boleslav ne parut pas. Géro, qui avait succédé à Walthard sur le siège de Magdebourg, soutint énergiquement qu'il importait de garder Miecyslav comme garantie de la paix. D'autres seigneurs, peut-être gagnés par le Polonais, exprimèrent un avis contraire, et finalement, pour ne pas fournir lui-même le prétexte à une guerre qui déjà lui paraissait inévitable, Henri remit le jeune prince en liberté, en lui recommandant de veiller au maintien des bonnes relations entre son père et l'empire. Miecyslav fit volontiers une promesse qui ne lui coûtait rien. Mais pour Boleslav, qui voulait la guerre, la captivité infligée à son fils durant plusieurs mois criait vengeance. Maître des deux Luzaces reçues en fief, il les déclara son bien propre et ajouta qu'il allait s'efforcer de l'étendre. C'était la guerre déclarée.

Henri rassembla trois corps d'armée contre son terrible vassal. Il prit directement sous ses ordres celui du centre, composé de troupes levées en Saxe et en Thuringe; le duc Bernhard de Saxe commanda le second, qu'il avait recruté dans le nord de son duché; enfin le duc Othelrich devait arriver par le sud, avec un contingent fourni par la Bavière et la Bohême. Le point de concentration fut indiqué sur la rive droite de l'Oder.

Quand l'empereur atteignit le fleuve, il aperçut

sur la rive opposée, près de Crossen, une armée polonaise commandée par Miecyslav. Avant d'en venir aux mains, il députa vers le jeune prince quelques-uns des seigneurs qui naguère avaient plaidé pour sa libération; ceux-ci lui rappelèrent la foi jurée et le supplièrent de ne pas causer leur ruine en abusant ainsi d'une liberté obtenue par leurs instances. Miecyslav répondit que son devoir lui commandait d'obéir à son père, qu'il était résolu à combattre pour sa patrie, qu'il s'efforcerait toutefois d'amener le duc à donner satisfaction à l'empereur. Après cette tentative infructueuse de conciliation, Henri passa l'Oder, surprit l'armée polonaise à laquelle il infligea des pertes cruelles et campa en maître sur la rive droite du fleuve.

Pendant ce temps, l'armée du sud s'était divisée; le margrave Henri, à la tête des Bavarois, ravageait le territoire ennemi, tandis que les Bohêmes laissés seuls assiégeaient, prenaient et brûlaient Budissin. Quant au duc Bernhard, il se heurta sur l'Oder à Boleslav en personne et crut prudent de ne pas l'attaquer. Il ne traversa le fleuve que quand Boleslav se fut éloigné à la nouvelle de la défaite de son fils. Après avoir dévasté la contrée, il apprit que l'empereur venait de repasser sur la rive gauche de l'Oder, fit de même, et s'en retourna en Saxe sans s'inquiéter autrement du plan de campagne concerté à l'avance. Les deux corps d'armée du nord et du sud opérèrent ainsi isolément, alors qu'en obéissant au mot d'ordre et en faisant leur jonction avec le corps central, ils auraient pu abattre pour longtemps l'insolence du Polonais. Par suite de cette fausse manœuvre, l'effet contraire se produisit, et même

l'empereur faillit succomber dans une catastrophe irréparable.

Pourquoi Henri avait-il repassé l'Oder? Était-il informé que les deux autres corps d'armée n'opéraient pas de concert avec lui? Craignait-il d'être coupé par Boleslav? Manquait-il des ressources nécessaires pour s'engager seul plus avant dans le pays ennemi? On ne saurait le dire. Sans doute, un Turenne se fût glorieusement tiré d'affaire dans ces campagnes, où le chef ne disposait que de faibles effectifs, et où la victoire eût infailliblement couronné l'habileté stratégique unie à la bravoure. Mais Henri n'était pas un Turenne et il n'en avait pas dans son empire. Rejoint et serré de près par le Polonais, avide de vengeance et débarrassé de ses autres adversaires, il se laissa acculer à un marais, non loin du Bober, dans le canton de Diadesisi. Tout semblait perdu sans ressource.

Boleslav envoya alors à Henri l'un de ses prélats, pour lui proposer des conditions de paix naturellement inacceptables. L'empereur retint le négociateur pendant la nuit, et fit en hâte disposer des planches qu'on jeta sur le marais pour en rendre possible la traversée. Puis il renvoya le prélat à Boleslav et chargea l'archevêque de Magdebourg et deux autres seigneurs de conduire prudemment l'armée à travers le marais. Lui-même prit les devants avec une faible escorte, réussit à gagner l'Elbe et ravit ainsi à son adversaire la proie qu'il convoitait le plus. Les Allemands commençaient à passer à travers l'obstacle, quand Boleslav s'aperçut du mouvement et les attaqua par derrière, mettant en danger une partie des bagages. Mais bien-

tôt, par une rapide et habile manœuvre, il tourna le marais, arriva par une forêt obscure jusqu'à l'endroit où les troupes impériales débouchaient de leurs ponts improvisés, et tomba sur elles avec ses Polonais qui poussaient des cris sauvages. Ce fut un lamentable désastre. Deux cents nobles chevaliers restèrent sur place, d'autres furent pris et emmenés en captivité. L'archevêque de Magdebourg et le comte palatin Burchard, quoique blessés, réussirent à s'échapper et coururent porter la triste nouvelle à l'empereur.

Grande fut la douleur du souverain. Il voulait retourner sur ses pas pour donner au moins la sépulture à ses braves. On lui persuada de demander plutôt ce service au vainqueur. Boleslav, heureux de son succès, s'y prêta volontiers.

Les Polonais s'avancèrent ensuite, sous la conduite de Miecyslav, pour assiéger Meissen. Le margrave Hermann disposait de quelques troupes venues de Mersebourg pour défendre la place. Mais trop peu nombreuses pour opposer une sérieuse résistance, elles abandonnèrent les faubourgs et se replièrent à l'abri des remparts, dès que Miecyslav eut passé l'Elbe. Les Polonais mirent le feu aux faubourgs et commencèrent le siège. Par bonheur pour les défenseurs, Miecyslav eut la maladresse d'employer une partie de son armée à piller les environs. Hermann, menacé par les armes et par le feu, appela les femmes à la défense. Celles-ci, se mettant bravement à l'œuvre, jetèrent des pierres sur les assiégeants et, à défaut d'eau, éteignirent le feu avec du fumier.

Cependant la saison s'avançait, une crue de

l'Elbe allait couper la retraite aux Polonais. Miecyslav se décida alors à abandonner l'entreprise et partit sans être poursuivi. Henri se hâta de faire reconstruire les faubourgs de Meissen et de remettre en état les remparts. L'archevêque de Magdebourg, les évêques d'Halberstadt et de Mersebourg, furent chargés de ce soin et eurent également la mission de défendre la place en cas de retour offensif; car Meissen était la citadelle de l'Allemagne sur cette frontière. A la suite de cette campagne, la paix régna provisoirement, grâce à l'épuisement des belligérants.

L'année suivante, Henri fut retenu sur le Rhin et en Bourgogne, tandis que Boleslav poursuivait ses entreprises du côté des Russes. Le Polonais ne laissa pas pourtant de continuer ses intrigues pour arriver à son but. Slave lui-même, il visait à gouverner tous les Slaves, à posséder tout le pays de l'Oder jusqu'à l'Elbe, à conserver toutes ses communications avec la Bohême pour la retenir au moins sous son influence. Afin de réaliser son plan, il se tenait toujours prêt à l'offensive sur la frontière allemande, et quand les circonstances ne lui permettaient pas l'emploi de la force, il recourait à la ruse avec une merveilleuse souplesse. C'est ainsi que, pendant l'absence de l'empereur, il fit des ouvertures pacifiques à l'impératrice Cunégonde, habituellement chargée en pareil cas de veiller à la sécurité de la frontière.

Quand il put revenir à Mersebourg, Henri se hâta de donner réponse aux avances du duc de Pologne. Il lui envoya plusieurs prélats et des seigneurs pour traiter de la paix. Ceux-ci s'avancèrent d'a-

bord jusqu'à la Mulde, où Boleslav ne se trouva pas, puis jusqu'à l'Elster noir, où il ne vint pas davantage. Quatorze jours se perdirent ainsi en vaine attente. Il devenait évident que Boleslav ne songeait qu'à se jouer des négociateurs et à provoquer une nouvelle lutte. Les envoyés retournèrent auprès de l'empereur, jugeant que la manière dont ils avaient été traités équivalait à une déclaration de guerre. On s'y prépara donc. Henri ne voulut pourtant pas la commencer sans tenter encore un accommodement; car cette nouvelle campagne lui répugnait et ses vassaux ne semblaient pas y apporter grand cœur. Mais aucune démarche n'aboutit. Il fallut partir.

Cette fois, le plan de l'empereur consistait à porter la guerre en Silésie, de concert avec les Liutizes et les Bohêmes, qui devaient agir les uns à l'aile gauche, les autres à l'aile droite de l'armée allemande. En août 1017, il s'avança sans obstacle jusqu'à Glogau, et là, trouvant Boleslav devant lui, il défendit aux siens d'engager le combat, malgré les provocations de son adversaire. Il ne tenait pas en effet à prendre sur l'Oder des villes qu'il aurait eu peine à garder ensuite. Il préférait s'établir solidement entre cette rivière et le *Riesengebirge*, ou Chaîne des Géants, qui sert de limite septentrionale à la Bohême. En occupant une place forte dans cette région, il couvrait la Bohême sans en être trop isolé et tenait en respect les Polonais, qui ne pourraient passer l'Oder sans être inquiétés sur leur flanc gauche et menacés de se voir couper la retraite.

La petite ville de Nimptsch lui parut convenir à

la réalisation de son projet. Il envoya donc des troupes en avant pour s'en emparer. Mais Boleslav le devança et, à la faveur de la nuit et des pluies, fit entrer dans la place une forte garnison, si bien que quand trois jours après les Allemands se présentèrent, ils trouvèrent les premiers occupants en bonne position. Un siège en règle s'imposait.

Les deux armées auxiliaires renouvelaient pendant ce temps la faute commise dans la précédente campagne. Les Liutizes s'arrêtaient à ravager les plaines de l'Oder inférieur. Quant aux Bohêmes, ils eurent tout d'abord leurs communications avec l'armée centrale coupées par Miecyslav, qui ensuite porta la dévastation chez eux pour les punir de leur intervention. Il est vrai que quand une partie de la cavalerie de Boleslav voulut recommencer ce pillage, elle trouva en face d'elle le margrave Henri d'Autriche qui, à la tête de ses Bavarois, lui reprit le butin conquis et lui fit perdre près d'un millier d'hommes. Toutefois, l'intérêt de la campagne se concentrait tout entier autour de Nimptsch.

Les assiégés opposaient une forte résistance. L'empereur mit trois semaines à construire des machines pour l'attaque des remparts. Quand on les approcha, les Polonais réussirent à les incendier. Des assauts successifs tentés par les Bohêmes et les Liutizes, qui avaient enfin rejoint l'armée principale, n'aboutirent à rien. La désunion se mit alors dans le camp impérial, chaque seigneur, chaque peuple rejetant sur les autres la responsabilité de l'insuccès; en même temps les maladies se répandirent parmi les assiégeants. Concorde, santé, courage, tout leur manquait à la

fois. L'empereur n'eut plus qu'à lever le siège. Il tenait du moins à ramener dans leur pays les troupes et leur matériel.

C'est sur cette retraite que comptait Boleslav pour renouveler le désastre de Diadesisi. Il occupait Breslau pour arrêter les Allemands au passage, tandis que des partis de Polonais parcouraient le pays entre la Mulde et l'Elbe. L'armée impériale ne pouvait donc s'échapper de Nimptsch en sécurité que par la Chaîne des Géants, dont le versant méridional inclinait vers la Bohême. Les chemins de montagne, il est vrai, présentaient des obstacles presque insurmontables à des troupes déjà démoralisées; mais il n'y avait pas à choisir. L'armée se mit en marche, talonnée par les Polonais. Ceux-ci, plus agiles et d'ailleurs aiguillonnés par le succès, la devancèrent au passage de la montagne, la harcelèrent sans relâche, tuant, faisant des prisonniers, pillant les bagages, en un mot la réduisant presque à rien. Henri arriva à Meissen, vers la fin de septembre 1017, le cœur brisé de chagrin, avec les misérables débris de son armée. Dieu semble prendre soin de préserver ses saints, de leur vivant, de toute gloire humaine et surtout de la gloire militaire. Saint Louis en fera l'expérience à son tour quand, deux cent cinquante ans plus tard, il verra sa vaillante armée battue par les Sarrazins d'Égypte, décimée par la peste, prisonnière et réduite à l'impuissance.

Cette malheureuse campagne mit définitivement un terme aux hostilités entre Henri et Boleslav. Si la victoire n'avait pas favorisé l'empereur, elle ne rassura pas le duc de Pologne sur la sécurité

de ses frontières. Il comprit d'ailleurs que pour agir efficacement du côté des Russes, moins organisés et moins aptes à la résistance que les Allemands, il ne fallait pas laisser de questions en perpétuel litige entre lui et ses voisins de l'ouest. Lui-même le premier parla de paix. Henri accepta la proposition.

Le 30 janvier 1018, ses représentants terminèrent les négociations et signèrent le traité dans la ville de Budissin. Des otages furent échangés en garantie de la bonne foi commune. Les clauses de l'accommodement ne nous sont point connues. L'historien Thietmar se contente d'écrire que l'on obtint « non ce qui aurait convenu, mais ce qui était alors possible. » C'est dire que les Polonais y trouvèrent leur avantage, comme il fallait bien s'y attendre après leurs succès dans les deux dernières campagnes.

Il serait injuste de faire peser sur Henri la responsabilité de ce dénouement. On se rappelle le désarroi dans lequel l'administration d'Otton III avait laissé la défense du royaume. Ayant à remettre en état une situation compromise, Henri trouva en face de lui un adversaire de premier ordre, tel que n'en avaient pas rencontré ses prédécesseurs. Boleslav, habile politique et brave guerrier, sachant attendre avec patience et agir avec décision, expert dans toutes les intrigues, préparant ses coups de loin et ne se laissant jamais arrêter par des scrupules de conscience quand il trouvait avantage à tromper et à trahir ses serments, harcela les Allemands avec tant de persévérance, pendant plus de quinze ans, qu'il finit

par décourager la plupart des seigneurs de l'empire et les amena à ne plus apporter à Henri qu'un concours à contre cœur, maladroit, inefficace, précurseur de la défaite.

La tâche devint incomparablement plus aisée pour Conrad, successeur de l'empereur Henri, quand Boleslav eut disparu de la scène pour laisser la Pologne aux mains de son fils, dont le savoir-faire était loin d'égaler celui du père. Miecyslav se maria bientôt après avec Richeza, fille du comte palatin Ezzo et de Mathilde, sœur d'Otton III. Les ducs de Pologne purent dès lors se vanter d'avoir fait couler dans leurs veines le sang des empereurs allemands, et ils commencèrent à prendre le titre de rois.

CHAPITRE VII

BOURGOGNE ET ITALIE

C'est à partir de l'année 1016 que l'attention de l'empereur Henri eut à se porter du côté de la Bourgogne.

Dans ce royaume, dont Arles était la capitale, l'autorité royale ne comptait pour ainsi dire plus, en face de l'arrogance des seigneurs. Conrad, frère de l'impératrice Adelaïde qui avait épousé Otton le Grand, et père de Gisèle qui fut la mère de saint Henri, occupa le trône de Bourgogne pendant cinquante-sept ans, exerçant avec une complète nonchalance un pouvoir presque nominal. Les vassaux vivaient indépendants et maîtres absolus dans leurs domaines. En 993, Conrad laissa la couronne à son fils Rodolphe III, héritier de l'inertie paternelle, et dont les qualités, si tant est qu'il en ait eu de sérieuses, furent paralysées par l'attitude rebelle des seigneurs. Il essaya bien un moment de relever la tête, sentant le besoin d'assurer à son titre les ressources et l'autorité qui lui faisaient défaut. Il ne réussit qu'à susciter contre lui une hostilité générale. On le chassait même du royaume sans l'intervention de l'impératrice Adelaïde. Dans le

même temps, le roi Robert de France, déjà maître du duché de Bourgogne, qui avait Dijon pour capitale et s'arrêtait au cours de la Saône, devenait un voisin inquiétant pour le royaume du même nom. Le malheureux Rodolphe se décida alors à réclamer le secours de son parent l'empereur d'Allemagne.

Craignant de trop s'éloigner de son royaume en allant trouver Henri à Bamberg, il demanda que l'entrevue eût lieu à Strasbourg. Là, Rodolphe se mit sous la protection de l'empereur, le reconnut pour suzerain et s'engagea à ne rien entreprendre d'important sans son agrément. Puis il s'en retourna comblé de présents.

Sans plus tarder, Henri fit acte d'autorité en Bourgogne. Il nomma un évêque et rappela au plus puissant seigneur bourguignon, le comte Otton Guillaume, les devoirs qu'il avait désormais à remplir envers lui. Mais l'orgueilleux comte n'entendait subir la domination de personne. Il chassa brutalement l'évêque que l'empereur avait nommé et souleva contre le nouveau suzerain tous les seigneurs du royaume, alléguant que Rodolphe n'avait aucun droit pour disposer de sa couronne, surtout en faveur d'un souverain étranger dont ils ne voulaient pas, que s'il trouvait le fardeau trop lourd, il n'avait qu'à le céder à un plus fort. Dans le fond, les seigneurs tenaient à ne rien perdre de ce qu'ils usurpaient sur la couronne depuis trois générations; le comte Guillaume n'eût même pas été fâché de saisir cette couronne, quitte à en revendiquer les droits contre les seigneurs qui se soulevaient maintenant avec lui

Rodolphe était sans enfants. Sa femme, Irmengarde, avait eu deux fils d'un premier mariage, mais ceux-ci ne pouvaient hériter du trône. Il se trouvait donc qu'à défaut d'héritiers directs, Henri possédait des droits sur la succession de Bourgogne par sa mère Gisèle, qui le rendait petit-fils du roi Conrad. Peut-être était-il hanté en même temps par le mirage de cet empire de Charlemagne que les empereurs d'Allemagne rêvaient de ressusciter, et dont la Bourgogne faisait partie intégrante au même titre que l'Allemagne et l'Italie. Il n'hésita donc pas à intervenir, tant pour sauvegarder ses droits éventuels que pour protéger efficacement le malheureux prince qui s'était mis sous sa tutelle. Il descendit du côté de Bâle, la ville la plus septentrionale de la Bourgogne, y tint des assemblées de seigneurs qui lui jurèrent fidélité, et exerça sur les territoires des opposants les ravages habituels à ces sortes de campagnes. Les comtes bourguignons n'osaient l'affronter en dehors de leurs villes, lui-même ne pouvait les attaquer derrière leurs remparts, à cause de la faiblesse de son armée. Après deux mois de courses militaires dans le nord du royaume, il rentra en Allemagne sans résultat décisif.

Cette démonstration produisit néanmoins un effet sur lequel Henri ne comptait pas. Les seigneurs bourguignons, craignant qu'il ne revînt bientôt à la tête d'une armée plus puissante, se rapprochèrent de leur roi et s'engagèrent à lui rester soumis, s'il consentait à rompre le traité conclu avec l'empereur. Rodolphe se laissa persuader. Il fit savoir à celui qu'il venait de choisir

pour suzerain que la bonne harmonie rétablie entre lui et ses vassaux lui permettait désormais de se passer de son assistance. Henri n'eut pas lieu d'être satisfait de ce dénouement. Mais il garda le silence, et la dernière campagne contre Boleslav le rappela bientôt dans le nord.

Or voici qu'en février 1018, Rodolphe plus à plaindre que jamais arriva à Mayence avec sa femme et quelques compagnons, et demanda en grâce à Henri de renouveler le traité de Strasbourg. Une sérieuse intervention armée en devait être la conséquence. Henri se décida. Après avoir assisté à la consécration de la cathédrale de Saint-Pierre, à Worms, il partit pour Bâle sur la fin de juin, avec des troupes malheureusement trop peu nombreuses encore.

Pour la seconde fois, Rodolphe se déroba. Henri ne prit pas ce manquement de parole avec autant de patience que deux ans auparavant. D'après certains chroniqueurs de l'époque, il aurait cette fois tourné ses armes contre son oncle par trop versatile et se serait avancé jusqu'au Rhône. Mais les renseignements sur cette campagne font défaut. Le succès ne dut pas être brillant, car on vit Henri redescendre le Rhin tout attristé de la perte inutile d'un assez grand nombre de ses plus dévoués serviteurs. Il passa par Zurich et alla se consoler dans le monastère d'Einsiedeln, qu'il dota de nouveaux domaines dans le Brisgau. Il assista ensuite à la consécration de la cathédrale de Bâle et fit don à la nouvelle église de précieuses reliques, d'objets de grande valeur, en particulier d'une table d'autel en or, comme celle que le roi Robert de France

avait donnée naguère au monastère de Saint-Aignan, à Orléans. A la cérémonie assistaient, avec l'archevêque de Trèves, les évêques de Strasbourg, de Constance, de Genève et de Lausanne, ces derniers témoignant, malgré l'absence de l'archevêque de Besançon, que l'empereur Henri avait encore des sympathies dans le royaume de Bourgogne.

Henri ne tenta plus rien personnellement dans ce pays. Mais deux ans plus tard, l'un de ses meilleurs amis, Verinher, évêque de Strasbourg, y fit une expédition avec quelques seigneurs allemands, et obtint des Bourguignons la reconnaissance formelle du traité conclu précédemment. On commença dès lors en Bourgogne à dater les années du règne de l'empereur. Quant à l'autorité de Rodolphe, elle n'eut pas plus à perdre à ce changement que celle du suzerain n'eut à gagner. Toutes choses se maintinrent dans leur état antérieur, le roi aussi effacé, les seigneurs aussi indépendants, le peuple aussi indifférent au nom de celui qui portait le titre de souverain.

Vers l'époque de son retour de Bourgogne, Henri eut la joie de rétablir la concorde entre les seigneurs des bords du Rhin, et en particulier d'obtenir la soumission complète des deux frères de l'impératrice, Théodéric, l'évêque de Metz, et Henri, l'ancien duc de Bavière. Il consentit à ce que ce dernier fût réintégré dans son duché. Cunégonde tint à reconduire elle-même son frère à Ratisbonne et à lui faire les honneurs de sa capitale. A la suite d'une grave maladie, cette pieuse impératrice avait fait vœu de construire un monastère, et elle venait de le fonder dans son domaine

de la Hesse, sous le nom de Kaufungen. Elle y mit des religieuses assujetties à la règle bénédictine. Henri voulut s'associer à cette fondation, en augmenta la dotation « pour le salut de son âme, de celle de son épouse, et la rémission de toutes ses fautes », et l'attribua à la juridiction de l'archevêque de Mayence, tout en se réservant pour lui et pour ses successeurs le droit de donner l'investiture à l'abbesse. La première élue fut Oda, nièce ou parente de l'impératrice. Kaufungen devint comme le Bamberg de sainte Cunégonde.

Malgré la soumission de ses beaux-frères, Henri eut encore à déplorer ou à réprimer d'autres révoltes partielles sur différents points de l'empire. Ainsi, à la suite d'un démêlé de vieille date, le duc de Basse-Lorraine, Gottfried, et Gérard, comte d'Alsace, entreprirent l'un contre l'autre une véritable guerre, en profitant de l'éloignement de l'empereur. Ils en vinrent aux mains avec tous les vassaux à leurs ordres, et la bataille qu'ils se livrèrent coûta la vie à plus de trois cents hommes du côté de Gérard, qui prit la fuite, et à trente vassaux de Gottfried. Au nombre des blessés fut un neveu de Gérard, Conrad, qui devait succéder à l'empereur Henri.

Peu de temps après, un jeune seigneur, audacieux et sans trop de scrupules, Dietrich, fils de cet Arnulf, comte de la Frise orientale et beau-frère de Cunégonde, qui avait péri sous les coups des Frisons, s'empara d'une île formée par le rapprochement du Rhin et de la Meuse, non loin de leur embouchure. Cette île, occupée par des marais et par la forêt de Merwede, ne pouvait guère servir

qu'à la pêche et à la chasse. Dietrich y construisit une espèce de forteresse qui devint, croit-on, le noyau de Dordrecht. Puis appelant autour de lui quantité de Frisons, pauvres gens ou brigands qui réclamaient un protecteur ou un chef, il se mit à leur tête pour rançonner les marchands qui descendaient ou remontaient le cours du fleuve et commettre toutes sortes de rapines dans les environs. Sur la plainte des voisins, particulièrement des archevêques de Trèves et de Cologne, l'empereur, qui assistait alors avec eux à un synode à Nimègue, en avril 1018, chargea l'évêque d'Utrecht, Adalbold, dont Dietrich était d'ailleurs le vassal, d'anéantir la forteresse par le feu et de rendre l'île à ses propriétaires primitifs.

Cet évêque d'Utrecht, qui succéda en 1010 à saint Ansfried, était un savant et un lettré. Il a laissé des écrits sur la géométrie et sur la musique, et une chronique sur la vie de saint Henri, qui contient les plus intéressants détails, mais n'embrasse malheureusement que quelques années. Adalbold savait d'ailleurs quitter la plume pour l'épée, quand le devoir de sa charge l'y obligeait.

Quand Dietrich apprit ce qui le menaçait, il entra en fureur, appela les Frisons à son aide et se prépara à une résistance acharnée. Adalbold arriva bientôt avec ses troupes, auxquelles l'empereur avait adjoint celles du duc Gottfried de Basse-Lorraine et des évêques de Liège et de Cambrai. A peine les assaillants furent-ils débarqués dans l'île que Dietrich, débouchant sur eux avec ses Frisons de tous les points de la forêt, les culbuta dans le fleuve. Trois mille hommes périrent, atteints par le feu

ou engloutis dans les flots. L'évêque d'Utrecht eut peine à échapper dans un canot et le duc Gottfried resta prisonnier.

Après ce coup de fortune, les Frisons se répandirent dans tous les environs et y exercèrent à leur aise le brigandage. Que faire pour remettre à la raison un bandit comme Dietrich? On ne put que négocier avec lui et reconnaître officiellement la situation qu'il s'était faite. A ce prix, le duc Gottfried recouvra sa liberté.

Enfin, en Saxe même, le duc Bernhard créait à Henri de graves difficultés. Homme dur et violent, il traitait avec la dernière rigueur les Slaves de son gouvernement, au point de leur faire prendre en haine la religion à laquelle on s'efforçait de les convertir. Il amena ainsi une coalition dangereuse des Liutizes et des Abodrites, peuplades du nord de la Saxe. Puis, avec l'esprit de révolte qui l'animait, il refusa de marcher contre eux pour les faire rentrer dans le devoir. Les Slaves profitèrent de cette inaction du duc pour se soulever en masse. Au nom de l'indépendance qu'ils revendiquaient, au nom de leur religion nationale qu'ils prétendaient défendre, ils se répandirent dans tout le pays au nord de l'Elbe et s'y livrèrent à d'épouvantables atrocités. Ils s'appliquèrent avec un spécial acharnement à détruire les églises, à massacrer les prêtres et à effacer toute trace de christianisme.

Bernhard ne pouvait se dissimuler la grave responsabilité que ces horribles excès lui faisaient encourir. Il se repentit. L'impératrice Cunégonde et l'archevêque de Brême, Unwan, intervinrent en sa faveur. Rentré en grâce avec Henri, le duc de

Saxe tourna enfin ses armes contre les Slaves révoltés, les fit revenir au devoir et les obligea à réparer, autant du moins qu'il fut possible, les désastres qu'ils avaient causés. Cette affaire ne se termina qu'en 1020.

Ces révoltes de seigneurs, ces luttes qu'ils engageaient entre eux et dont nous n'avons enregistré que les principaux exemples, dénotaient dans la constitution du royaume allemand un vice d'organisation assez grave. Les duchés et comtés qui le composaient formaient plutôt une sorte de confédération qu'un État véritable. Le lien qui unissait entre elles toutes ces provinces était trop lâche et trop faible pour maintenir une puissante unité. Chaque seigneur agissait dans son domaine avec une indépendance presque entière, partant en guerre ou restant inactif à peu près selon son bon plaisir, et ne relevant du pouvoir central que dans la mesure de sa propre faiblesse. Il en était à peu près de même, il est vrai, en France, en Bourgogne et en Italie. Mais en Allemagne ce vice d'organisation se compliquait d'un autre mal. Le seigneur que l'élection appelait au trône abandonnait par le fait même le commandemant de son duché. C'est ainsi qu'en devenant roi d'Allemagne, Henri avait dû se dessaisir de son duché de Bavière. Il s'ensuivait que le souverain, ayant à commander à tous, n'avait aucune force particulière sous la main pour se faire obéir. Voulait-il réduire un seigneur récalcitrant? Il lui fallait en appeler tout d'abord au bon vouloir des seigneurs voisins; pour entreprendre une guerre, il était forcé de s'en remettre au zèle de ses vassaux, qui d'ailleurs, nous l'avons plu-

sieurs fois constaté, exécutaient plus ou moins fidèlement ses ordres. Il est vrai que le pouvoir central tirait une certaine force du caractère du souverain qui l'exerçait, du besoin que la plupart des seigneurs avaient de la faveur du prince pour arriver aux dignités, et aussi de la conscience qu'un bon nombre apportaient à l'accomplissement de leur devoir. Néanmoins, même sous un prince comme Henri, les graves inconvénients d'un pareil système demeuraient très sensibles. Il aurait fallu un Louis XI pour asseoir l'autorité royale sur des bases solides. Mais, en Europe, le temps n'en était pas encore venu.

Depuis la mort d'Arduin, le pouvoir de l'empereur Henri était reconnu sans contestation sérieuse en Italie. Le pape Benoît VIII s'employait avec activité à la réforme de l'Église et à la défense du pays. Mais les Sarrasins commençaient à faire des incursions sur les côtes. Benoît réunit un armée et leur infligea une sérieuse défaite en Toscane. L'émir qui commandait les envahisseurs échappa; furieux de la résistance qu'il avait rencontrée et des pertes subies par son armée, il envoya au pape un sac plein de châtaignes, en promettant de revenir l'été suivant avec autant de soldats. Benoît fit passer à l'émir un petit sac de grains de millet, et lui fit dire qu'il trouverait autant d'hommes pour l'accueillir à son retour. Ce pape énergique tint un concile à Pavie, en 1018, pour formuler des règles sévères contre les prêtres et les clercs qui transgressaient alors en trop grand nombre la loi ecclésiastique du célibat. L'année suivante, dans un synode convoqué à Goslar, en Saxe orientale, Henri

qui avait la réforme de l'Église autant à cœur que le pape lui-même, érigea en lois d'État les canons disciplinaires de Pavie.

Plus encore que les Sarrazins, les Grecs apportaient au pape Benoît un grave sujet d'inquiétude. Les empereurs d'Orient occupaient encore la Pouille et la Calabre, d'où ils essayaient de tirer, à force d'exactions, toutes les ressources possibles. Un homme influent de Bari, Mélus, s'efforçait en vain de soulever les populations contre le joug des Grecs, quand des Normands, venus en Italie pour faire leurs dévotions à saint Michel du mont Gargan, acceptèrent de prendre les armes pour sa cause. Il s'ensuivit une bataille près de Cannes, où ils périrent presque tous, en octobre 1019. Loin de se décourager, Mélus courut en Allemagne pour y demander du secours. Pendant ce temps, les Grecs profitèrent de leur victoire pour avancer. Le gouverneur de Capoue, Pandolf, se rendit et envoya les clefs d'or de sa ville à l'empereur de Constantinople. Dès lors les Grecs commencèrent à tourner leurs regards du côté de Rome.

Le pape Benoît prit aussitôt son parti. Le 14 avril 1020, il était aux portes de Bamberg. Henri avait fait de magnifiques préparatifs pour le recevoir. Il l'attendait devant la cathédrale et l'y introduisit en le prenant par la main. Le pape s'agenouilla devant les trois principaux autels, prit place au trône épiscopal et donna le baiser fraternel à l'empereur. Comme on était au jeudi-saint, il tint à célébrer pontificalement les offices de ce jour et des trois jours suivants. Puis on traita d'affaires. La question italienne occupa naturellement la première

place dans les délibérations. Toutes les assurances de protection furent données au pontife. Mélus était au comble de ses vœux, quand subitement, le 23 avril, il mourut à Bamberg même. Henri lui fit préparer un tombeau dans l'église.

Le dimanche 24 avril, le pape consacra solennellement l'église de la collégiale fondée en l'honneur de Saint-Étienne et l'enrichit d'un grand nombre de reliques. A la requête de l'empereur, il proclama à nouveau l'évêché de Bamberg exempt de toute juridiction séculière et ne relevant que de l'Église romaine, et il accorda à l'évêque de ce siège l'usage du pallium à perpétuité. Le pape et l'empereur allèrent ensuite à Fulda, où Benoît célébra la messe à l'autel de saint Boniface. L'abbaye de Fulda dépendait directement de la juridiction romaine. Les liens qui l'unissaient au Saint-Siège furent alors rendus plus étroits. Du reste le voyage du pape contribua notablement à la reconnaissance de ses droits sur les églises et les monastères d'Allemagne. Henri n'était pas pour contredire à une consolidation, ni même à une extension de la juridiction papale dans le royaume. Il entra avec Benoît VIII dans une intimité que rien ne put altérer de leur vivant. Il prit congé de lui à Fulda, en attendant l'occasion de le retrouver bientôt en Italie.

Cependant l'empereur tarda encore dix-huit mois avant de partir, ne voulant entreprendre une campagne que dans les meilleures conditions de succès. Aux derniers jours de cette année 1020, pendant les fêtes de Noël, nous le trouvons près de Cologne, assiégeant dans son château de Hammerstein le comte Otton. Celui-ci s'était marié avec Irmen-

garde, sa parente à un degré prohibé par les lois ecclésiastiques et civiles. Bien qu'il eût encouru l'excommunication pour cette transgression, le comte refusait de se soumettre, et l'on comprend que pour obtenir de tous l'obéissance aux lois, Henri devait commencer par en imposer le respect aux grands du royaume.

Or, l'archevêque Héribert, malgré la proximité de Cologne, n'était pas venu rejoindre l'empereur avec ses troupes. On se souvient que ce saint prélat, malgré le malentendu qui lui avait aliéné l'esprit du prince depuis le début du règne, ne s'était jamais départi du scrupuleux accomplissement de ses devoirs. On l'avait vu aux côtés de son souverain dans toutes les circonstances qui réclamaient sa présence, particulièrement à Pavie pendant la terrible émeute qui suivit le couronnement, et à Bamberg, quand il fallut amener à composition l'évêque Henri de Wurtzbourg. L'archevêque, paraît-il, était alors malade. Henri ne voulut voir dans cette maladie qu'un prétexte. « Qu'il dédaigne de venir ou qu'il soit malade, dit-il, j'irai le visiter. »

Le lendemain de son arrivée à Cologne, l'empereur prit place à son trône et, d'un air sévère, invita l'archevêque à racheter sa désobéissance par une forte amende. Le procédé était dur, il faut l'avouer, et bien propre à entretenir dans l'esprit d'Héribert cette idée que l'empereur cherchait à dessein les occasions de lui être désagréable. L'archevêque s'approcha alors du trône, les larmes aux yeux, et s'expliqua : il n'était coupable d'aucune faute envers son maître et personne ne pouvait le convaincre de félonie; mais il se sentait fa-

tigué des incessantes accusations portées contre lui et préférait quitter son siège afin de terminer sa vie en repos.

L'accent de sincérité et la visible douleur avec lesquels s'exprimait Héribert éclairèrent subitement l'empereur. Henri se leva, embrassa l'archevêque, avoua qu'il avait été injuste envers lui et demanda pardon. Un triple baiser de paix scella l'œuvre de la réconciliation mutuelle. Un biographe de l'archevêque Héribert suppose que, la nuit précédente, l'empereur avait vu saint Pierre, patron de Cologne, lui apparaître en songe pour lui reprocher sa rancune. S'il en eût été ainsi, Henri aurait modifié ses dispositions même avant d'entendre les explications du prélat. En réalité, bien que nous soyons en face de deux saints, nous pouvons imaginer avec quelque raison que la mésintelligence initiale fut entretenue involontairement par une certaine raideur de la part de l'archevêque et par un sentiment d'antipathie trop humaine du côté du prince. Une franche explication rapprocha les cœurs, et si Héribert sut faire valoir son innocence, Henri se grandit lui-même en reconnaissant publiquement ses torts.

Il alla plus loin. Le lendemain matin, après l'office des matines, l'archevêque prolongeait sa prière dans l'oratoire de Saint-Jean, quand l'empereur parut et renouvela les témoignages de réconciliation de la veille. Il se jeta aux pieds du prélat et demanda de nouveau pardon de son erreur involontaire. Le saint réparait ainsi la faute de l'homme. Héribert le releva et lui annonça qu'ils ne se reverraient plus sur la terre. Puis ils se séparèrent.

Quelques mois après, Héribert, en cours de visite pastorale, voyageait en bateau sur le Rhin, quand une fièvre violente le saisit. Il se fit aussitôt administrer et reconduire à Cologne. De son lit de mort, il voulut être porté encore une fois dans sa cathédrale pour y faire une dernière prière. Il mourut le 16 mars 1021, après avoir partagé ses biens entre ses serviteurs et les pauvres de la ville. On l'inhuma dans le monastère qu'il avait fondé à Deutz, sur la rive droite du Rhin. A la suite des miracles opérés à son tombeau, l'Église le mit aux rang des saints. Henri fit élire à sa place Pilgrim, issu d'une noble famille de Bavière et déjà son représentant comme chancelier en Italie. Le choix fut heureux et ne souleva aucune opposition, bien que tout d'abord on eût préféré quelqu'un du pays.

Nommons aussi saint Wolbodon, que l'Église honore le 21 avril. D'abord écolâtre et prévôt du chapitre d'Utrecht, il fut proposé par Henri à l'évêché de Liège et sacré par Héribert; de là son affection et sa reconnaissance envers les deux saints, à la réconciliation desquels il s'intéressa très vivement. Après quatre ans d'épiscopat, heureusement employés à faire le bien et à introduire la réforme dans les monastères de son diocèse, saint Wolbodon mourut prématurément. Fidèle à son principe de ne promouvoir aux charges que les plus dignes, Henri lui fit donner pour successeur, malgré son humble naissance, Durand, qui avait enseigné avec succès à Bamberg et devint un savant et vertueux prélat.

C'est seulement vers le milieu de novembre 1021 que l'empereur partit d'Augsbourg pour faire hon-

neur à l'engagement contracté envers le pape Benoît VIII. Cette date avait sans doute était choisie pour permettre de terminer la campagne dans le sud de l'Italie avant les grandes chaleurs de l'été. A la tête d'une armée recrutée en Souabe, en Bavière et en Lorraine, Henri passa le Brenner malgré l'hiver et le 6 décembre entra à Vérone. Poppo, patriarche d'Aquilée, Aribert, archevêque de Milan, d'autres évêques et comtes lombards vinrent l'y rejoindre avec leurs troupes qui constituèrent au total une armée imposante.

Après les fêtes de Noël, célébrées à Ravenne, Henri divisa son armée en trois corps. Le premier, sous les ordres du patriarche d'Aquilée, devait s'avancer à travers la marche de Camérino. Le second, plus nombreux et commandé par l'archevêque de Cologne, Pilgrim, avait à passer à travers le territoire romain pour opérer contre Pandolf, prince de Capoue, et son frère Aténulf, abbé du Mont-Cassin, qui avait lui aussi donné la main aux ennemis. Ces chefs des deux premiers corps connaissaient le pays, l'un par sa résidence habituelle, l'autre grâce au séjour qu'il y avait fait en qualité de chancelier impérial. Avec le reste des troupes, dont l'effectif dépassait celui des deux premiers corps réunis, l'empereur longea la côte de l'Adriatique jusqu'à l'ouest de Bénévent. En route il fut rejoint par l'armée de Poppo qui n'avait pas eu à combattre, parce qu'à son apparition tous les seigneurs avaient fait acte de soumission à l'autorité impériale. Le pape vint aussi rejoindre l'empereur. Tous deux entrèrent à Bénévent le 3 mars 1022, et l'on s'y reposa jusqu'en avril.

Quant à l'archevêque Pilgrim, il marcha tout droit sur le Mont-Cassin. L'abbé Aténulf avait trop conscience de la félonie dont il s'était rendu coupable en pactisant avec les Grecs, pour espérer son pardon. Disposant de forces trop restreintes pour résister les armes à la main, il prit le parti de fuir, gagna Otrante, s'embarqua pour Constantinople et périt misérablement en mer avec ses compagnons. Pilgrim se tourna alors contre Pandolf de Capoue. Celui-ci voulait combattre. Mais les habitants de la ville, qui ne partageaient pas ses sympathies pour les Grecs, murmurèrent et manifestèrent l'intention de faire cause commune avec les troupes allemandes. Pandolf fut forcé de se rendre à l'archevêque qui le retint sous bonne garde. Pilgrim s'avança ensuite contre Salerne, ville forte et bien défendue, qui supporta quarante jours de siège. A la fin, le prince de la ville, Waimar, se soumit et livra son fils en otage. Le prince de Naples ne tarda pas à en faire autant. L'archevêque de Cologne put alors conduire à l'empereur une armée victorieuse.

Henri avait commencé le siège de Troie, place forte située à la limite de la principauté de Bénévent et de l'Apulie. Une nombreuse garnison de troupes grecques défendait la ville et opposait une résistance d'autant plus courageuse qu'elle attendait, dans le cours de l'été, l'arrivée de l'empereur Basile avec une puissante armée de secours. Le siège commencé en avril se poursuivait régulièrement. Avec leur jactance accoutumée, les Grecs se promettaient d'humilier l'empereur allemand et de le réduire à baiser les pieds de Basile.

Bien commandés et vaillants à la défense, ils réussirent à mettre le feu aux machines des assiégeants. Les opérations traînèrent dès lors en longueur, sans aucun engagement décisif, Henri étant bien résolu à tous les efforts pour s'emparer de la place, et les Grecs comptant toujours sur l'arrivée de l'armée de Constantinople. Ce fut celle de Pilgrim qui parut et renforça d'autant les assiégeants. L'empereur fit dresser d'autres machines à l'abri de l'incendie et poussa le siège avec plus de vigueur.

Les Grecs perdirent aussitôt leur fierté et songèrent à se rendre. Un matin, sous la conduite d'un moine qui portait une croix, les enfants de la cité assiégée arrivèrent en procession jusqu'au camp allemand et s'approchèrent de la tente impériale, en chantant des psaumes et en criant grâce. Henri, irrité de la conduite des Grecs et voulant faire un exemple qui leur servît de leçon, s'était promis de raser la ville après l'avoir prise. Il répondit donc aux supplications : « Dieu qui connaît les cœurs sait bien que les meurtriers de ces enfants, ce sont leurs pères et non pas moi. » Et bien qu'ému jusqu'aux larmes, il renvoya la députation enfantine sans rien accorder. Puis il réfléchit : la résistance des assiégés avait déjà infligé des pertes sensibles à son armée, et d'ailleurs approchait la saison que les gens du nord n'affrontaient pas impunément dans le sud de l'Italie; ses troupes commençaient même à subir les funestes effets du climat.

Aussi le lendemain, quand les enfants renouvelèrent leur touchante démonstration, Henri ne refoula plus la pitié au fond de son cœur. Il fut convenu que les assiégés, dont la résistance durait

depuis près de trois mois, démoliraient les murs de leur ville du côté où se dressaient les machines de guerre allemandes. Quand ce fut fait, il promit la vie sauve aux défenseurs. Jugeant même que l'honneur de ses armes pouvait être satisfait à ce compte, il autorisa ensuite la reconstruction des murailles démolies. Ce fut une faute. Plus tard, les habitants de Troie purent se vanter d'avoir conservé leur ville intacte; il se trouva même un écrivain grec pour les louer de leur constante fidélité envers l'empereur de Constantinople, malgré tous les efforts de l'armée allemande. De fait, deux ans après leur capitulation, ils s'appliquèrent à mériter cet éloge en retournant au parti des Grecs.

Henri se hâta de mettre ordre aux affaires de l'Italie méridionale, afin de soustraire son armée aux chaleurs de l'été. Pandolf de Capoue, coupable d'avoir introduit les ennemis dans sa principauté, fut condamné à mort. Cependant, à la requête de Pilgrim qui lui avait promis la vie sauve, l'empereur se contenta de le faire enchaîner pour l'emmener avec lui en Allemagne. Waimar, prince de Salerne, fut rétabli dans son gouvernement, son fils reçu en otage et confié à la garde du pape.

A la fin de juin, Henri et Benoît VIII partirent de Capoue pour le Mont-Cassin, où il s'agissait de faire procéder à l'élection d'un abbé à la place d'Aténulf. Les religieux, assemblés pour faire ce choix, portèrent leurs voix sur un vieillard, du nom de Jean, qui avait déjà été à la tête de l'abbaye en 997, et s'était ensuite retiré dans une solitude voisine pour y terminer ses jours en paix. L'élection d'un vieillard, déjà hors d'état de gouverner vingt

ans auparavant, ne pouvait être du goût de l'empereur, auquel n'échappa point le désir qu'avaient les moines de se soustraire à la tutelle d'une main trop ferme. Il dit donc au nouvel élu : « Serviteur de Dieu, retournez-vous-en prier pour vous et pour nous; une telle charge ne convient pas à votre âge. »

Henri présenta son candidat. C'était Théobald, qui jadis élevé au Mont-Cassin, avait entrepris un voyage en Terre Sainte, pour revenir ensuite au monastère et y exercer les fonctions de prévôt. Pieux, zélé, instruit, il venait de produire une profonde impression sur l'empereur pendant la campagne précédente. Parmi les religieux, presque tous les plus anciens et les plus qualifiés se levèrent en sa faveur; les plus jeunes restèrent assis. Henri déclara qu'en pareille occurence il était juste de s'en tenir à l'avis des plus anciens et des plus dignes, et qu'il convenait aux plus jeunes de déférer au sentiment de leurs aînés. Les opposants n'osèrent résister davantage. Théobald fut élu par toute l'assemblée et, le lendemain 29 juin, le pape lui donna lui-même la consécration abbatiale. Le gouvernement de Théobald justifia hautement la confiance qu'on avait mise en lui.

L'empereur profita de sa présence au Mont-Cassin pour en étendre les domaines et en confirmer toutes les immunités. Il prétendait par là manifester son grand amour pour saint Benoît, qu'il vénérait depuis son enfance, et par lequel, disait-il, il avait été affermi dans son royaume et souvent guéri de ses maladies.

Un chroniqueur anonyme raconte qu'à ce mo-

ment Henri souffrait de la pierre et qu'il avait employé sans succès tous les remèdes pour guérir son mal. Or, comme on prétendait que les reliques de saint Benoît n'étaient plus au Mont-Cassin, l'auguste pèlerin doutait lui-même de leur présence. Saint Benoît se serait alors montré à Henri pendant la nuit pour lui certifier que ses ossements n'avaient pas été enlevés du monastère, et, en témoignage de cette assertion, il aurait miraculeusement guéri le malade.

Il est certain que quand l'abbaye fut ruinée par les Lombards, en 580, les restes de saint Benoît demeurèrent ensevelis sous les décombres. La restauration du monastère n'eut lieu que sous le pape saint Grégoire II, entre 715 et 731. Mais dans l'intervalle, probablement en 672, les bénédictins français profitèrent de l'abandon du Mont-Cassin pour aller en retirer les restes du saint patriarche. Saint Mommole, abbé de Fleury-sur-Loire, chargea de cette mission le moine Aigulphe, qui s'en acquitta heureusement. Depuis cette époque les reliques du saint ont été conservées à Fleury ou Saint-Benoît sur-Loire, où elles sont encore. Vers 753, quelques fragments furent rendus au Mont-Cassin. Les moines italiens, désolés de ne plus posséder qu'une faible partie du trésor primitif, cherchèrent à faire croire que les Français leur avaient rendu le corps tout entier. A dater du onzième siècle, des chroniqueurs du Mont-Cassin écrivirent dans ce sens. La vision attribuée à saint Henri, dans un récit anonyme, n'a été imaginée, selon toute apparence, que pour accréditer l'opinion qu'on cherchait à propager. De pareilles supercheries historiques ont

semblé longtemps de bonne guerre; la gloire des saints n'a rien à y gagner.

Ce qui est absolument incontestable, c'est que saint Henri eut toujours la plus grande dévotion envers l'illustre patriarche de la vie monastique, dont les fils l'avaient élevé. Il pouvait donc, dans ce lieu sanctifié par le séjour de l'homme de Dieu, rappeler avec gratitude les nombreux bienfaits dont il lui était redevable, même dans l'ordre temporel.

La saison s'opposait à ce que l'empereur entreprît de nouvelles opérations militaires en Italie. Du reste, le résultat désiré était obtenu; la défaite essuyée par les Grecs et l'attitude des seigneurs mis à la tête des principautés italiennes fermaient définitivement le chemin de Rome aux représentants de l'empereur d'Orient. Le service rendu à l'Église en cette circonstance fut d'une incalculable portée. Que serait devenu le centre de la chrétienté aux mains des orgueilleux schismatiques de Constantinople? La puissance occidentale qui, avec Henri, intervenait pour protéger Rome, devait bientôt, il est vrai, faire courir à l'indépendance de l'Église les plus redoutables dangers. Pour le moment du moins, elle se montrait pleine de déférence. La protection dont elle couvrait le Pontife romain et les institutions ecclésiastiques apparaissait comme un véritable bienfait de la Providence, dans une Italie fractionnée en une multitude de seigneuries rivales, en proie à une instabilité perpétuelle et toujours à la merci d'un coup de force.

Henri passa quelques jours à Rome, au commencement de juillet, et se rendit à Pavie, où son séjour se prolongea davantage. C'est à cette époque

que plusieurs historiens placent le concile de Pavie dont nous avons parlé plus haut. Mais cette assemblée s'était tenue beaucoup plus tôt, puisque déjà le synode de Goslar, en 1019, se référait à ses décisions. Rien d'ailleurs, dans les actes de ce concile, ne suppose nécessairement la présence de l'empereur.

Benoît VIII et Henri ne se séparèrent pas sans avoir élaboré tout un plan de réforme religieuse. L'un et l'autre entretenaient avec saint Odilon les relations les plus affectueuses; ils se plaisaient à provoquer et à suivre ses conseils. Or saint Odilon, c'était comme la réforme en personne, réforme qui, des monastères et du clergé, devait s'étendre à la société chrétienne tout entière. Nul doute qu'il n'ait puissamment encouragé ses illustres amis à poursuivre une œuvre si utile à l'Église. Le pape et l'empereur songèrent à établir tout d'abord la paix universelle, avec le concours des rois de France et de Bourgogne. Ils en auraient ensuite profité pour convoquer un grand concile et aviser aux moyens d'atteindre leur noble but. La Providence ne leur permit guère que d'ébaucher cette gigantesque entreprise.

De retour en Allemagne, Henri eut à pourvoir au remplacement du vénérable évêque d'Hildesheim, Bernward, qui s'était comporté avec tant de fermeté, de tact et de fraternelle condescendance dans le différend soulevé par Willigis au sujet de l'abbaye de Gandersheim. Il avait fondé, avec le concours de son frère, l'abbaye de Saint-Michel, dont il eut la joie de consacrer l'église le 29 septembre 1022. Le 20 novembre suivant, jour auquel

l'Église honore sa mémoire, le saint mourut, après trente ans d'un glorieux épiscopat.

Godehard, abbé d'Altaich, en qui l'empereur comptait trouver un puissant auxiliaire pour l'exécution de son plan de réformes, fut présenté aux suffrages du clergé d'Hildesheim, élu sans difficulté et sacré par Aribo, archevêque de Mayence. Ce dernier, précédemment abbé du monastère de Göss, l'un des plus importants du royaume, et ordonné par saint Bernward lui-même à Mayence, avait succédé à Erkenbald le 1er octobre 1021. Cédant à un sentiment qu'on a peine à s'expliquer, il crut l'occasion favorable pour revendiquer les prétendus droits de son siège sur le monastère de Gandersheim. Le lendemain du sacre, il alla donc trouver Godehard et lui demanda de se désister de toute juridiction sur l'abbaye. Le nouvel évêque ne se laissa pas intimider et en appela à l'empereur. Celui-ci se montra aussi surpris que mécontent de voir ressusciter une querelle qu'il croyait à jamais terminée. En présence des évêques et des seigneurs, il enjoignit à Aribo d'avoir à cesser toute revendication. Cet ordre mit fin à la difficulté.

L'évêque d'Hildesheim n'avait accepté la succession de saint Bernward que sur les instances de l'empereur qui, n'étant encore que duc de Bavière, s'était employé à le faire nommer abbé d'Altaich. Pendant les quinze années de son épiscopat, il continua noblement l'œuvre de son prédécesseur, fit régner la discipline parmi les clercs, travailla à propager l'instruction, bâtit ou répara des églises et des monastères et enfin arriva lui-même à la sainteté, justifiant une fois de plus l'inspiration qui

guidait saint Henri dans le choix de ses prélats. On fête saint Godehard le 4 mai en Allemagne.

Dans le cours de son règne, Henri n'avait pu se dispenser jusqu'alors de paraître en armes presque chaque année sur quelque point de son vaste empire. La campagne d'Italie fut sa dernière expédition importante. Durant le temps trop court qu'il lui restait à vivre, il put donc s'occuper d'œuvres plus conformes à ses goûts et à la grâce spéciale qu'il avait reçue de Dieu.

CHAPITRE VIII.

LA MISSION DE SAINT HENRI.

Les événements que nous avons esquissés jusqu'ici ne constituent, à proprement parler, que le cadre de la vie de saint Henri. Ce cadre ne manque ni de variété ni de richesse, mais on peut le retrouver autour de la figure des meilleurs princes de cette époque. Il nous faut maintenant chercher à dégager la vraie physionomie de cet empereur que l'Église a placé sur ses autels. De prime abord, il est raisonnable d'admettre que cet honneur ne lui a pas été mérité par des vertus banales et vulgaires. De telles vertus suffisent parfois à l'honorabilité d'une vie privée, elles n'illustrent pas celle d'un souverain. L'homme qui réunit en sa personne le prestige de la puissance exercée sur un vaste empire et le mérite de la sainteté conquise dans une condition sociale qui la rend presque inabordable, doit avoir obéi à l'attraction d'un idéal de bonté et de beauté surhumaines. L'idéal de l'empereur Henri II, disons-le de suite, fut le règne de Dieu sur la terre.

Mais un tel idéal, pour absolu qu'il soit dans sa perfection, est nécessairement tributaire des condi-

tions contingentes quant à sa réalisation dans une société humaine. Un groupement d'hommes, quel qu'il soit, a ses racines dans les générations passées, ses attaches multiples avec les autres groupements contemporains, ses conditions de vie résultant du sol, du climat, de l'héritage des ancêtres, son caractère natif, ses défauts, ses vertus, ses aspirations, en un mot ses aptitudes particulières à constituer un type national qui marquera plus ou moins glorieusement dans l'histoire. L'homme que la Providence appelle à gouverner les autres ne pourra donc se proposer la réalisation de l'idéal social qu'en tenant compte des éléments qu'il a sous la main.

D'un autre côté, les volontés humaines ne sont nullement des ressorts obéissant aux lois de la mécanique; ce sont des libertés vivantes et intelligentes, qui résistent ou se laissent guider, qui subissent l'influence des passions, la tyrannie des habitudes, et ne cèdent qu'avec une extrême lenteur à une inspiration directrice. On ne demandera donc pas à un prince, fût-il un saint, de retourner de fond en comble une société. Le Fils de Dieu, venu sur la terre, n'a pas voulu procéder avec cette soudaineté, bien qu'il eût la toute puissance à son service. A plus forte raison l'homme de génie ou de vertu n'exercera-t-il sur ses semblables qu'une action restreinte, limitée par cent actions contraires, retardée par mille obstacles. Quelques grands hommes ont paru causer des changements plus rapides et plus étendus; ils n'ont guère fait en somme que suivre un mouvement général qui entraînait des sociétés entières, après avoir été

préparé et contenu pendant de longues années.
Nous n'avons donc pas à nous demander si saint Henri a bouleversé son siècle. A-t-il été l'homme que son temps pouvait souhaiter? Son influence a-t-elle profité à l'humanité, et particulièrement aux pays placés sous sa tutelle? Prince chrétien, gouvernant un pays chrétien, fut-il à la hauteur de sa tâche? Vivant lui-même selon les préceptes les plus parfaits de l'Évangile, a-t-il su employer intelligemment la force vitale du christianisme au profit de la civilisation? S'est-il servi des moyens les plus propres à atteindre ce but? A-t-il vu le succès couronner ses efforts dans la mesure désirable? Nous pouvons sans crainte répondre affirmativement, malgré le préjugé qui tend à faire considérer comme absolument incompatibles le gouvernement des peuples et la fidélité intégrale aux lois évangéliques.

Ce n'est pas à dire que la manière d'agir de saint Henri s'impose à notre admiration par une perfection indiscutable. Il fut un bon prince, appliqué à ses devoirs d'état, remplissant ses fonctions de souverain avec une régularité exemplaire. Nous avons suivi à dessein, en retraçant les principaux événements de sa vie, un ordre à peu près chronologique, ce qui nous a permis de rester à ses côtés durant les vingt-deux années de son règne, et de constater que le saint n'a pas cessé de consacrer son temps et ses efforts à la défense et à la sage administration de son empire. C'est une vie merveilleusement remplie, au cours de laquelle on ne l'a vu obéir à aucune autre passion que celles de l'honneur de Dieu, de la grandeur

de l'Église et du bonheur de son peuple. Mais encore pourrait-on discuter sa manière de comprendre le devoir, d'exercer ses fonctions, de procurer le bien public. Bien plus, il n'est pas nécessaire de lire entre les lignes de certaines chroniques du onzième siècle pour s'apercevoir que ce saint ne réunissait pas tous les suffrages. Depuis lors, il n'a pas manqué d'écrivains pour faire écho aux critiques échappées à la mauvaise humeur de quelques contemporains, et pour accuser Henri non seulement de faiblesse, mais encore d'ambition, d'injustice, de cruauté et de cent forfaits.

Il fallait s'attendre à des accusations de cette nature contre un souverain qui, dans un siècle de corruption et d'anarchie, a été suscité pour travailler au règne de Dieu, par conséquent au triomphe de la justice. Or ce triomphe ne s'obtient pas sans une lutte persévérante contre les abus, les ambitions, les violences, les vices sans nombre qui ravagent une société à peine sortie de la barbarie. Cette lutte suscite de nombreux mécontents, et si ces mécontents ont une plume à la main, ils font retentir toute l'histoire de leurs doléances intéressées. Leurs accusations ne sont pas pour nous émouvoir. Elles servent de contre-épreuve aux éloges décernés par les gens de bien.

En face du but qu'il s'était proposé, Henri comprit de suite qu'il échouerait misérablement sans le concours de l'Église. Rien de plus logique. Qui donc oserait se dire le « sergent du Christ », sans se mettre en même temps au service de celle qui est l' « épouse du Christ »? Du reste l'Église n'en était plus alors à faire ses preuves. Quand le flot

des invasions barbares avait jeté sur le monde romain ces formidables hordes devant lesquelles toutes les puissances humaines s'effondraient, l'Église s'était dressée, non pas pour empêcher d'avancer le flot que Dieu avait déchaîné, mais pour en adoucir le choc, en régler la marche, en contenir la violence dévastatrice. Depuis le début du cinquième siècle, elle était à l'œuvre, remontant elle-même le terrible courant, et gagnant de proche en proche à la foi chrétienne et à la civilisation ces nations que seule une mère des âmes pouvait apprivoiser.

Au onzième siècle, l'Allemagne occupait à peu près la frontière de la civilisation chrétienne au nord-ouest de l'Europe. Les peuples qui composaient ce royaume, à peine tirés de la barbarie depuis deux siècles, restaient en contact avec d'autres peuples que l'Évangile n'avait encore atteints que très imparfaitement. Le rôle d'un prince chrétien allait donc naturellement à seconder de tout son pouvoir l'achèvement de l'œuvre commencée. Il fallait en fixer le bienfait dans la nation même, prévenir les dangers que lui faisaient courir des passions indisciplinées, réparer les pertes que lui avaient infligées les retours offensifs de la barbarie environnante et en même temps favoriser la poussée en avant de la force évangélique. Or à quel homme sensé viendra l'idée que pareille œuvre pouvait se poursuivre efficacement sans le concours de l'Église qui l'avait entreprise depuis des siècles? Quelle meilleure politique imaginera-t-on pour le temps et le pays où vivait saint Henri, que celle qui consistait à marcher la main dans la main avec l'Église pour repousser l'ennemi commun, ou plutôt pour

conquérir ces peuples qui seront les civilisés et les chrétiens de demain?

Toutefois, dans l'esprit de saint Henri, l'entente filiale avec l'Église ne comportait ni théocratie asservissant le pouvoir temporel, ni césarisme prenant en main le pouvoir spirituel. D'autres princes viendront bientôt qui voudront être servis par l'Église ou se servir d'elle dans l'intérêt de leur domination, au lieu de la servir dans la mesure commandée par l'intérêt de l'humanité. Et comme l'Église lèvera son bras maternel contre les usurpateurs pour sauvegarder les droits supérieurs de sa mission divine et civilisatrice, on l'accusera de porter atteinte aux prérogatives essentielles des souverainetés temporelles, sans daigner prendre garde que les premiers coups ne venaient point d'elle, qu'elle se tenait en somme sur une défensive nécessaire et que si, à certaines époques de l'histoire, Dieu ne lui avait pas envoyé d'énergiques pontifes, c'était dans le monde le triomphe presque sans appel de l'épée contre la croix, du fait contre l'idée, de la force contre le droit.

L'idéal de saint Henri fut après tout le même qu'avait poursuivi Charlemagne sur un champ encore plus vaste, et la politique à laquelle il consacra ses efforts ne fit que continuer celle de son illustre devancier.

Saint Henri eut donc à s'appuyer tout d'abord sur les évêques, qui concentraient entre leurs mains le pouvoir spirituel et une notable partie de la puissance temporelle, puisqu'ils étaient à la fois chefs des diocèses et seigneurs des territoires attribués à leur siège. Les empereurs d'Allemagne

exerçaient une très grande influence sur le choix de ces hauts dignitaires ecclésiastiques. Le droit de les élire appartenait aux principaux membres du clergé local; mais d'ordinaire le désir du souverain faisait loi pour les électeurs, et l'on admettait ou l'on écartait le candidat suivant les indications venues d'en haut. Les Ottons usèrent presque toujours de cette influence avec sagesse. Sous leurs règnes entrèrent en fonction ces grands et saints évêques dont la bienfaisante activité se prolongea sous le règne de saint Henri, Wolfgang de Ratisbonne, Willigis de Mayence, Héribert de Cologne, Bernward d'Hildesheim, et bien d'autres qui se sont rencontrés au cours de notre récit. Henri intervint avec plus de sollicitude encore que ses prédécesseurs dans le choix des prélats; il n'hésita même pas à corriger certaines élections dans lesquelles des intérêts d'ordre inférieur avaient prédominé. Presque tous les élus de son temps furent des hommes de haute valeur et de vie exemplaire. On se rappelle les noms de Tagino de Magdebourg, Meinwerk de Paderborn, Éberhard de Bamberg, Mégingaud de Trèves, Thietmar de Mersebourg, Adalbold d'Utrecht, Pilgrim de Cologne, sans parler de beaucoup d'autres qui secondèrent Henri dans l'exécution de ses plans.

En vertu du droit alors en vigueur, le souverain conférait l'investiture aux évêques en approuvant leur élection et en leur remettant la crosse et l'anneau. Ce droit s'expliquait. Le prince ne pouvait se désintéresser de l'entrée en fonction de ces prélats qui devenaient en même temps seigneurs temporels, assujettis aux mêmes obligations politiques et mili-

taires que les ducs et comtes laïques. Aussi demeurait-il convenu au moins tacitement avec Rome que l'évêque élu ne recevait la consécration qu'avec l'agrément de l'empereur. Celui-ci manifestait son acquiescement en présentant au nouveau prélat les insignes de sa juridiction.

Il n'y a pas à se demander s'il eût mieux valu que ces évêques n'eussent que des attributions spirituelles. On en jugea longtemps autrement dans les anciens États chrétiens, et il est fort à croire que, privés du prestige que leur assuraient leur titre seigneurial et leur force militaire, ces évêques auraient vu trop souvent leur indépendance menacée par les grands, et le respect dû à leur caractère oublié par les petits, en un temps surtout où l'autorité n'imposait qu'à condition de revêtir, aux yeux de peuples encore enfants, une forme concrète et quelque peu redoutable. Il était bon d'ailleurs pour les seigneurs laïques de trouver dans l'administration temporelle des évêques un modèle à imiter. Les populations n'avaient qu'à y gagner.

Le droit d'investiture ne présentait guère que des avantages aux mains d'un prince comme Henri, soucieux avant tout de l'honneur de l'Église et du bien des âmes. Après lui, malheureusement, l'on verra d'autres souverains allemands qui, confondant à dessein le spirituel et le temporel, prétendront faire découler de la même source la juridiction ecclésiastique et l'autorité seigneuriale. De là de funestes abus, des évêchés vendus et achetés à prix d'argent, livrés à des indignes, honteusement transmis comme un héritage de famille, abus qui,

cinquante ans seulement après saint Henri, déchaîneront la guerre entre le sacerdoce et l'empire, et ne céderont en partie que devant l'héroïque fermeté d'un Grégoire VII.

Les monastères fournirent à Henri un second point d'appui pour son travail de régénération sociale. L'institution monastique avait jeté de nombreuses racines dans le sol allemand. Mais le saint empereur, élevé dans les plus purs principes de la régularité bénédictine, ne voulut que des monastères dignes de ce nom, indépendants des puissances séculières et même des évêques, gouvernés par d'énergiques et saints abbés, et ne comptant que des sujets fidèles aux obligations de leur état.

Dans ses courses continuelles à travers les duchés du royaume, il ne manquait jamais de séjourner chez les évêques ou dans les monastères. Il aimait à y célébrer les grandes solennités de l'année en compagnie des prélats séculiers ou réguliers. Les annales d'Hildesheim, de Quedlinbourg et d'autres abbayes notent avec complaisance les fréquentes visites du souverain, qui constituaient pour le monastère comme un titre de gloire. Mais Henri ne venait pas en simple visiteur. S'il ne constatait pas la régularité, il intervenait hardiment pour faire introduire la réforme.

Voici, par exemple, comme il procéda en 1005 au monastère de Hersfeld, au nord de Fulda, en Franconie. Par amour de la popularité, l'abbé, nommé Bernhar, laissait ses moines vivre à leur guise, sans règle qui les retînt du côté des aises de la vie. Lui-même, sous prétexte de santé, se retira avec sa suite dans une demeure bâtie sur la mon-

tagne. Il y vivait fort largement, si bien que les moines se plaignirent qu'il employât à son usage les biens du monastère et leur refusât à eux-mêmes le nécessaire. Henri, auquel la plainte fut adressée, appela aussitôt du monastère d'Altaich un saint religieux, Godehard, que Willigis installa à Hersfeld en qualité d'abbé, avec mission d'y introduire la réforme. A la vue des biens qu'il y trouva, Godehard s'écria : « Ce n'est pas un monastère qu'on me donne, c'est un royaume! »

Puis, sans plus tarder, il signifia aux religieux qu'il venait pour appliquer à la rigueur la règle de saint Benoît, mais que la porte restait ouverte à ceux qui ne se sentaient pas le courage de s'y soumettre. Quelques vieillards et quelques jeunes moines demeurèrent seuls. La désertion du grand nombre ne découragea ni l'abbé ni le roi. Les moines fugitifs revinrent peu à peu, les trésors amassés furent distribués aux pauvres, la simplicité monastique fut remise en honneur et bientôt à Hersfeld refleurit dans toute son austérité la règle bénédictine.

Ce qui se fit à Hersfeld se renouvela dans beaucoup d'autres monastères, sous l'impulsion du pieux souverain. Aussi Henri entretenait-il les plus intimes relations avec les grands réformateurs de son époque. Nous l'avons déjà rencontré plusieurs fois en compagnie de l'illustre abbé de Cluny, saint Odilon, pour lequel il eut l'estime et l'affection d'un saint à l'égard d'un saint. Ils se comprenaient merveilleusement l'un l'autre, et l'on peut dire que si dans l'œuvre de la réforme monastique Odilon fut la tête, en Allemagne Henri fut le bras droit.

Au diocèse de Verdun, Richard, abbé de Saint-Vanne et fidèle disciple de saint Odilon, comptait aussi parmi les meilleurs amis du prince. Richard, primitivement chanoine de Reims, avait eu à donner dans cette ville l'hospitalité au comte Frédéric de Verdun. Celui-ci se prit d'amitié pour le chanoine au point de le traiter comme son maître et son père. Finalement tous deux prirent la résolution d'embrasser ensemble la vie monastique. Ils se rendirent à Cluny, après de saint Odilon et y firent profession. Le saint abbé les envoya bientôt après au monastère de Saint-Vanne, à Verdun, où la régularité laissait beaucoup à désirer. Richard en fut élu abbé en 1004.

Il eut, à partir de cette époque, plusieurs entrevues avec Henri, qui fut charmé de se trouver en parfaite conformité de sentiments avec lui. Plus tard, dans un voyage à Rome, Richard entra en rapports avec le pape Benoît VIII. Grâce à la direction du vénérable abbé, que secondait puissamment par ses exemples de vertu le comte Frédéric, le monastère de Saint-Vanne devint une pépinière de dignes religieux, dont on envoyait un essaim partout où il y avait besoin de réforme. Ainsi furent ramenés successivement à la pratique intégrale de la règle bénédictine les monastères de Saint-Waast, au diocèse d'Arras, de Saint-Amand au sud de Tournai, de Saint-Pierre du Mont-Blandin, près de Gand, de Saint-Pierre et Saint-Paul de Hautmont, près de Maubeuge, de Saint-Mihiel, au diocèse de Verdun, de Saint-Vincent, au diocèse de Metz, et d'un bon nombre d'autres, tant en France qu'en Allemagne.

Quand l'honneur de l'Église l'exigeait, Henri n'hésitait pas à imposer un abbé à des moines récalcitrants. C'est ce qu'il fit au Mont-Cassin; il le renouvela en particulier pour les monastères de Stavelot et de Malmedy, au diocèse de Liège, à la tête desquels il plaça d'office un moine de Saint-Waast formé par Richard et nommé Poppo. Il avait fait connaissance avec Poppo d'une manière assez originale. Un jour, ce moine encore jeune eut occasion de venir à la cour. Il y rencontra une troupe de ces bateleurs qui parcouraient le pays pour l'amusement du peuple et de la noblesse. Or l'un de ces bateleurs intéressait l'assistance par le spectacle suivant : le corps tout enduit de miel, il se faisait lécher par des ours que la troupe menait avec elle. Le danger couru par cet homme excitait au plus haut point la curiosité générale; le roi Henri lui-même suivait le spectacle avec des yeux attentifs. Poppo en fut blessé; quoique jeune encore et inconnu, il adressa au prince de sévères remontrances pour le détourner de contempler un exercice aussi barbare. Le roi écouta la leçon avec humilité et défendit aux bateleurs de continuer. Mais il garda le souvenir du moine et se promit de mettre un jour à profit son intrépide caractère.

La réforme ne rencontrait pas toujours bon accueil de la part des intéressés. Un moine mécontent chercha à frapper mortellement le vénérable Richard. Un complot, qui coûta la vie à plusieurs, fut tramé contre Poppo. Quand l'opposition se montrait irréductible, Henri retranchait au monastère une partie des biens dont on abusait. A Saint-Maximin de Trèves, les moines vivaient dans le

relâchement, sous le gouvernement d'un vieillard sans volonté. Le monastère possédait des domaines importants. Henri en détacha une part considérable qu'il transféra à des seigneurs laïques avec toutes les charges afférentes. Le vieil abbé finit par se désister et la réforme put être introduite.

Henri se plaisait au milieu des religieux fervents. Une tradition du monastère de Saint-Vanne, consignée parmi les récits de miracles opérés par le bienheureux Richard, nous en fournit la preuve. Un jour, l'empereur visitait Saint-Vanne, dont l'abbé venait de reconstruire les bâtiments. L'évêque de Verdun, Haimon, l'accompagnait. En entrant dans le cloître, Henri proféra ces paroles du psalmiste : « Voici le lieu de mon repos pour toujours, c'est là que j'habiterai, dans le séjour de mon choix. » Haimon, qui connaissait les inclinations du prince pour la vie monastique, avertit l'abbé de ce qui allait probablement se passer. En effet, Henri ne tarda pas à manifester le désir de quitter la vie séculière pour devenir moine. Richard lui demanda s'il s'engagerait à obéir jusqu'à la mort à tout ce que lui commanderait son abbé. L'empereur répondit affirmativement. « Allez donc, repartit l'abbé, je vous ordonne de retourner pour gouverner l'empire que Dieu vous a confié, et pour procurer le salut de tout l'État par votre fermeté à rendre la justice. »

Il est possible que le pieux empereur se soit contenté de manifester sa prédilection pour la vie religieuse, sans pourtant songer à l'embrasser, et que l'abbé de Saint-Vanne l'ait encouragé en lui faisant entendre qu'il rendait de meilleurs services à

la tête de l'empire que sous l'habit du moine. Peut-être aussi ce trait n'est-il que l'amplification de ce fait certain, que le prince avait coutume de faire inscrire son nom parmi ceux des religieux des principaux monastères, afin d'avoir part à leurs suffrages pendant sa vie et après sa mort. Cependant, le désir d'abandonner le monde pour embrasser la vie religieuse n'a rien qui doive étonner de la part d'un homme aussi solidement pieux. On sait que notre saint Louis s'arrêta lui aussi quelque temps à l'idée de remettre le trône à son fils pour faire profession dans l'un des deux grands ordres qui lui étaient chers.

Mais pourquoi dans l'âme de saint Henri tant de sympathie pour les monastères? Pourquoi tant de zèle à les fonder et à les réformer? Pourquoi cette prédilection qui le fait appeler par un ancien annaliste de Lorsch « le père des moines »? C'est qu'il voyait dans les moines de merveilleux auxiliaires pour son œuvre de civilisation chrétienne. Les moines étaient les meilleurs éducateurs du peuple, les promoteurs les plus actifs de tous les progrès dans une nation encore en voie de formation. Pauvres volontaires, ils travaillaient le sol, tout en se livrant à la prière et à l'étude, et ils apprenaient au peuple qu'il y a de meilleures sources de richesses que le pillage et la guerre. Chastes par vocation, ils représentaient dans leur vie le triomphe de la volonté libre sur les appétits grossiers, la revanche de l'esprit contre la chair. Par le vœu d'obéissance, ils immolaient leur liberté; mais leur sacrifice était libre et les mettait ensuite en état d'accomplir des prodiges d'énergie et de patience,

semblables au ressort bandé dont la contrainte a décuplé la force. Ces grands exemples s'imposaient avec plus de force encore quand on voyait l'humble moine atteindre aux dignités d'abbé ou d'évêque, devenir seigneur du royaume et ne rien perdre cependant des austères vertus qui l'avaient désigné au choix des électeurs.

Le monastère apparaissait comme l'image parfaite de ce que devait être la cité et l'État. A la tête des moines, un chef élu par eux, comme le roi dans le royaume et le duc dans le duché. Dans la communauté, l'obéissance, l'ordre, la division des charges, la subordination des offices, la perpétuité des services, une fraternité intense, une activité incessante, rien de l'inertie du sommeil ou de la mort, partout au contraire la vie avec son expansion, ses progrès, sa féconde évolution. Ainsi devaient vivre et progresser la ville, le comté, le duché, l'État tout entier.

Pour que le monastère offrît aux populations ce réconfortant spectacle, il fallait que l'esprit du saint fondateur ne cessât de l'animer. Un monastère mondain est un vrai dissolvant pour la vie chrétienne d'une nation. En France, nous reconnaissons encore, à l'indifférence ou à l'hostilité religieuse d'une population, la place qu'occupait avant la révolution un monastère en rupture de vie régulière. Henri comprenait qu'une communauté sans règle est une vraie calamité sociale. De là son zèle infatigable pour la réforme monastique.

La vie régulière ne se confinait pas dans les monastères de bénédictins. A l'ombre des cathédrales

et des collégiales vivaient des communautés de chanoines, soumis à la vie commune conformément à la règle de saint Augustin. Là encore c'était le règne de l'obéissance, du travail, de la piété, des grandes vertus chrétiennes et sociales. C'est parmi ces chanoines, comme parmi les moines, que se choisissaient les dignitaires ecclésiastiques. De ces pépinières fécondes sortirent ces grands évêques qui prêtèrent à Henri un concours si fidèle et si dévoué, et dont le loyalisme contrasta trop souvent avec la conduite équivoque de certains seigneurs.

Avec l'appui des hommes d'Église, d'un commun accord avec le souverain Pontife, saint Henri travailla donc à affermir et à propager les mœurs chrétiennes dans son empire. Nous l'avons vu donner force de loi civile aux règlements canoniques, faire respecter les prohibitions ecclésiastiques qui frappent certains mariages, assurer partout l'obéissance aux prescriptions de l'Église. En retour, l'Église le sacrait, le couronnait, prêtait à sa puissance le prestige de la religion, faisait de lui le chef respecté et incontesté d'un grand empire. Ainsi se constituait déjà avec quelque succès cette grande famille humaine dont les nations croyantes forment le corps, dont l'Église est l'âme, et qui s'appelait d'un beau nom : la chrétienté.

Cet idéal politique valait-il moins que tant de systèmes depuis en honneur? Saint Henri et saint Louis ont-ils eu tort de se persuader que le meilleur moyen de rendre un peuple heureux, c'est de le rendre vertueux? Méritent-ils le blâme de l'histoire pour avoir compris que l'Église ne pouvait

que les aider puissamment à la réalisation de cet idéal? Les lauriers de leurs successeurs, l'empereur Henri IV et le roi Philippe le Bel, qui traitèrent l'Église en suspecte et en ennemie, ont-ils donc tant valu de gloire et de bonheur à l'Allemagne et à la France?

De déplorables préjugés, issus des passions humaines, empêcheront longtemps encore certains esprits de porter un jugement impartial sur ces questions. Notons seulement en passant qu'une conclusion s'impose de plus en plus aux hommes qui réfléchissent sur les leçons de l'histoire : on peut sans doute concevoir différents degrés d'union ou d'entente entre le gouvernement d'un peuple chrétien et l'Eglise; mais là où de parti pris le divorce est substitué à l'accord, ce n'est pas l'Église qui en souffre le plus, et l'État ne tarde pas à devenir comme un corps sans âme, sans discernement pour reconnaître les idées supérieures, sans énergie pour les suivre et en tirer son salut, bientôt sans défense contre les principes dissolvants qui mènent fatalement à sa ruine la société la mieux assise.

Prétendre consacrer sa vie à établir le règne de Dieu dans une nation sans avoir commencé par lui soumettre sa propre personne, ce serait chimère et presque déloyauté. Cette loi évangélique, qu'il voulait voir commander en souveraine à tous ses sujets, saint Henri s'efforça de la suivre lui-même avec une docilité filiale. L'un de ses contemporains le loue d'avoir été « catholique intégral dans la croyance et dans les actes. » Sans doute, malgré ses généreux efforts pour atteindre à la perfection

morale, il restait homme; il gardait quelques-unes des défectuosités de la nature et laissait dans sa vie quelque marge aux défauts et aux défaillances inséparables de l'humanité, marge étroite, il est vrai, et qu'il s'appliqua sans cesse à rétrécir. Les saints sans défauts et sans imperfections, tels que nous les représentent parfois les panégyristes à outrance, cessent d'être des hommes et perdent le droit d'être proposés à notre imitation. Qu'on mette hors de pair le divin Maître et son auguste et très pure Mère, restera-t-il un seul saint dont la vertu ait brillé sans aucune ombre? Non, sans doute, et cette loyale constatation nous est d'un précieux réconfort, à nous pauvres chrétiens qui suivons les saints à la trace de leurs vertus et ne reconnaissons en eux de vrais frères aînés que si la transfiguration de leur nature ne va pas jusqu'à sa suppression totale. Saint Henri n'échappa point à la loi commune. « Quand il commettait quelque léger manquement, nous dit son biographe, il s'en repentait à la hâte. » Ce ne fut donc pas un saint impeccable. Mais comme il rachetait les moindres défaillances par cette « faim de la justice qui ne cessa de le tourmenter », et par l'ardeur avec laquelle il donnait satisfaction à cette faim sacrée!

Chez certains saints, la vertu a été accompagnée d'un éclat surnaturel et a forcé l'admiration des hommes par la splendeur du pouvoir miraculeux qui l'accompagnait. Chez d'autres, elle n'a pas semblé dépasser de beaucoup le niveau auquel elle s'élève chez les meilleurs chrétiens, et n'a revêtu aucun caractère qui touchât au merveilleux.

Telle fut, pour ne citer qu'un exemple, la vertu de saint Louis, vertu éminente, doublée d'un grand sens pratique, mais dépourvue de toute marque tendant à faire supposer une autre intervention que celle de la grâce ordinaire agissant sur une nature d'élite. Or saint Henri produit sur son historien Thietmar le même effet que saint Louis sur le sire de Joinville. C'est pour l'écrivain un noble prince, homme de grande piété, tout entier au gouvernement de son royaume, dévoué serviteur de Dieu et de l'Église, mais en qui peut-être il n'a jamais soupçonné le saint.

Observons enfin que le miracle ne se rencontre guère dans la vie des saints rois. Nous n'en reconnaissons aucune trace authentique dans l'histoire de saint Henri. La raison en est aisée à démêler.

Quand Dieu tire un homme du milieu social ordinaire pour lui confier une mission spéciale, en vue du bien de son Église ou de l'humanité, il accrédite son envoyé en lui mettant en main le pouvoir de commander à la nature. Mais un roi dispose déjà de la puissance souveraine; il lui est aisé de s'en servir pour assurer le triomphe de ses volontés, sans que Dieu lui prête une autre assistance que celle de son ordinaire Providence.

Aussi la vie de saint Henri se présente-t-elle à nous sans aucune apparence de surnaturel ni même de surhumain. La vertu s'y maintient à une grande hauteur, sans offrir aux regards ces gigantesques sommets qu'on s'attendrait à y rencontrer. Les contemporains ont pu s'y tromper, pareils aux voyageurs qui, après avoir lentement gravi les

cols des montagnes ou les rampes des hautes vallées, mesurent d'un œil moins étonné les masses gigantesques qui se dressent au-dessus de leurs têtes. Les pics n'ont rien perdu de leur sublimité, c'est le spectateur qui s'est élevé peu à peu sur leurs flancs et les a regardés de trop près pour juger de leur effrayante altitude. Au premier coup d'œil jeté sur la vie d'un saint Henri ou d'un saint Louis, on éprouve une impression analogue. C'est seulement à la réflexion et par comparaison qu'on mesure l'altitude morale à laquelle se sont tenues ces royales existences. On s'aperçoit alors combien elles sont singulièrement élevées au-dessus du terre à terre des vertus humaines et même des vertus qu'on admire chez les meilleurs souverains.

A cette élévation et à cette merveilleuse harmonie de contours, on reconnaît aisément l'œuvre de la grâce divine, qui a été en définitive l'inspiratrice et le soutien de ces vies si vertueuses. Rien de violent ni de heurté dans ses effets, de telle sorte que le saint roi puisse servir d'exemple, sans cependant décourager aucune bonne volonté. Pour arriver à produire ce chef-d'œuvre, la grâce a d'ailleurs réclamé le concours de l'énergie humaine; et, quelque grande qu'ait été sa part, elle a respecté celle qui revenait à la libre action du saint, action qui a fait le mérite de l'homme et l'a rendu capable de montrer la voie à ses semblables.

Aussi l'historien Thietmar résume-t-il admirablement la vie de saint Henri en ces deux mots : « Notre roi, bien qu'étant homme, eut le zèle de Dieu, mais il ne posséda cette bonté que par un don du ciel. »

Ce zèle de Dieu fit de lui un admirable pasteur

des peuples. On peut dire que sa religion se manifesta moins encore par ses actes de piété que par son courage et sa constance dans l'accomplissement de ses devoirs de souverain, courage et constance d'autant plus dignes de remarque que le saint roi n'avait qu'une santé assez débile et qu'il fut souvent arrêté par la maladie.

La bibliothèque de Bamberg conserve un manuscrit d'un diacre nommé Bébo, probablement attaché à cette église. Il y a copié, à l'intention du prince qui les avait sans doute demandés, les commentaires de saint Jérôme sur Isaïe et les huit derniers livres des Morales de saint Grégoire le Grand. En adressant son manuscrit à Henri, vers 1021, Bébo ne craint pas de lui dire dans sa lettre d'envoi : « Mon affection est vivement émue de ce que vous ne craignez pas d'exposer votre vie à toutes sortes de périls, et que vous allez demander à la guerre des victoires que parfois vous remporteriez plus facilement à l'aide d'une lente patience. Cependant petits et grands nous rendons ensemble grâces à Dieu de ce qu'en sacrifiant votre repos à celui de l'Etat, vous avez glorieusement terrassé vos ennemis avec un courage persévérant. Votre volonté se montre forte et inflexible dans son zèle pour la justice ; toutefois la force elle-même doit être tempérée par la prudence. » Et le bon diacre se met à expliquer à l'empereur les sept dons du Saint-Esprit.

Puis il entremêle des vers à sa prose, et félicite Henri de ce qu'il déteste les brigands et ne cesse d'infliger le châtiment mérité à ces ravageurs qui terrorisent les peuples par leurs violences. Il ajoute :

« Combien qui ont le cœur du loup et qui, sous l'empire de la crainte que vous leur inspirez, se font un visage de brebis! S'ils n'avaient peur du maître, quelle ne serait pas leur audace à eux qui vénèrent le mal à l'égal du bien! Aussi ceux qui aiment la paix ont-ils raison de vous souhaiter heureuse vie et prospérité pour de longs jours. Ce sont les meilleurs qui font pour vous les vœux les plus ardents. » Ne sent-on pas dans ces paroles la reconnaissance des petits et des faibles, proie ordinaire des puissants et des violents, rassurés par la vigilance du souverain? Ces quelques mots en disent long sur les brutalités qui profitaient de toute occasion pour s'exercer au détriment du pauvre peuple, dans un milieu où les instincts de la barbarie native restaient encore si vivaces. La fermeté du souverain contenait les appétits farouches et bridait les passions furieuses d'hommes trop souvent sans scrupules. Mieux encore que son père, l'empereur Henri eût mérité d'être appelé le « père de son peuple », si ses vertus ne lui eussent tenu en réserve un titre plus glorieux.

Il nous reste à indiquer un des traits les plus caractéristiques de la sainteté et de la mission de l'empereur Henri.

Son épouse Cunégonde marcha dans la même voie que lui et fut une sainte. Il est assez difficile de déterminer dans quelle mesure Henri contribua à la sainteté de sa compagne. Quelques chroniqueurs de l'époque ne ménagent guère Cunégonde. A les en croire, elle aurait sacrifié plus que de raison aux pensées ambitieuses et ne se serait pas abstenue de travailler par tous les moyens, et même par les

apparences d'une piété de commande, à sa propre élévation et à celle de sa famille. Ces insinuations sont à mépriser. Elles reposent uniquement sur la conduite inconséquente et turbulente des trois frères de l'impératrice. A y regarder de près, on ne remarque aucune démarche compromettante de la part d'une femme placée dans une situation aussi délicate que la sienne, entre des frères rebelles au souverain et un époux qu'elle chérissait, mais qu'elle ne pouvait ni blâmer ni empêcher totalement d'obéir à son devoir de justicier. Cunégonde, sans rien sacrifier de son devoir, s'employa à adoucir les heurts et finit par amener à composition ceux dont la révolte l'avait fait si longtemps souffrir.

Mais ce qui pour nous est le plus digne d'attention, c'est le vœu que firent les deux époux de sanctifier leur mariage par la pratique d'une des plus sublimes vertus évangéliques. En passant sur la terre, la sainte Vierge et saint Joseph, qui s'aimèrent comme jamais époux ne firent ici-bas, ont laissé une trace lumineuse que de rares privilégiés ont été appelés à suivre de loin. Comme eux vécurent dans le mariage saint Imre ou Émeric, fils de saint Étienne de Hongrie et par conséquent neveu de saint Henri, et sa jeune épouse Odile, saint Édouard d'Angleterre et son épouse Édithe, contemporains des précédents, au quatorzième siècle saint Elzéar et sainte Delphine, au quinzième la bienheureuse Jeanne de Maillé et son époux Robert de Sillé, et d'autres encore dont l'Église a conservé les noms avec vénération ou dont Dieu seul a connu le généreux renoncement. Il convenait que toutes les vertus écloses dans la bienheureuse famille de Na-

zareth, sous le vivifiant regard du Maître divin, eussent dans le monde chrétien leurs imitateurs.

Sans doute, la plupart des hommes ne comprennent rien à cet héroïsme de vertu, parce qu'ils ne connaissent pas la source de grâce à laquelle il s'alimente. Ils trouvent étrange ce renoncement aux joies les plus légitimes et ne seraient même pas éloignés de croire que les rares époux qui s'entendent pour le pratiquer à l'honneur de Dieu manquent à leur devoir. Le chrétien intelligent n'a pas de ces naïfs étonnements; il sait que rien n'excède la puissance divine, que l'Esprit souffle où il veut et que la grâce a des énergies capables d'élever la nature à une incomparable hauteur.

On a contesté à saint Henri et à sainte Cunégonde l'honneur d'avoir atteint ce sommet où l'homme se rencontre avec l'ange. Les chroniqueurs du onzième siècle, dit-on, n'en disent mot. Bien plus, dans les actes de la fondation de Bamberg, Henri déclare lui-même que « n'ayant pas l'espoir d'avoir quelqu'un de sa race pour lui succéder, il choisit le Christ pour son héritier ». Mais les historiens contemporains du saint auraient-ils pu parler? Le plus complet de tous, Thietmar, évêque de Mersebourg, mourut six ans avant saint Henri. De l'œuvre d'Adalbold, évêque d'Utrecht, nous ne possédons qu'un fragment. Les autres annalistes de l'époque, fort succincts du reste, ne mentionnent guère que les événements extérieurs. Leur silence sur le point en question s'explique d'autant plus naturellement que saint Henri n'était pas homme à faire parade de sa vertu et à mettre tout venant dans la confidence de sa conduite. Il y avait là ce « secret

du roi qu'il est bon de cacher », comme parle la Sainte Écriture. La manière dont le prince en fait mention dans l'acte de Bamberg est assez discrète pour ne rien révéler du motif supérieur qui lui avait dicté sa résolution.

Mais par la suite, pour l'édification de l'Église, le mystère fut révélé, soit que, comme le veulent quelques récits, Henri s'en soit ouvert à son lit de mort, soit que le dépositaire des secrets de sa conscience ou que sainte Cunégonde elle-même aient parlé, à la gloire du saint. Dès la fin du onzième siècle, Léon, cardinal d'Ostie, consigne le fait dans la Chronique du Mont-Cassin. D'autres écrivains le mentionnent ensuite. Le martyrologe d'Usuard, de l'édition de Cologne, fournit l'explication très sensée de la révélation succédant au silence. « Les deux époux, dit-il, tinrent leur vœu caché, et ils y demeurèrent fidèles jusqu'à la fin de leur vie sans jamais en parler. » Enfin, dans la bulle de canonisation, le pape Eugène III déclare, en 1145, qu'une enquête sérieuse a été faite par des juges compétents sur la vie du roi Henri. Il le loue d'avoir vécu moins en empereur qu'en religieux et d'avoir sanctifié son légitime mariage par une chasteté conservée intacte jusqu'à la fin de sa vie. Après ces témoignages autorisés, est-il raisonnablement permis de douter? Les contemporains ne pouvaient soupçonner cet héroïsme de vertu chez le saint; c'est seulement à distance qu'on put en juger, quand la mort du pieux empereur permit de révéler au grand jour un secret dont après tout il était le maître absolu et qu'aucune raison ne le portait à divulguer de son vivant.

Jetons maintenant un rapide coup d'œil sur la so-

ciété au milieu de laquelle eut à vivre saint Henri; nous n'aurons pas de peine à discerner la raison d'être du sublime renoncement auquel il s'est voué. Une effrayante corruption de mœurs rongeait cette malheureuse société des dixième et onzième siècles. La foi demeurait vivace, témoins ces seigneurs d'Allemagne et d'Italie qui, après une vie de brigandages et de révoltes, s'en allaient expier leur passé dans l'austère pénitence du cloître. Mais chez ces peuples de race germaine, dont la civilisation chrétienne n'avait encore que superficiellement discipliné le caractère, les plus saintes règles de la morale ne tenaient pas devant les sommations de la passion. Faut-il le dire? Le clergé lui-même, qui pourtant comptait tant de saints évêques, était profondément atteint. Des clercs, des moines, parfois des prélats donnaient l'exemple du scandale. Les lois ecclésiastiques, renouvelées dans les conciles de Pavie et de Goslar, assidûment et sévèrement rappelées dans toutes les assemblées synodales, sont un triste indice du mal. Elles menacent des peines canoniques, particulièrement de la déposition, les évêques et les clercs qui déshonoraient l'Église et scandalisaient les peuples par l'indignité de leurs mœurs. Les récits de l'époque en révèlent encore plus long, sur ce triste sujet, que ne font supposer les textes législatifs.

Or, si la mission de saint Henri fut de promouvoir le règne de Dieu dans son empire, la plus pressante de ses obligations n'allait-elle pas à réformer ceux-là mêmes qui doivent aux peuples l'exemple encore plus que la leçon? Un prince de moralité irréprochable eût pu entreprendre cette

œuvre. Mais combien les efforts du réformateur auront-ils plus d'efficacité surnaturelle, si lui-même, fidèle au précepte rigoureux, il embrasse ce que le conseil a de plus héroïque? Quelle sagesse, quelle souveraine délicatesse dans la conduite de Dieu, qui choisit un empereur pour travailler à la réforme de l'ordre sacerdotal, mais qui confère à cet homme la grâce angélique dont il ne peut souffrir que soient dépourvus les ministres de son autel? Et de quel poids seront pour la postérité les exemples de saint Henri, quand on saura que lui-même il pratiquait en secret plus de vertus qu'il n'en réclamait de ses sujets les plus qualifiés, et que ce prince laïque, qui se permettait de rappeler aux clercs leurs obligations sacrées, avait commencé par se donner à lui-même le droit de leur parler haut?

On ne saurait méconnaître la parfaite harmonie qu'il a plu à la divine Providence de ménager entre la haute mission assignée à saint Henri, la grâce qui lui a été départie pour y suffire et le noble usage que le saint a su faire de cette grâce. L'Église a donc bien raison de nous montrer saint Henri « prévenu par les grâces les plus abondantes et foulant aux pieds les attraits du siècle », puis de nous faire demander à Dieu que nous sachions, « à son exemple, nous détourner des séductions de ce monde, afin d'arriver à lui avec des âmes pures ».

CHAPITRE IX

LA GLORIEUSE FIN.

L'empereur Henri II consacra les derniers temps de sa vie à la préparation de la réforme religieuse dont il avait concerté le plan avec le pape Benoît VIII. Il tenait tout d'abord à faire partager ses vues et seconder ses efforts par le roi Robert de France. Depuis l'entrevue de 1006, il était resté en excellents termes avec lui. Il lui envoya donc une ambassade afin de provoquer une nouvelle rencontre.

Le 1 mai 1023, ses délégués, Gérard, évêque de Cambrai, et l'abbé Richard de Saint-Vanne se présentèrent à Compiègne où le roi résidait alors. Ils s'y rencontrèrent avec le fils du roi, avec Baudouin, comte de Flandre, Richard, duc de Normandie, et un grand nombre d'évêques. Le plus illustre de ces derniers était Fulbert de Chartres, saint et savant homme, renommé pour son zèle à promouvoir toutes les œuvres utiles à l'Église. Présent à Rome à l'époque de la dernière campagne de l'empereur Henri, il avait été mis au courant des projets de réforme religieuse qui préoccupaient le pape et le souverain. Fulbert et Richard de Saint-Vanne s'en-

tendirent sans peine sur les moyens à employer pour arriver au but. L'entrevue entre l'empereur et le roi fut décidée.

D'Utrecht, où il assista à la consécration de la belle cathédrale que l'évêque Adalbold venait d'achever en l'honneur de saint Martin, Henri se rendit à Aix-la-Chapelle. Là se tint un synode pour vider un différend survenu entre l'archevêque de Cologne, Pilgrim, et Durand, évêque de Liège. Il s'agissait d'un monastère dont l'attribution souffrait contestation. Sur le témoignage de l'évêque de Cambrai, raison fut donnée au suffragant contre le métropolitain. Ni la dignité de Pilgrim, ni les services qu'il avait rendus, ni le mécontentement qu'il fit éclater dans les premiers moments, ne décidèrent Henri à revenir sur un jugement dicté par l'équité.

L'empereur se porta ensuite à la rencontre du roi Robert jusqu'à Ivoy, sur la rive droite du Chiers, non loin de son confluent avec la Meuse, à la frontière de la Haute-Lorraine. Il avait à ses côtés l'impératrice, des ducs, des évêques et un brillant cortège. Robert campait à Mouzon de l'autre côté de la rivière.

Les questions de préséance suscitaient alors, comme aujourd'hui, de grandes susceptibilités. Aussi, pour éviter toute contestation, les seigneurs chargés de préparer les détails de l'entrevue convinrent-ils que la rencontre des deux souverains se ferait sur un bateau, au milieu de la rivière, de manière à n'avantager ni l'un ni l'autre des deux pays. Henri laissa dire. Mais le 10 août, au matin, il passa l'eau et alla au devant du roi. Les deux

princes s'embrassèrent fraternellement. Ensemble ils entendirent la messe pour attirer les bénédictions divines sur leur entreprise, puis partagèrent le même repas. Robert fit ensuite apporter les riches présents qu'il destinait à l'empereur. Henri n'accepta qu'un livre des Évangiles et une relique de saint Vincent ; l'impératrice se contenta de quelques objets d'or. Le lendemain, le roi de France passa à son tour la rivière, et les cérémonies de la veille se répétèrent. De tous les présents offerts par Henri, Robert n'accepta de même que quelques objets d'or. Mais des deux côtés, les personnages de la suite reçurent de riches souvenirs. Tel était le cérémonial accoutumé de ces sortes de rencontres. Il avait déjà été suivi à la première entrevue.

Les deux souverains, qu'unissaient une estime et une amitié réciproques, étudièrent ensemble le moyen de remédier aux maux de la chrétienté. Le besoin d'une réforme sérieuse se faisait sentir dans tous les pays catholiques; mais on ne pouvait songer à entreprendre quoi que ce fût sans le concours du Souverain Pontife. Il fut donc convenu, de concert avec les évêques présents, qu'une grande assemblée se réunirait à Pavie, sous la présidence du pape, et que l'on y prendrait avec lui les mesures que réclamait la situation. L'accord des pouvoirs temporels avec la puissance spirituelle paraissait du meilleur augure pour le succès de la réforme.

Le roi Robert, qui manœuvrait difficilement au milieu de ses puissants vassaux, profita de sa rencontre avec l'empereur pour le prier d'intervenir en

sa faveur contre le comte Odon de Champagne. Les États de ce dernier étaient limitrophes avec la Haute-Lorraine, et l'ambitieux Odon venait d'élever de ce côté des places fortes qui se dressaient comme une menace en face de la frontière allemande. L'empereur l'obligea à les démolir, mais l'affaire n'eut pas d'autre suite.

En quittant le roi de France, Henri s'en retourna par Metz, où il exerça ses libéralités envers les églises et les monastères. En Alsace, il accorda d'importants privilèges au monastère de Murbach, voisin de Bâle et de la frontière bourguignonne. Il comptait par là gagner l'évêque de Bâle à ses projets de réforme, et en même temps ouvrir la voie à une entente dans le même but avec le roi de Bourgogne.

Pendant l'entrevue des deux souverains sur les rives du Chiers, se tint à Séligenstadt, près de Francfort, un important synode, sous la présidence de l'archevêque de Mayence, Aribo. Homme de talent et d'énergie, tout dévoué à la cause de la réforme, ce prélat recourait résolument aux tribunaux ecclésiastiques et aux synodes pour porter remède aux malheurs des temps. Le synode de Séligenstadt s'ouvrit le 13 août 1023, et non un an plus tôt, comme le croient quelques historiens. On y vit siéger les évêques de Worms, de Strasbourg, d'Augsbourg, de Bamberg et de Wutzbourg, et les abbés de Fulda, d'Hersfeld et de Lorsch. Aribo exerça une influence prépondérante sur l'assemblée, en sorte qu'à lui plus qu'à tout autre incombe la responsabilité des décisions qui furent prises par les prélats.

Parmi les vingt canons de ce concile, les uns se rapportent à diverses pratiques de pénitence, les autres à la répression des usages superstitieux et des crimes contre les mœurs ou à des questions de procédure ecclésiastique. Mais il en est deux, le seizième et le dix-huitième, qui décrètent des mesures dont le Souverain Pontife ne pouvait se montrer satisfait. On y défend à qui que ce soit de se rendre à Rome sans la permission de l'évêque ou de son vicaire. On blâme ceux qui dédaignent de se faire absoudre par leurs propres prêtres, dans l'espoir d'obtenir à Rome un pardon plus facile; on leur enjoint en conséquence de commencer par subir la pénitence imposée par leurs prêtres, et de ne se rendre à Rome ensuite qu'avec l'autorisation de leur évêque et une lettre faisant connaître au pape ce qui s'est passé.

De tous temps, les pénitents se sont présentés de préférence au tribunal qui promettait la plus grande indulgence. A Rome, où les choses de la catholicité se voient de plus haut et de plus loin, on a presque toujours adouci les rigueurs de la satisfaction en faveur des pécheurs venus de loin, dont le recours rendait hommage à l'autorité apostolique et pour lesquels le voyage constituait déjà une pénitence d'un certain mérite. De leur côté, les évêques et les prêtres des diocèses voyaient de mauvais œil des pécheurs causer le scandale dans leur pays par leurs crimes, et ensuite y revenir absous, sans avoir rendu témoins de leur pénitence ceux qui l'avaient été de leurs désordres. On trouvait des inconvénients à cette manière de procéder. Les prélats sentaient avec peine leur

autorité éludée par ceux qui recouraient à Rome en passant par-dessus leur tête. Mais les membres du synode de Séligenstadt outrepassaient leur droit en décrétant que l'accomplissement de la pénitence imposée devait précéder le recours à Rome. On a toujours eu la faculté dans l'Église d'en appeler d'une autorité moindre à une autorité supérieure, avant l'exécution d'une sentence publique. Empêcher l'intéressé de porter sa cause à Rome était donc attentatoire aux droits souverains du Siège apostolique.

Henri n'assistait pas à ce synode et rien n'autorise à penser qu'il ait approuvé en quoi que ce soit les deux canons incriminés. Il voulait la réforme, mais la réforme avec le pape et par le pape, non la réforme sans le pape ni encore moins contre le pape. Cette dernière viendra cinq cents ans plus tard et partira du pays même où règnait saint Henri. Quant au saint empereur, il avait trop de bons sens pour imaginer qu'on pût se passer du successeur de Pierre pour faire œuvre utile et durable dans l'Église. Les événements ont d'ailleurs surabondamment prouvé, dans toute la suite des siècles chrétiens, qu'on ne peut couper les communications avec Rome sans ouvrir du même coup la porte au schisme, à l'hérésie et à la décadence religieuse.

Le pape Benoit VIII eut bien vite l'occasion de manifester sa réprobation à l'endroit des décisions de Séligenstadt. Nous avons fait mention de ce comte Otton de Hammerstein qui refusa de rompre son union illégitime avec sa parente Irmengarde, et qui pour ce motif fut sévèrement châtié

par Henri en 1020. Malgré ses promesses, le comte persista dans son mariage. On le cita à comparaître à Mayence, en présence de l'empereur et de l'archevêque duquel il relevait canoniquement. Otton fléchit devant les menaces et promit de se séparer. Irmengarde, au contraire, demeura intraitable. Bravant l'excommunication, se résignant à la perte de ses biens, elle partit pour Rome afin d'en appeler au pape de la sentence portée contre elle à Mayence.

La faute d'Irmengarde était manifeste et la sentence de l'archevêque de Mayence conforme au droit et à tous les précédents, en une affaire sur laquelle la législation ne prêtait à aucune équivoque. Mais, en même temps que la plaignante, parvenait à Rome le texte des actes de Séligenstadt. Le pape ne pouvait mieux marquer ce qu'il pensait de l'interdiction de l'appel à Rome qu'en recevant l'appel d'Irmengarde. Puis, au lieu de la condamner immédiatement, il envoya une commission d'enquête en Allemagne pour examiner l'affaire, et sans doute aussi pour prendre de plus amples informations sur Aribo et sur son synode. Le résultat fut le suivant. Pendant que Pilgrim, archevêque de Cologne, envoyé à Rome par l'empereur, se voyait comblé d'honneurs et de privilèges, Aribo fut privé du pallium et n'eut plus qu'une dignité amoindrie. Cette humiliation infligée au premier archevêque du royaume ne manqua pas de contrarier l'empereur, qui avait besoin de l'entente de tous pour l'exécution de ses plans. Il est certain, néanmoins, qu'il ne prit pas parti pour Aribo, qui s'était montré si gravement imprudent à Séligenstadt.

L'archevêque de Mayence ne se tint pas pour battu. Il fit connaître à ses suffragants la mesure sévère dont il était l'objet. Puis il s'adressa à tous les autres évêques d'Allemagne pour les intéresser à sa cause. L'évêque de Metz, Théodéric, se trouvait alors à la cour auprès de sa sœur l'impératrice. Aribo lui recommanda ses intérêts et en reçut le meilleur accueil et d'utiles services. Mais il comptait principalement sur un concile national convoqué à Höchst, près de Francfort, pour l'Ascension de 1024.

Dans sa lettre de convocation aux prélats, il protestait de la tranquillité de sa conscience et, faisant observer à ses collègues que la mesure dont il était frappé sans discussion pouvait les atteindre eux-mêmes un jour, il leur demandait de résister avec lui, non par emportement, mais par le concours de leurs prières. Il écrivit aussi confidentiellement à l'impératrice Cunégonde pour la conjurer de faire en sorte que l'archevêque Pilgrim, son propre neveu à lui, se rendît au synode au temps marqué. Il allait jusqu'à suggérer l'emploi des menaces pour arriver à cette fin.

Toutes ces menées ne durent guère plaire à l'empereur. Peut-être faut-il chercher un indice de son mécontentement dans une mesure qu'il prit alors contre son frère Bruno, l'évêque d'Augsbourg. La soumission de ce prélat n'avait-elle été qu'apparente? Son caractère brouillon s'était-il réveillé, après quelques années de sagesse, pour lui inspirer des démarches compromettantes? Entra-t-il avec trop d'éclat dans le parti d'Aribo, profitant de l'occasion pour se lancer dans une

opposition qui semblait viser à la fois l'empereur et le pape? Y eut-il quelque autre raison grave de sévir contre lui? On l'ignore. Une chronique du temps nous fournit seulement ce renseignement laconique, que l'empereur l'envoya en exil.

Un autre annaliste nous donne à penser que l'évêque lassa longuement la patience de son frère. « Envieux de ses glorieuses actions, dit-il, il lui faisait toutes les oppositions qu'il pouvait, et quand il en était incapable par lui-même, il se joignait à ceux qui le contrariaient et en poussait d'autres à le faire. Non seulement l'empereur ne lui rendait pas la pareille, mais, pénétré d'amour fraternel, il semblait ne s'apercevoir de rien et souffrait tout, tâchant de vaincre le mal par le bien. »

Le synode de Höchst se réunit à l'époque indiquée, le 14 mai. Il y vint beaucoup d'évêques. Le résultat de leurs délibérations fut une lettre qu'ils envoyèrent au pape. Ils y représentent fort respectueusement au Souverain Pontife que leur métropolitain a été frappé sur la plainte d'une femme, sans avoir été lui-même entendu, et pour avoir porté contre elle un jugement approuvé par ses suffragants. Ils conjurent donc le pape de ratifier la sentence portée contre la coupable et de rendre ses bonnes grâces à l'archevêque. Ils ne paraissent pas se douter que le pape puisse avoir d'autre sujet de mécontentement que l'excommunication d'Irmengarde, et les canons de Séligenstadt, à la rédaction desquels plusieurs d'entre eux ont pris part, ne font pas l'objet de la moindre allusion dans leur lettre.

Benoît VIII n'eut pas le temps de répondre à

la supplique des évêques allemands. Peut-être même ne la reçut-il pas, car il mourut vers la fin de mai ou le commencement de juin. Aussitôt Romain, frère du défunt et administrateur du temporel de l'Église, sous le titre de « sénateur de tous les Romains », se fit élire à la place de Benoît, bien que simple laïque, reçut le même jour tous les ordres sacrés et prit le nom de Jean XIX. Il devait rester neuf ans sur le trône pontifical. Avec un pareil pape, il n'y avait plus à parler de réforme.

Henri voyait ses plus chers projets compromis par la disparition du pontife qu'il avait aimé et estimé. Il ne paraît pas que, malgré l'usage passé en loi, on l'ait consulté à l'occasion de l'élévation précipitée du successeur. Il fallut accepter le fait accompli. La Providence ne devait pas permettre qu'il souffrît longtemps du chagrin que lui causèrent la mort de Benoît et l'élection de Jean XIX.

La santé du prince avait toujours été chancelante. Ses voyages incessants, ses nombreuses campagnes, les soucis de toute nature et surtout son dernier séjour en Italie minèrent ses forces. Au commencement de 1024, il fut atteint de douleurs d'entrailles qui le firent cruellement souffrir. Il lui fallut s'immobiliser trois mois à Bamberg avant d'obtenir quelque soulagement.

Quand son état se fut amélioré, il se remit aux affaires. De fréquentes disputes s'élevaient entre vassaux ou tenanciers de seigneurs voisins. Ces disputes suscitaient des animosités qui dégénéraient aisément en luttes sanglantes. Ainsi se traitaient

réciproquement les gens de l'évêché de Worms et ceux de l'abbaye de Lorsch, ceux des deux monastères de Fulda et d'Hersfeld, d'autres encore sur les différents points du royaume. Henri prit à cette époque des mesures énergiques pour remédier à ces violences. Des peines sévères furent édictées contre les perturbateurs et les meurtriers de tout rang. En même temps, Henri appela l'attention des prélats sur la responsabilité que leur faisaient encourir les désordres de leurs subordonnés; il les menaça de sa disgrâce et de la perte de leur dignité s'ils ne veillaient à prévenir toute collision sanglante.

Le 9 mars, Henri quitta Bamberg. Il désirait célébrer les fêtes de Pâques auprès du nouvel archevêque de Magdebourg, Hunfrid. Un voyage si long effraya son entourage. On se demandait s'il serait capable d'en supporter les fatigues. On se détermina cependant à partir. Le 29 mars, le cortège arriva à Allstedt et y passa le dimanche des Rameaux. Malgré les précautions que l'on prenait et la lenteur avec laquelle on cheminait, les accès du mal recommencèrent. Accompagné seulement de sa femme et d'une suite peu nombreuse, Henri demeura le jeudi et le vendredi saints au monastère de Munchen-Nienbourg, où il se reposa dans le silence, à l'abri des manifestations populaires qu'excitait sa présence, non sans grande fatigue pour lui. Le samedi il se remit en route et arriva à Magdebourg, où il célébra les fêtes de Pâques. L'archevêque Hunfrid lui fit une réception magnifique. De là, Henri se rendit à Halberstadt, où siégeait également un nouvel évêque. Il y parut dans tout l'éclat

de la majesté impériale; de leur côté, les seigneurs et le peuple rivalisèrent de zèle pour lui témoigner leur attachement. Henri resta quelques jours dans cette ville.

Le 19 avril, nous le trouvons à Goslar, où il s'occupa pour la dernière fois des affaires d'Italie et d'où il data un rescrit qui attribuait la jouissance du château de Bantra à l'abbé du Mont-Cassin. Il y fêta la Pentecôte et sa présence y est encore signalée le 26 juin. A la requête de l'impératrice, il y rédigea un diplôme rattachant à l'abbaye de Fulda le comté de Stoddenstadt sur le Main. Cette pièce est la dernière en date des cent trente-neuf documents, parvenus jusqu'à nous, par lesquels Henri pourvoit à la prospérité temporelle et spirituelle des églises et des monastères. Il est à remarquer que le premier acte officiel du roi Henri eut pour objet la confirmation d'une élection d'abbé, et que le dernier se rapporta aux intérêts d'une abbaye.

Dans le diplôme de Goslar concernant Fulda, Henri manifeste une dernière fois les préoccupations qui ont tenu une si large place dans son administration souveraine. Il recommande à l'abbé la fidèle observance des règles monastiques, le soin des âmes confiées à sa charge et enfin le maintien des droits temporels de l'abbaye. Il termine par ces paroles dont le caractère prophétique ne peut manquer de frapper, si l'on songe aux désordres que devaient amener à bref délai les querelles religieuses, et à plus longue échéance la convoitise des seigneurs protestants : « Bientôt viendra le temps où le monde reprendra ce qu'il a donné à Dieu.

Alors les monastères qui jouissent de l'abondance seront dépouillés, de sorte que se réalisera la parole du Sauveur : Pendant que l'injustice grandit, l'amour se refroidit chez un grand nombre. »

Un mieux se produisit à Goslar dans l'état de l'auguste malade. Il en profita pour quitter la ville, dans l'intention de se diriger vers l'ouest du royaume. Il ne put aller loin. La maladie s'aggrava sans espoir au château de Grona. C'est là qu'il fit ses adieux à l'impératrice, aux évêques et aux seigneurs de l'Empire qui l'entouraient. Le mal le terrassait dans l'exercice même des devoirs de sa charge. « Enfin, » écrit l'annaliste de Quedlinbourg, « portant ses lèvres à la coupe amère de la mort, il quitta son corps et emporta au palais du ciel ce qu'il avait reçu du Tout-Puissant. » C'était le 13 juillet 1024. Henri avait atteint, deux mois auparavant, sa cinquante-deuxième année.

Les funérailles du souverain furent célébrées au milieu d'une extraordinaire affluence et avec toute la magnificence que réclamaient sa dignité impériale et la sainteté de sa vie. On transporta le corps à la cathédrale de Bamberg, et là, « celui qui pendant sa vie avait été la grande consolation de la sainte Église, digne de pleurs éternels, fut déposé en terre avec grand honneur, au milieu des larmes et de la douleur. »

Des miracles, signe infaillible de la part que Dieu prend à la glorification de ses serviteurs, se produisirent sur la tombe de l'empereur Henri. Un peu plus d'un siècle après sa mort, à la sollicitation d'Égilbert, évêque de Bamberg, le pape Eugène III fit instruire le procès de canonisation et proclama

la sainteté du pieux souverain. C'est ainsi que le grand protecteur des moines de son temps fut placé sur les autels par un pontife qui avait été moine et disciple de saint Bernard. Cette canonisation d'un empereur d'Allemagne venait après le règne des grands persécuteurs de la papauté, Henri IV et Henri V. L'Église se vengeait des injustices dont elle avait souffert, en désignant solennellement aux souverains allemands le modèle qu'ils devaient imiter, le saint et illustre devancier dont ils avaient à suivre les traces pour la gloire de Dieu, la consolation de l'Église et le bonheur de leur propre pays.

Quinze ans après la mort de saint Henri, la pieuse impératrice Cunégonde vint le rejoindre dans la cathédrale de Bamberg. La vaillante femme avait voulu passer dans le silence du cloître les années de son veuvage. Au monastère de Kaufungen, dont elle était la fondatrice, elle acheva de se sanctifier par la prière, la pénitence et une charité toute royale envers les pauvres. De sa grandeur d'autrefois elle n'avait gardé qu'un privilège, le pouvoir d'exercer une libéralité inépuisable. Quand elle fut morte, en 1039, un peuple innombrable transporté de reconnaissance et d'admiration, lui fit cortège jusqu'à Bamberg. En l'an 1200, le grand pontife Innocent III la canonisa, et la loua d'avoir « consacré à Dieu et conservé intacte sa virginité ».

Au milieu de la nef centrale de la cathédrale de Bamberg se dresse encore le monument élevé, bien des années après leur mort, à la mémoire des deux saints époux. C'est un sarcophage de pierre, sculpté par un artiste de la fin du quinzième siècle dans

le style un peu lourd de l'époque. Les faces latérales du tombeau sont ornées de cinq bas-reliefs, représentant des scènes empruntées à l'histoire ou à la légende. Sur la table supérieure, les deux saints personnages sont figurés en grandeur naturelle, couchés côte à côte, sainte Cunégonde à droite avec le sceptre en main, saint Henri à gauche avec le sceptre et le globe impérial. Les deux têtes, ceintes de la couronne, reposent sur un coussin, et les pieds s'appuient sur deux lions qui tiennent l'écu des illustres souverains. Ce tombeau, déplacé en 1658, fut rétabli en son lieu primitif en 1833. On y trouva alors, dans un double cercueil d'étain et de pin, ce qui restait des deux corps depuis l'époque des translations précédentes. Quelques parties en avaient été distraites pour être distribuées à différentes églises.

Le tombeau ne conserve plus aujourd'hui que les cendres des deux saints. Ce qui reste des ossements à Bamberg, principalement le crâne et le fémur de saint Henri, le crâne de sainte Cunégonde, et différents objets qui leur ont appartenu, est gardé dans le trésor de la cathédrale. Le tombeau porte cette inscription : « Aux saints Henri et Cunégonde, associés dans une impériale et virginale union, fondateurs, défenseurs, patrons de cette église. »

Un historien du siècle de saint Henri a fait de lui ce bel éloge : « L'homme de Dieu qui, en vue du salut de son âme, fut animé d'un zèle si ardent pour le bien de l'Église, ne négligea en rien les progrès de son royaume, et par sa piété et sa sagesse il assura le plus grand honneur à la dignité impériale. »

En bonne et impartiale histoire, ce jugement est-il justifié, quant à ce qui concerne la prospérité du royaume? Les auteurs contemporains du saint l'ont formulé sans hésitation. Aux yeux de quelques historiens modernes, il est à réformer. Ces derniers accusent saint Henri d'avoir été un prince au-dessous de sa tâche, un incapable, un caractère faible, une intelligence sans pénétration ni prévoyance, une volonté sans suite dans ses desseins, en un mot un homme qui eût fait un bon moine, mais qui ne sut pas être un souverain.

Les derniers historiens allemands de l'empereur Henri II, Siegfried Hirsch et Harry Breszlau, ne partagent pas ces idées de dénigrement. A leur sens, Henri ne fut pas ce qu'on appelle ordinairement un homme de génie, mais il ne fut pas davantage le souverain insignifiant que des écrivains prévenus se sont plu à imaginer. Sans doute, il ne déploya pas constamment cette énergie et cette ténacité de volonté qui viennent à bout de toutes les entreprises; mais il faut tenir compte du milieu dans lequel il gouvernait et d'une santé toujours précaire, qui lui interdit souvent de concevoir de grands desseins à l'exécution desquels ses forces n'auraient pu suffire.

Quand après avoir commencé une œuvre il se heurtait à une opposition puissante et inattendue, il revenait sur ses pas, renonçant en apparence à la poursuite de ses plans et à l'honneur du succès; mais, dès que l'occasion favorable s'en présentait, il se remettait à la tâche interrompue. Il ne connaissait pas cet entêtement qui veut tout ou rien. Mieux avisé, il savait se contenter de demi-succès

quand les circonstances ne lui permettaient pas d'obtenir davantage. Grâce à cette politique, il a souvent fini par atteindre son but.

Son règne n'a pas eu le même éclat que celui d'un Otton Ier ou d'un Frédéric Ier. Il ne fut pourtant pas dépourvu d'appréciables résultats. Henri releva en Italie le prestige impérial que les fantaisies d'Otton III avaient singulièrement entamé; en 1024, le lien qui unissait l'Italie à l'Allemagne avait une tout autre solidité qu'en 1002. Il ne résolut pas la question bourguignonne dans le sens qu'il aurait désiré; mais en fait cette question demeurait insoluble tant que le pouvoir royal appartenait à des mains aussi faibles et inhabiles que celles de Rodolphe III. La politique polonaise du prince n'obtint, il est vrai, que des succès relatifs; nous avons signalé en son lieu les causes qui empêchèrent Henri de triompher. Du reste, de son temps, cette frontière du nord-est cherchait encore sa ligne définitive, et les pays en litige constituaient moins des terres d'empire que des champs de conquête, dans lesquels on pouvait, sans grave inconvénient pour l'intégrité du royaume, avancer ou reculer suivant les circonstances.

Si, des affaires extérieures, on passe à l'administration intérieure du royaume, la situation se présente dans des conditions beaucoup plus favorables. Durant les dernières années de l'empereur Henri, une paix assurée régnait dans toutes les provinces allemandes. Les seigneurs avaient appris à obéir et Henri commençait à jouir du résultat de ses efforts. Toutes choses bien ordonnées dans les hautes classes sociales, il allait pouvoir s'appliquer au soin

plus immédiat et plus assidu des classes inférieures. Il avait déjà commencé à rétablir la concorde entre les différents tenanciers de plusieurs seigneuries quand la mort vint l'interrompre.

Le grand talent d'un souverain ne consiste pas à tout diriger par lui-même, mais à choisir pour chaque charge de son royaume l'homme qui convient le mieux. Henri posséda ce talent à un haut degré. Rarement il se trompa dans ses choix, et dè tant de seigneurs ecclésiastiques ou laïques qu'il eut à désigner, il y en eut bien peu qui mirent en défaut sa perspicacité. Quant au règlement des affaires ecclésiastiques de son empire, qui constituait à cette époque l'un des devoirs les plus importants et les plus difficiles de sa charge, Henri y excella. Partout il sut faire prévaloir les vraies règles ; partout il se fit obéir, sans jamais abaisser sa propre dignité devant qui que ce fût.

Tel est le jugement porté sur l'homme et sur le souverain par des historiens impartiaux, qui voient à distance et ne se laissent pas offusquer par le titre de saint que l'Église a décerné à Henri. Ce jugement est correct.

Ajoutons, pour être tout à fait juste, que l'état d'indépendance et de révolte dans lequel Henri trouva ses vassaux au commencement de son règne, ne laissa pas de paralyser notablement son action. Aux résistances qu'il rencontrait, on doit attribuer sans nul doute une bonne part des hésitations qu'on lui reproche. Il lui fallait bien interrompre l'entreprise commencée, quand il ne se sentait plus suivi par les seigneurs. Dans les premiers temps surtout, il ne pouvait se dispenser de

compter avec ceux qui ne lui devaient pas leur dignité et auxquels il devait la sienne. A la fin du règne, il était devenu le maître, et l'harmonie régnait dans tous les rangs de la hiérarchie de l'empire.

Observons enfin, et cette remarque est de haute importance, qu'un prince sincèrement chrétien, à plus forte raison un saint, ne saurait mettre en œuvre certains moyens que d'autres emploient sans scrupule. Que de succès éclatants, que de brillants résultats enregistrés par l'histoire ne sont dus qu'à la violence, à l'injustice, à la mauvaise foi! Que de règnes ne s'établissent que par la suppression sanglante des compétiteurs légitimes! Que de royaumes ne s'agrandissent que par l'inique absorption des plus faibles, par les menées sournoises de la trahison, par les satisfactions promises aux plus basses convoitises d'un peuple! Il y a une politique que certains esprits préconisent à raison de ses résultats, mais dans laquelle un vrai chrétien ne remplira jamais un rôle actif.

Un saint ne sera donc jamais ni un Frédéric Barberousse, ni un Louis XI, ni un Napoléon, et ces hommes, grands sous bien des rapports, ne seront jamais des saints. Seulement la Providence se sert d'eux, aussi bien que d'un Édouard d'Angleterre, d'un Étienne de Hongrie, d'un Louis de France, pour arriver à ses fins. Henri fut un saint. C'est dire assez que certaines violences, certaines duperies, certains procédés de politique humaine ne comptèrent jamais au nombre de ses moyens d'action. Y a-t-il lieu de s'en plaindre? Le monde a besoin de temps en temps, pour son instruction

et pour son bonheur, qu'un souverain donne l'exemple de l'honnêteté, de la bonté jointe à la fermeté, de la loyauté et de toutes les vertus humaines. Il a besoin qu'à ces vertus humaines s'ajoute la pratique intégrale d'une religion qui se présente avec la prétention de conduire les individus au bonheur éternel et tout ensemble de contribuer à la prospérité des nations. Si cette prétention est fondée, il est bon que, de temps à autre, un prince fasse le loyal essai de cette force mystérieuse et fournisse la démonstration de son efficacité, quand on l'applique avec intelligence au gouvernement des États.

Sans doute, les princes en qui s'harmonisent si heureusement les vertus humaines et les vertus chrétiennes ne connaissent pas ces triomphes bruyants de la force ou de la ruse auxquels le monde applaudit si volontiers; mais ils sont la preuve vivante et irréfutable que la recherche de la patrie céleste n'est pas faite pour nuire aux grands intérêts de la patrie de la terre. Par là, ils contribuent au bonheur des peuples avec une tout autre efficacité que les grands capitaines et les grands politiques. Car, si une nation ne peut être absolument privée du pain de la gloire, cet aliment n'assure guère à chacun de ses membres la part de bien-être et de contentement à laquelle il aspire. S'il veut jouir ici-bas du bonheur compatible avec les conditions de notre existence actuelle, chaque homme ne doit demander à la vie présente que ce qu'elle peut donner, user en paix des biens que Dieu accorde, souffrir avec résignation l'absence de ceux qu'il refuse, et par-dessus tout ne compter

sur la félicité complète que dans une autre vie dont les années du temps sont la patiente et nécessaire préparation.

Or c'est là précisément la leçon que les princes chrétiens donnent à leurs peuples, avec toute l'autorité qui s'attache à leur situation éminente et qui résulte de leurs exemples. Et certes, on en conviendra, cette leçon vaut mieux, pour le soulagement des maux de l'humanité et le soutien de ses légitimes espérances, que toutes les promesses de progrès social qui se basent sur la transformation des choses en négligeant l'amélioration des personnes

D'instinct, saint Henri fut bon pour les hommes; mais se sentant impuissant à changer pour eux la terre en paradis terrestre, il leur montra une patrie meilleure et leur apprit à mettre le sourire du ciel dans leurs labeurs et leurs tristesses d'ici-bas. Il a été compris. Son souvenir est resté sur la terre plus doux, plus aimé, plus réconfortant, plus durable que celui du conquérant. Le conquérant ne donne à ses concitoyens que de la gloire et du territoire, choses terrestres dont l'histoire n'a jamais constaté l'inamissibilité; le saint leur laisse des exemples et leur assure un appui qui les rendent meilleurs et plus heureux.

Ce souvenir de saint Henri plane glorieusement sur la tranquille et élégante ville de Bamberg, où se dressent ses statues, où son nom se redit avec amour et fierté, où se garde son tombeau, où sont vénérées ses reliques. Mais de Bamberg sa gloire rayonne sur tous les pays du monde catholique. Le nom de saint Henri est l'un de ceux qu'on impose le plus volontiers aux nouveau-nés à leur baptême.

En France, quatre de nos rois l'ont porté, et parmi eux, le plus populaire de nos souverains, et c'est par milliers que chaque année de jeunes Français sont placés sous la protection du saint empereur d'Allemagne.

Puisse cette invocation incessante du bien-aimé saint nous obtenir, à nous Français, plus d'ardeur dans la recherche du « royaume de Dieu et de sa justice », et aussi un peu de ce surcroît temporel que Dieu a promis à ceux qui poursuivent avant tout les biens éternels.

Au cinquième livre de sa *Cité de Dieu*, saint Augustin a un chapitre vingt-quatrième intitulé : *Ce que fut le bonheur des empereurs chrétiens et combien il fut véritable.* Voici le portrait qu'il y trace du prince chrétien :

« Les princes que nous proclamons heureux sont ceux qui commandent avec justice. Au milieu des propos de ceux qui exagèrent leur louange et des respects de ceux qui les saluent avec un excès d'humilité, ils ne succombent pas à l'orgueil, mais se souviennent qu'ils sont des hommes. Ils mettent leur puissance au service de la majesté de Dieu, surtout pour la propagation de son culte. Ils craignent Dieu, l'aiment et le révèrent. Le royaume qu'ils préfèrent est ce royaume dans lequel ils ne redoutent pas d'avoir des égaux. Ils sont lents à la vengeance, faciles au pardon. Ont-ils à exercer la justice vindicative, ils le font par nécessité de gouvernement et pour la défense de la chose publique, jamais pour la satisfaction de rancunes et de haines. S'ils accordent la grâce, ce n'est pas pour que le crime reste impuni, mais dans l'espoir que le cou-

pable se corrigera. Obligés parfois de prendre une mesure de rigueur, ils la rachètent par la douceur de l'indulgence et la libéralité des bienfaits.

« A leurs mœurs préside d'autant plus de réserve que la licence leur est plus aisée. Ils aiment mieux commander à leurs mauvaises passions qu'à toutes les nations du monde. En tout cela, ils n'agissent pas par désir d'une vaine gloire, mais par amour pour la félicité éternelle. Enfin, ils ne négligent pas d'offrir à leur vrai Dieu, pour leurs propres fautes, le sacrifice de l'humilité, de la piété et de la prière.

« Nous le proclamons, de tels empereurs chrétiens sont heureux, aujourd'hui en espérance, plus tard en toute réalité, quand arrivera ce que nous attendons. »

Tel était l'idéal esquissé par le grand Docteur du cinquième siècle. Six cents ans plus tard, cet idéal est devenu, trait pour trait, une glorieuse réalité dans la vie de saint Henri. Notre saint a donc été vraiment l'un de ces princes comme en souhaite l'Église, l'un de ces rois que bénissent les peuples, l'un de ces grands chrétiens qui laissent aux siècles futurs une douce et réconfortante mémoire.

BIBLIOGRAPHIE

Acta sanctorum, tome XXX, troisième de juillet, pp. 682-759.

THIETMAR, *Chronicon*, dans les *Monumenta Germaniæ, Scriptores*, t. III, Hanovre, 1839, pp. 734-871.

GLABER, *Historia sui temporis*, dans Migne, t. CXLII.

ADALBOLD, *Fragment* dans le tome XXX des *Act. Sanct.*

Annales Hildesheimenses, Quedlinburgenses et Lamberti, dans le t. III des *Monumenta Germaniæ* et dans le t. CXLI de Migne.

Vita et legenda Henrici et Cunegundis, in-8°, Bamberg, 1511.

TELTZ, *Historia Henrici sancti*, in-4°, Strasbourg, 1712.

CRAMMER, *Admiranda vita s. Henrici et s. Cunegundis*, in-8°, Augsbourg, 1770.

LUDEN, *Histoire d'Allemagne*, trad. Savagner, in-4°, Paris, 1840, t. III, pp. 277-367.

Jahrbücher des deutschen Reichs unter Heinrich II, von Siegfried Hirsch *und* Harry Breszlau, 3 vol. in-8°, Leipzig, 1862-1864-1875.

MATHIOE, *Die Klosterpolitik Heinrichs II*, Gœttingue, 1878.

TABLE DES MATIÈRES

MÊME LIBRAIRIE :

Études d'Histoire et d'Archéologie, par M. PAUL ALLARD, auteur de l'*Histoire des Persécutions.* 1 vol. in-12..... 3 fr. 50

Richelieu à Luçon. — Sa jeunesse. — Son épiscopat, par M. l'abbé L. LACROIX, docteur ès lettres, 1[er] aumônier du Lycée Michelet. *Nouvelle édition.* 1 vol. in-12....... 3 fr. 50

Les Jeunes Gens de l'Ancien Testament, par le R. P. J.-M. LAMBERT. 1 vol. in-12........................ 2 fr. »

Les Jeunes Gens du Nouveau Testament, par le R. P. J.-M. LAMBERT. 1 vol. in-12........................ 2 fr. 50

Jeunesse et Vie chrétienne, par le R. P. J.-M. LAMBERT. 1 vol. in-12.................................... 2 fr. »

Au sortir de l'école. — Les Patronages, par M. MAX TURMANN. *Deuxième édition, revue et augmentée.* 1 volume in-12 .... 3 fr. 50

Sainte Françoise Romaine (1384-1440), par la comtesse DE RAMBUTEAU. *Troisième édition.* 1 vol. in-12, orné d'une belle gravure .... 3 fr.

Le Bienheureux Colombini, *histoire d'un Toscan au quatorzième siècle,* par la comtesse DE RAMBUTEAU. *Quatrième édition.* 1 vol. in-12, orné d'une gravure sur acier.......... 3 fr. »

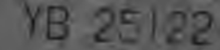
Saint Philippe de Néri, par la comtesse D'ESTIENNE D'ORVES, avec une préface de Mgr Jourdan de la Passardière, de l'Oratoire de Saint-Philippe de Néri, évêque de Roséa. 1 vol. in-12.. 3 fr.

Vie de saint Bernard, abbé de Clairvaux, par M. l'abbé VACANDARD, docteur en théologie, premier aumônier au L de Rouen. 2 vol. in-8, ornés d'un portrait et de 2 cartes. 15 . »

Ouvrage couronné par l'Académie française.

— Le même ouvrage. *Deuxième édition.* 2 vol. in-12... 7 fr. »

Paris. — Imp. DEVALOIS, avenue du Maine, 144.


YB 25122

